Vol. 6 • No. 41 • Du 24 au 30 Avril 2013 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

REMOUS AUTOUR D'UNE CONVOCATION DE L'EX-PRÉSIDENT ARISTIDE ?



Voir page 4

Une lettre de convocation au Parquet de Port-au-Prince à l'ex-président Jean Bertrand Aristide, pour le mercredi 8 mai 2013 a été remise au domicile de l'ex-mandataire qui l'a acheminée à l'un de ses avocats, Me Mario Joseph.

MINUSTAH : ENTRE VIOLENCE, RÉPRESSION ET HYPOCRISIE !









Voir page 4

Les martyrs de la pandémie du choléra ne doivent jamais oublier que le séisme Minustah n'est que le résultat du complot ourdi entre ces élites apatrides bassement inféodées aux impitoyables fossoyeurs de l'occident prédateur. Les multiples exactions des militaires de la Minustah sont suffisamment notoires pour feindre de les ignorer.



Manifestation contre la vie chère et la faim

Page 3

English Page 9



La république des corrompus !

Page 8



Le génocide guatémaltèque de Ronald Reagan !

Page 10



Nicolas Maduro solennellement investi président du Venezuela !

Page 17

Que tirera notre pays du Sommet de l'AEC?

Par Berthony Dupont

Il commence à devenir de plus en plus difficile pour le couple Martelly-Lamothe de dissimuler leur absence de stratégie et la mise en parenthèse des intérêts de la Nation et du peuple en particulier. L'impression qui se dégage actuellement dans le pays est que le 5eme sommet de l'association des Etats de la Caraïbe (AEC), qui s'est ouvert ce mardi à Port-au-Prince dans la capitale haïtienne sous la houlette du ministre haïtien des affaires étrangères Pierre Richard Casimir semble avoir été une occasion en or pour le gouvernement pour chanter sa joie et son bonheur que le Sommet de l'organisation des États de la Caraïbe se déroulera en Haiti. Ce serait aux yeux de l'Exécutif la plus grande preuve de démarrage pour le développement si on prend en compte la propagande faite autour de cet évènement.

Il semblerait que ni la portée de ce sommet ni ses résultats n'intéressent le gouvernement. Ce qui compte le plus reste la propagande autour de la rencontre pour prouver qu'ils sont entrain de réaliser quelque chose de positif, comme pour exorciser cet immobilisme qui les hante et qui ne fait qu'attiser les tensions.

A en juger par les annonces hâtives et désordonnées, sans aucune concertation populaire qui servirait de préparation pour cette prestation, de tels agissements, pour le moins intempestifs et même anachroniques nous donnent l'occasion de dénoncer une fois de plus les différentes manœuvres de ce régime ou l'esprit de bluff qui l'anime et dont ils ne se sont jamais départis. Pour l'histoire, n'est il pas important de souligner que l'Association des États de la Caraïbe est une organisation de consultation, de coopération et de concertation en matière de commerce, transport, tourisme durable et réduction des risques naturels dans la Grande Caraïbe. Et d'après les déclarations faites par les membres du gouvernement le sommet sera de 3 jours soit du 23 au 26 avril 2013 à dérouler sur le thème « pour le renouvellement de la vision fondatrice de l'AEC : oeuvrons pour une grande Caraïbe forte et unifiée.

Au lieu de se cantonner à se vanter comme quoi « C'est la toute première fois qu'Haïti va accueillir un événement d'une si grande envergure sur son territoire, avec autant de Présidents en même temps. Cela demande une grande mobilisation [...]», ne vaudrait-il pas mieux d'ouvrir des débats publics avec la population sur la portée de ce sommet, d'expliquer l'ampleur de l'affaire afin que les masses populaires qui gémissent dans une misère atroce et abjecte non seulement y participent et soient partie prenante de ce qui va se discuter, mais sachent ce que tirera le pays de ce sommet, ceci au moment où une jeune de 16 ans est portée disparue dans la nuit de dimanche à lundi dans la ville de Petit-Goâve où de fortes pluies ont causé des dégâts relativement importants?

Le Commissaire Will Dimanche pour sa part a indiqué qu'« au niveau de la police nationale, toutes les dispositions sont déjà prises. Toutes les unités spécialisées de la police nationale d'Haïti se mettent déjà en branle pour que ce sommet soit une réussite pareille à celui de la CARICOM organisé les 18 et 19 février dernier » Tout cela prêterait au rire, car pour le commissaire il semblerait que la réussite du sommet se ramène simplement ou seulement à la sécurité assurée des participants.

Quant à présent, tout ce qui se fait va dans le sens que le régime par ses tractations politiciennes n'agit que pour lui seul sans tenir compte de la population. Si un budget de 40 millions de gourdes soit environ 1,2 million de dollars est alloué à cette rencontre internationale, il serait juste que la population soit mobilisée. Et ce n'est sans doute pas le fait du hasard si le ministre Casimir pense que cet important sommet « va mettre Haiti sous les projecteurs de la presse internationale ». Grandiloquence, quand tu nous tiens !

Par ailleurs dans le cadre de ces pompeuses déclarations, le ministre Pierre-Richard Casimir avait confirmé la présence du Président vénézuélien Nicolàs Maduro. Cependant l'ambassade Vénézuélienne en Haiti a annoncé que son pays sera représenté par une délégation que présidera le ministre des Affaires étrangères Elìas Jaua.

Nous serons certainement honorés de la présence de leaders populaires et progressistes de la trempe de Rafael Correa, Daniel Ortega. Mais en definitive, que tirera le pays du Sommet de l'AEC ? Quelles en seront les retombées positives pour Haïti ? Là-dessus, le ministre Pierre-Richard Casimir est muet comme une carpe.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Manifestation contre la vie chère et la faim



Par Yves Pierre-Louis

Plusieurs organisations populaires issues des quartiers populeux de la capitale, regroupées au sein de « *Tèt-kole òganizasyon Popilè yo* » ont participé le jeudi 11 Avril 2013 à une manifestation contre la cherté de la vie, la faim et le chômage, avec le mot d'ordre « *Ann leve kanpe kont grangou kalетèt sa a* ». Démarrées dans le quartier populeux de Fort-National, au Nord de la capitale, des centaines de manifestants ont parcouru diverses rues pour dénoncer la mauvaise condition de vie des habitants des quartiers pauvres tels : Fort-National, Bel Air, Saint-Martin, Solino, La Saline, Cite Soleil, Martissant et autres.

Tout au long du parcours, les manifestants ont dénoncé le gouvernement Martelly-Lamothe qui se sert de la propagande mensongère pour endormir la vigilance du peuple haïtien. Et, entre-temps, il utilise toute une série de projets fictifs pour dilapider les fonds de l'Etat. Ils ont apporté un démenti à la déclaration du président Michel Martelly faisant croire qu'il a déjà créé 400 mille emplois dans le pays.

A ce sujet, un manifestant a émis cette réflexion : « Si le gouvernement a créé 400 mille emplois avec un salaire minimum de 300 gourdes par jour pour huit (8) heures de travail, cela veut dire qu'il y aurait 3 milliards 600 millions de gourdes en circulation dans l'économie haïtienne. Nous, les habitants des quartiers pauvres, ne les voyons pas. Nous disons que ces 400 mille emplois sont à l'oral. » Ce qui pousse les manifestants à écrire sur des murs du parcours de la manifestation : « 400,000 *djob aloral ! Viv bon jan travay ! ABA Martelly ! ABA Grangou ! ABA Lavichè ! ABA Kòripsyon* !»

Personne n'ajoute foi à la déclaration du président. L'ex-ministre des Affaires sociales, l'économiste Gerald Germain, participant à une émission de radio a déclaré : « La population active en Haïti est actuellement estimée à 4.2 millions d'habitants. Si le gouvernement a donné 400 mille emplois, le chômage diminuerait de 10%.Ce serait visible de constater l'effet de la diminution du chômage dans l'économie du pays. » De son côté, le ministre du Commerce et de l'Industrie également ministre de l'Economie et des Finances, Wilson Laleau ne peut donner aucune précision sur la création des 400 mille emplois annoncés par le président Martelly.

Après avoir parcouru diverses rues des quartiers populeux jusqu'au local du ministère des Affaires sociales et du Travail, ils ont mis fin à ce mouvement de protestation contre le mensonge et la violation des droits fondamentaux du peuple haïtien.

En effet, sur tout le parcours les manifestants ont lancé des propos hostiles à l' égard du président Martelly et du Premier ministre Lamothe : « *Vle pa vle fòk Martelly ak Lamothe ale, se manti sèlman y ap bay mas pèp la, se pòch yo, yo vin plen, se peyi a yo vin piye. Madanm li nan kòripsyon, pitit li nan koripsyon, yo tout nan kòripsyon, pandan mas pèp la ap mouri anba grangou nan peyi a, nou pa ka peye lekòl pitit nou, nou pa ka jwenn travay, yo pa vle nou fè komès nan lari a. N ap rele anmwey ! Sa a se twòkèt la chaj la dèyè. Lòt semèn nan n ap pase yon lòt vitès e lè sa a se rache manyòk, se dechoukay n ap mande nèt alkole.* » Il faut quand même signaler qu'un incident s'est produit entre les manifestants et des agents de la Police Nationale d'Haïti à l'angle des rues Lamarre et Lalue, quand des policiers se sont emparés des manifestants pour saisir des bonbonnes de spray. Les manifestants, par prudence, se sont vite éparpillés et ils se sont regroupés pour réanimer leur mouvement et poursuivre leur parcours.

De toute façon, les habitants des quartiers pauvres sont restés déterminés à lutter contre la dégradation des conditions de vie de la population. Des habitants de diverses régions du pays telles : Saint-Marc, Miragôane, Leogâne, victimes de Cholera-MINUSTAH et du tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui vivent toujours sous des tentes ne cessent de manifester pour exiger le changement promis par le président Martelly, après deux ans au pouvoir. *Tèt Kole òganizasyon popilè yo* constate que la situation socio-économique du peuple haïtien s'aggrave depuis l'arrivée du gouvernement kaletèt de Martelly-Lamothe au pouvoir. Toutes les institutions sont constamment en crise, le processus de démocratisation est bloqué, les élections ne sont pas réalisées à temps, la corruption gagne du terrain, l'ancien régime est devenu plus agressif de jour en jour. Tous ceux-ci ont un impact négatif sur la vie de la population la plus pauvre du pays, ils doivent susciter le réveil de la conscience de tous les citoyens pour stopper ces dérives.

Arrestation à Port-au-Prince de deux greffiers

Par Jackson Rateau

Dans le cadre du procès du grand baron du kidnapping en Haïti, Clifford Brandt, le vendredi 19 Avril dernier, deux greffiers ont été arrêtés et inculpés par la justice haïtienne, pour avoir fait disparaitre des pièces à conviction faisant partie du dossier du truand. Le même jour (19 Avril), les deux greffiers répondant aux noms d'Edens Jean Laurent et Serge Honoré, avaient subi l'interrogatoire d'un juge du Parquet de Port-Au-Prince en charge du dossier. Ces escrocs de la justice haïtienne devaient fournir aux autorités judiciaires, des explications relatives à la disparition des sommes de 39 mille dollars haïtiens et 2800 dollars US que contenait le dossier. Autre que ces sommes, d'autres pièces à conviction dont on n'a pas révélé les titres, qui ont été confiées au greffe du Parquet, auraient disparu.

Déjà déférés par devant un tribunal criminel, les deux prévenus tenus en taule au Parquet de Port-Au-Prince jusqu'au lundi 22 avril dernier, devront être transférés au Pénitencier National cette semaine, en attendant leur jugement définitif. D'autre part, dans le cadre du procès des présumés assassins du militant Samba Bookman, le lundi 22 avril dernier, Jean Raynold Philippe et Toutou Banasson Dor Bredgent, deux agents intérimaires de Cité Soleil avaient comparu devant le juge d'instruction Chanlate Mathieu. Considérant toutes les félicitations dont ils étaient les auteurs après l'assassinat du militant, ces deux devaient témoigner devant la cour, de leurs actes.

11 balles de marijuanas confisquées à Miragoâne

Dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 Avril 2013 dernier, à Miragoâne, la police locale a confisqué 11 balles de marijuana évaluées à 14 kilos. Dans le cadre de ce dossier, le nommé Jean Paul Clermont qui se chargeait du transport des colis en provenance du Sud vers Port-Au-Prince et qui se trouvait dans une camionnette dans la station de Miragoâne, a été appréhendé par les autorités policières. Des informations issues de la police, ont fait savoir que l'authenticité de ces produits doit être vérifiée par les agents de BLTS basés à Port-Au-Port-Prince.

AVIS JUDICIAIRE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action de la requérante pour être juste et fondée ; maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience susdite ; pour le profit du défaut ; déclare fondé ladite action ; admet le divorce de la dame Evelyne Renaude JOSEPH d'avec son époux Lionel JOSEPH pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Croix-des-Missions de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement à intervenir du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peines de dommages et intérêts en vers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens.

DONNE DE NOUS, MaguyFlorestal PIERRE-LOUIS, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi cinq novembre deux mille neuf, en présence de Me. Brunet SALOMON Substitut du Commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Joseph PIERRE-LOUIS, greffier du siège.

Il est ordonné...
En foi de quoi ...
Ainsi signé ....

Pour expédition conforme collationnée
Joseph PIERRE-LOUIS, Greffier

Minustah : Entre violence, répression et hypocrisie

Par J. Piard Fatal

Aux Etats-Unis, l'explosion de deux bombes le lundi 15 avril dernier à Boston a fait seulement trois morts. Le FBI, jurant par tous les diables de retrouver et de punir sévèrement les coupables a mobilisé plus de 11.000 hommes armés jusqu'aux dents. De fait, moins de quatre jours après, leurs agents répressifs partis aux trousses des auteurs présumés ont eu gain de cause. L'un des présumés poseurs de bombes a été tué par balles et l'autre appréhendé, suite à ses blessures au cou et à la langue par projectiles. Ce dernier a été inculpé sur son lit d'hôpital même. Et plusieurs chefs d'accusation ont été retenus contre lui, notamment celui d'utilisation d'arme de destruction massive.

Ce cas de figure suffit pour faire ressortir la preuve que lorsque l'empire connait le goût amer de la violence qu'il s'amuse à exporter aux quatre coins du monde, il est prêt à tout. En Haïti par contre, depuis 2004 les terroristes conventionnels avec l'aval de l'ONU portant le casque de la Minustah, n'ont fait que violer les fillettes et les adolescents et assassiner les militants proches des masses populaires. La grande presse ne parle même pas des indescriptibles exactions de ces tueurs à gages qui ont perpétré plusieurs massacres dans les quartiers à forte concentration populaire.

Autrement dit, comme nous avons pu le constater, la présence de ces terroristes conventionnels camouflés sous les épaulettes de la Minustah n'est que la matérialisation de la perception ségrégationniste de l'occident de notre souveraineté de peuple. Les cris interminables de ceux qui sont exaspérés par autant d'exactions n'ont ébranlé personne. Pour preuve, depuis novembre 2010 au virus impitoyable du VIH/ Sida est venu s'ajouter un autre encore plus redoutable, une maladie *piga seren pwenn fè pa* qui assombrit encore le quotidien déjà fielleux des couches vulnérables de la société haïtienne.

Choléra Minustah, ainsi s'appelle aide humanitaire de l'occident à Haïti qui a fait plus de 8 mille morts et plus de 100.000 personnes infectées et qui en portent encore les stigmates indélébiles. Toutes les enquêtes, toutes les analyses ont clairement établi les responsabilités des membres du contingent népalais cantonnés à l'entrée sud de la ville de Mirebalais. Depuis lors, choléra, kadejak, criminels, assassins, violeurs, violateurs, pédophiles sont devenus les dénominateurs communs de cette force à vocation strictement répressive.

Enquêtes et Résultats

Vers le 16 avril une lettre contenant une simple poudre qualifiée de suspecte adressée au président Obama suffisait pour que tout l'empire soit ébranlé. A tort ou à raison, le suspect a été mis aux arrêts et sera jugé et puni avec la plus grande rigueur. Dans certains pays à l'instar des Etat-Unis, les auteurs de menu larcin sont sévèrement châtiés. Mais chez nous en Haïti, les terroristes conventionnels de la Minustah peuvent à leur guise violer, tuer, assassiner, exécuter sans aucune crainte, infecter toute une population avec le virus du cholera. L'on appelle ce cas de figure double jeu.

Tout au début, les hypocrites de l'ONU réfutaient catégoriquement toutes preuves faisant état que le Choléra nous a été imposé sans condition aucune par les terroristes conventionnels de la Minustah. Avec le temps, les résultats de l'ensemble des enquêtes indépendantes sont unanimes à reconnaitre que le vibrion du choléra a été introduit en Haïti par les terroristes du contingent népalais. Cantonnés à l'entrée est la la ville de Mirebalais dans le bas Plateau Central, ces mercenaires sans foi ni loi se sont comportés comme s'il s'agissait d'un parc pour porcs, pourceaux, laies, sangliers et autres cochons sauvages.

En bon militaire, ceci dit, ignorant même les notions élémentaires d'hygiène, ils versent les matières fécales contenant le vibrion du choléra dans le cours d'eau avoisinant leur campement. A date, en dépit de tant d'évidence que la souche serait similaire à celle faisant rage dans cette zone du Népal, l'ONU refuse d'admettre les responsabilités des soldats Népalais dans l'introduction de cette impitoyable épidémie à travers le pays.

Aux Etats-Unis, les auteurs, coauteurs, et complices de l'attentat de Boston finiront avec une absolue certitude sur une chaise électrique. Pour ce qu'il s'agit de la protection de ses citoyens, l'empire ne saurait en rien transiger. En Haïti par contre, les terroristes conventionnels notoires de la Minustah, responsables de plus de 8.000 cadavres et de 100.00 personnes infectées sont protégés par la carapace de l'immunité. Ils continuent de se balader à travers tout le pays tout en insultant la mémoire de plus de 8.000 victimes.

L'ONU tout en se gargarisant d'être le défenseur universel des droits humains, n'accorde même pas le droit au peuple haïtien de réclamer le départ de ces criminels népalais vecteurs de cette épidémie mortelle. Les faits ont donc prouvé que selon la perception inhumaine de l'impérialiste de l'existence humaine, seule une catégorie d'hommes à droit à la vie ainsi qu'au respect de ses droits inaliénables. L'ONU avalise les débarquements au Mali pour déloger les « *terroristes* ». Simultanément, l'ONU alimente notre pays avec de véritables **Terroristes** conventionnels portant la bombe du Choléra.

Cynisme et hypocrisie

Face à tant d'exemple de mauvaise foi et de cynisme des responsables de l'Onu, seuls les naïfs sont follement étonnés de révoltantes exactions naturelles de ces tueurs internationaux ces mal nommés Minustah. En fonction de ces indescriptibles horreurs dont les agents de cette force répressive en sont les auteurs, tentons de donner une nouvelle connotation au sigle Minustah : **Mouvement International des Nations Unies dans la Sauvagerie pour Tuer et Anéantir les Haïtiens**.

Nous disons bien naturel, car ces élites au rabais constamment chevauchées par le démon de la discrimination les appuient inconditionnellement dans leur interminable inquisition contre les masses populaires. Pensez-vous que c'est par pur hasard que les pseudos intellectuels du Collectif Non menés par la cynique Magali Comeau Denis n'en ont pipé mot. Par où seraient-ils passés ceux et celles qui ont le monopole de la parole ?

Si nous disons que c'est tout à fait normal c'est tout simplement parce qu'il s'agit spécifiquement de **militaires**. Et les massacres perpétués à Cité Soleil et au Bel Air ne sont que la concrétisation de ce qu'ils ont intériorisé contre les masses populaires à qui ils ne reconnaissent même pas le droit à la survie. Entendez par militaires de la Minustah, des chenapans et des défroqués à qui on a infusé la bactérie de la violence institutionnelle et de la discrimination à grande échelle. En éternelle condition D, l'oligarchie bassement inféodée à l'empire leur a accordé une licence exceptionnelle pour commettre ces indescriptibles horreurs sans la moindre appréhension d'être poursuivis par la loi, voir d'être jugés et sévèrement sanctionnés.

Pour avoir vécu les épouvantes inénarrables du sanglant coup d'Etat militaire du 29-30 septembre 1991, nous ne sommes nullement étonnés de l'attitude criminelle de ces tueurs à gages internationaux programmés strictement pour détruire des vies humaines. De toute évidence, dans le but de mettre en œuvre leur politique machiavélique de dépopulation, l'empire a inventé plusieurs façons de tuer les unes plus subtiles que les autres.

La marginalisation de notre souveraineté sous les bottes putrides de ces nazis internationaux n'est que la perception de l'empire de notre dignité de peuple. Il convient d'en faire cette remarque pertinente. Au cas où les cyniques de l'occident souhaitaient réellement nous venir en aide ce ne devrait pas être exclusivement avec des casques, des bottes, des fusils, des chars, des blindés, et des tueurs à gages au service de la mafia internationale et de l'empire vampire.

Pour preuve, aucun de ces intellectuels collabos, incroyablement prolifiques pendant la période GNB, n'a ni le courage de dénoncer voire de condamner les agissements criminels de ces tueurs à gages baptisés Minustah. Par où se seraient enfuis les intellectuels génétiquement modifiés (IGM) de ce fameux et infâme Collectif Non mis sur pied à l'initiative de l'ambassade de France et dirigé par leur relais stipendié en la personne de Magali Comeau Denis ?

Toutes les victimes du cet impitoyable choléra, dans leur séjour d'outre tombe doivent se demander par où seraient passés ces larrons, un certain Lionel Trouillot, Evelyne Trouillot, Daniel Marcelin et complices, bref tous ces apatrides qui ont signé la déclaration de la honte en octobre 2003. Les fantômes des victimes du choléra devraient les poursuivre et les persécuter même quand ils auraient un million de tonne de terre sur leur estomac. La présence de la Minustha n'est que le résultat de leur stratégie d'intransigeant, de jusqu'auboutiste, bref d'intellectuels kamikaze.

Les martyrs de la pandémie du choléra ne doivent jamais oublier que le séisme Minustah n'est que le résultat du complot ourdi entre ces élites apatrides bassement inféodées aux impitoyables fossoyeurs de l'occident prédateur. Les multiples exactions des militaires de la Minustah sont suffisamment notoires pour feindre de les ignorer.

Vols, viols, (garçons et filles sans distinction) assassinats, constituent le calvaire quotidien des riverains des quartiers taxés de zone de « non droit » par ces « Intellectuels » génétiquement Modifiés (IGM) du Collectif Non de Magali Comeau Denis/ambassade de France. A date, à travers ce séisme dénommé Minustah, l'occident ne fait que matérialiser sa perception de notre pays et de notre souveraineté et aussi de nos élites si élites Haïti il y a.

Minustah choléra

Toute personne honnête avec elle-même n'est parvenue à comprendre pourquoi l'on n'institue pas encore la supercherie la plus abjecte comme la plus noble des vertus. La véritable mission de ces forces répressives internationales consiste essentiellement à perpétuer le statu quo inique au détriment du progrès socioéconomiques des couches des bas-fonds. C'est exactement ce qui justifie leur présence ça va faire 10 ans.

Cette Minustah Choléra est un élément indispensable dans le maintien du statu quo vieillissant, pourrissant et même finissant. C'est ce qui justifie qu'en dépit de tant de preuves irréfutables, issues des examens provenant de plusieurs laboratoires indépendants, la Minustha n'est pas parvenue à admettre qu'elle nous a imposé cette pandémie en guise d'aide humanitaire. En outre, ce gouvernement de collabos n'a encore le courage d'exiger de ces assassins à épaulettes le dédommagement pour ces crimes avec préméditation.

Outre le VIH/Sida, la misère, le chômage, l'insécurité, la pauvreté, la vie chère, l'ignorance, il ne manquait aux couches des bas-fonds que la pandémie du Choléra Minustah échappé de la boite de Pandore de l'ONU pour boucler la boucle des calvaires des couches vulnérables de la société haïtienne. Pas besoin de s'attendre à ce que le gouvernement Martelly/Lamothe aille faire cas des 8000 morts et des 100.000 infectés. Cependant nous restons convaincus que seule une mobilisation populaire pourra venir à bout de ces Terroristes conventionnels.

Si non dans moins de cinq ans le choléra Minustah aura exterminé plus de la moitié de la population. Pourtant les Etats-Unis et la France ont mobilisé toute leur armada pour anéantir les mauvais terroristes. En Haïti ces mêmes pays avalisent les horreurs des Terroristes de la Minustha qui refusent catégoriquement de dédommager les victimes. Tout ceci c'est pour vous dire que l'empire n'a réellement pas de problèmes avec les terroristes. Il suffit qu'ils ne portent pas de préjudices à leurs intérêts hégémoniques. Terminons en rappelant aux militants du mouvement populaire que « *gen plizyè fason pou yon moun manje manyòk anmè. Se konnen sèlman pou w konnen* !!! »

Remous autour d'une convocation de l'ex-président Jean Bertrand Aristide ?

Par Isabelle L. Papillon

Depuis son retour dans le pays le 18 Mars 2011, après huit (8) longues années d'exil en Afrique du Sud, l'ex-président Jean Bertrand Aristide est resté chez lui, à Tabarre, s'occupant pieusement de l'éducation, comme il l'a déjà promis. En dépit de sa qualité d'homme d'Etat, d'Haïtien à part entière, de dirigeant de l'organisation politique la plus importante, à laquelle des millions d'Haïtiens ont adhéré, il ne participe à aucune activité politique, ne se prononce pas sur la situation politique, économique et sociale du pays qui lui est chère mais poutant qui ne cesse de se dégrader.

Des forces rétrogrades, conservatrices et anti-changement d'ici et d'ailleurs continuent de fomenter des complots contre le leader charismatique du peuple haïtien. On se sert de l'appareil judiciaire corrompu de la base au sommet pour persécuter le symbole de la résistance à la dictature de Jean-Claude Duvalier. On dit souvent : « Nul n'est au-dessus de la loi. » Certes, mais pas dans un système où l'indépendance de la justice n'est pas garantie.

En effet, depuis le début de l'année en cours, on cherche par tous les moyens toutes sortes de trucs pour attaquer l'ex-président Aristide par le biais de la justice. D'abord, on a évoqué le dossier des enfants de la « Fanmi Se Lavi », une institution créée par le prêtre Jean Bertrand Aristide d'alors à l'église de Saint-Jean Bosco, située dans le quartier populeux de la Saline, au cœur de la capitale. Le 9 janvier 2013, il a été entendu chez lui par les commissaires du gouvernement près le Tribunal de Première instance de Port-au-Prince. Du même coup on a évoqué un certain dossier de coopérative en attente de décision à la Cour de Cassation, laquelle a confirmé un jugement rendu en appel contre les auteurs d'escroquerie dans l'affaire des coopératives. Donc, l'affaire est close, parce que entendue et jugée.

Maintenant, on a brusquement sorti des tiroirs de la justice le dossier de l'assassinat du directeur de la radio Haïti Inter, Jean Léopold Dominique, le 3 avril 2000. A cette époque le président Aristide n'était plus au pouvoir et Jean Do était un farouche opposant des artisans du coup d'Etat militaire sanglant du 29-30 septembre 1991. Ils sont tous actuellement au pouvoir en Haïti à la faveur du support de la communauté internationale. Jean Do dénonçait quotidiennement la classe possédante qui empêche le développement de la production agricole ravagée par l'application de la politique néolibérale appelée «plan de la mort».

Depuis le 21 février 2013, des



Me Mario Joseph

rumeurs publiques circulaient à l'effet que le président Aristide allait répondre à une invitation du juge d'instruction Ivickel Dabresil en charge du dossier de Jean Dominique,. A l'approche des prochaines sénatoriales partielles et des Collectivités territoriales, des traîtres, des intrus, des aigris, des revanchards et des ennemis du peuple haïtien voulaient profiter de l'occasion pour essayer d'en tirer profit, soit à l'intérieur de l'Organisation soit à l'extérieur du grand mouvement Lavalas.

Cette semaine encore, une fois de plus des rumeurs circulé faisant croire qu'on va convoquer le docteur Jean Bertrand Aristide au Cabinet d'instruction sur l'affaire de Jean L. Dominique, le 24 avril 2013. Cette information a été vulgarisée sur les ondes des stations de radio par un soi-disant conseiller du président Martelly, Guyler Cius Delva, qui était également secrétaire d'Etat à la Communication du régime kaletèt de Martelly-Lamothe. Jusqu'à ce mardi 24 avril 2013 l'invitation semblait n'avoir jamais été acheminée à la résidence de l'intéressé, Jean Bertrand Aristide à Tabarre, ni au Cabinet de son avocat, Me. Mario Joseph, à Lalue. Même, ce dernier avait eu à déclarer : « Depuis que les rumeurs circulent, je parle quotidiennement avec le président Aristide, il m'a dit qu'il n'a jamais reçu l'invitation et moi, non plus en tant qu'avocat du président, je ne l'ai pas reçue, jusqu'aujourd'hui (samedi 20 avril). Je ne sais pas si le mandat est bloqué quelque part, où est-il passé ? » Lors Me Mario Joseph avait parlé de «machination politique contre le président Aristide.

Le samedi 20 Avril 2013, lors de l'émission Ranmase sur les ondes de radio Caraïbes, la population a appris que le juge avait annulé l'invitation de se présenter faite à Aristide, prétextant que la Police ne pourrait pas assurer la sécurité lors de la convocation, du fait qu'il y aura la réunion du 5e Sommet de l'Association des Etats de la Caraïbes (AEC), à Port-au-Prince, du 23 au 26 avril, au Karibe Convention Center. Alors que quelques jours auparavant, le secrétaire d'Etat a la sécurité publique, Reginald Delva avait confirmé que la Police Nationale d'Haïti a la capacité d'assurer la sécurité comme elle l'avait faite pour le président René Préval la fois dernière.

Entretemps, les membres, partisans et sympathisants de l'Organisation politique Fanmi Lavalas ont commencé à se mobiliser dans les quatre coins du pays pour apporter leur appui inconditionnel au leader Jean Bertrand Aristide. Les populations des quartiers populeux restent mobilisées pour descendre à tout moment dans les rues et dire NON, mille fois NON **à toutes les manœuvres politiciennes possibles**. Des interventions à la radio ont déjà annoncé la couleur: " Pacifiquement, nous allons accompagner le président Aristide au Cabinet d'instruction », ont-ils déclaré. Ils ont en outre lancé une mise en garde au pouvoir kaletèt, contre toute instrumentalisation de la justice.

Rappelons que le 9 janvier 2013, près d'un (1) million d'Haïtiens était descendu dans les rues de Port-au-Prince, au Cap-Haïtien, à Jérémie et dans plusieurs autres villes du pays pour apporter leur solidarité au président Aristide. Mais il est arrivé que le président Aristide n'a pas fait le déplacement. Les manifestants ont parcouru plusieurs kilomètres pour arriver devant la résidence du président Aristide à Tabarre. Cela prouve très clairement, malgré deux (2) coups d'Etat et toutes les autres tentatives de séparer le peuple haïtien de son leader, Titid, que la majorité des Haïtiens restent toujours attachés au promoteur des idéaux du 16 décembre 1990 : Justice, transparence et participation qui sont essentiels à l'établissement de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance dans un Etat dit démocratique.

Mais au moment de mettre sous presse, ce mardi 23 avril, Haiti Liberté a appris de Me Mario Joseph qu'une lettre de convocation au Parquet de Port-au-Prince à l'ex-président Jean Bertrand Aristide, pour le 8 mai a été remise au domicile de l'ex-mandataire qui l'a acheminée à l'un de ses avocats, Me Mario Joseph. Il ne s'agit pas d'une convocation pareille à celle qui avait suivi une accusation précise de la part de «Ti Sony» ou de Rosemond Jean, l'un de ceux qui ont porté plainte contre l'ex-président dans le dossier des coopératives ayant déclaré faillite dans les années 2001/2002.. Il y a eu l'assassinat d'un citoyen politique très en vue, en l'occurrence Jean Dominique. Le tribunal est intéressé à savoir si oui ou non l'ex-président Aristide, pareil à l'ex-président Préval ou tel autre citoyen, a quelque déclaration à faire à ce sujet. La convocation ne comporte aucune implication d'accusation présumée. L'ex-président Aristide, respectueux de la loi compte se présenter au parquet le 8 mai prochain.

Le «grand courage» de Youri Latortue, de Lucien Jura et du journal Le Nouvelliste

«La couleur n'est rien, la classe est tout»
Jacques Roumain

Par Fanfan la Tulipe

Ma grand-mère paternelle que vous connaissez bien pour l'avoir rencontrée à maintes reprises dans les allées de mes Trois Feuilles disait quand l'occasion se présentait : mezanmi, on est risqué. Une formule lapidaire qu'elle utilisait lorsqu'une pierre d'ignorance, d'audace, de désinvolture ou d'irresponsabilité lui tombait dessus au moment où elle s'y attendait le moins. Elle voulait simplement dire qu'on court le risque d'être victime de n'importe quel énergumène, de n'importe quelle engeance en mal de comportement ou de propos mesquins, mal intentionnés ou simplement pervers.

L'ex-sénateur Youri Latortue, magouilleur de haut vol, Lucien Jura, homme au verbe sirupeux et hautain, porte-parole du poulailler Martellyste, ainsi que le journal Le Nouvelliste viennent de donner raison à Grand-Mère. Appartenant à la même classe, au sens roumainiste du terme, ce n'est pas étonnant de les voir patauger dans la même mare aux grenouilles, la même pestilence politique; les deux premiers parce que imperméables et tout à fait insensibles à la dense et fortue corruption en cours au Palais national ; le troisième, le journal le Nouvelliste, plus précisément le directeur et le rédacteur de ce quotidien, pour avoir ouvert ses colonnes au petit-fils de François Duvalier, François-Nicolas, un petit mec intellectuellement sec, ignorant, sans pudeur qui s'est plu à glorifier son brutal et sanguinaire grand-père dont il ne sait que les billevesées sorties du cerveau détraqué de son père Jean-Claude Duvalier. Venons-en alors au «grand courage» de ces messieurs.

La semaine dernière, Richard Auguste Morse (RAM) cousin et conseiller de Martelly, écoeuré, n'en pouvant plus de côtoyer les rigoles limoneuses et puantes de corruption alimentant la mare à grenouilles du pouvoir Martelly-Lamothe, et profitant, apparemment, de la démission des deux ministres Marie-Carmelle Jean-Marie et *Régine Godefroy*, a lancé sur la place publique les *tata* de chat présidentiel, *madanm* présidentielle, *pitit* présidentiel, conseiller présidentiel, *tchoul* présidentiel et Premier ministériel. Eclaboussés par la pestilence tatate, les corrompus du pouvoir ont commencé à s'agiter. Ainsi s'explique le coassement rauque et éraillé de Youri Latortue tout couvert de fiente, prenant RAM en grappe, avec en tête l'idée de le dénigrer.

Le fienteux, marécageux, bourbeux et limoneux Youri a ainsi tiré la première salve contre RAM, une salvette en fait, puisque ne reprochant à Morse que «des déclarations à l'emporte-pièce». Pas bien lourd comme accusation si l'on se rappelle que le journal le Figaro parlant de Youri Latortue le décrivait comme «un personnage surnommé "Monsieur 30 %", en raison du pourcentage qu' il exige en rétribution de passe-droits» (édition du 21 décembre 2004). Depuis longtemps donc, le ver de la corruption mûrissait dans le fruit de l'animal. De sorte que le compagnonnage, le voisinage, le copinage, le fricotage, le grenouillage, le magouillage avec Martelly dans la corruption allait de soi, va de soi.

Poursuivant dans cette ligne fricotante et copinante, le Figaro écrivait que «inquiet, non sans raison, pour sa propre sécurité, le Premier ministre [Gérard Latortue] verse 20. 000 euros (26.000 dollars US) par mois à cet ancien policier, impliqué dans divers scandales pour l'organisation d'un service d'intelligence». Et le site *Haitiwebs* du 2 février 2005 rapportant les propos du Figaro écrit lui-même :« Ce n'est pas le Time Magazine qui désigne le personnage de l'année, mais c'est bien le journal français le Figaro, qui présente ce qui lui semble un prototype de corrompu dans l' appareil gouvernemental en Haiti […]»

«Dans une analyse bilan des dix mois de transition post-Aristide, selon le site, le Figaro a été dans l'entourage du Premier ministre intérimaire Gérard Latortue pour prendre un exemple éloquent de corrompus dans le gouvernement de transition. Le journal (édition du 21 décembre 2004) passe au crible le présumé comportement de Youri Latortue, qui se serait livré au trafic d'influence sous les yeux de son oncle». De 2004 à 2013, le ver a proliféré dans le fruit de Youri pour en faire une pourriture puante.

Donnant lui aussi dans «l'emporte-pièce», Youri s'emporte et souhaite que RAM «monte un dossier et saisisse le tribunal». Le beau souhait ! Un tribunal qui, par le truchement du commissaire de gouvernement Lucmane Delille parachuté par Martelly, a déjà classé les graves accusations de Me Saint-Juste contre la famille présidentielle comme un «dossier sans suite». Selon Youri, «*Ram a de bons contacts avec Martelly*». C'est quoi ce charabia menteur ? Il aurait entendu «*d'autres versions sur la démission de RAM*». Lesquelles ? Pas une seule. Il ne veut pas «*entrer dans les détails pour ne pas envenimer la situation*». M. Morse ayant de «*bons contacts avec Martelly*», pourquoi y-aurait-il envenimement? Ah le menteur ! Ah le boulshiteur !


Lucien Jura

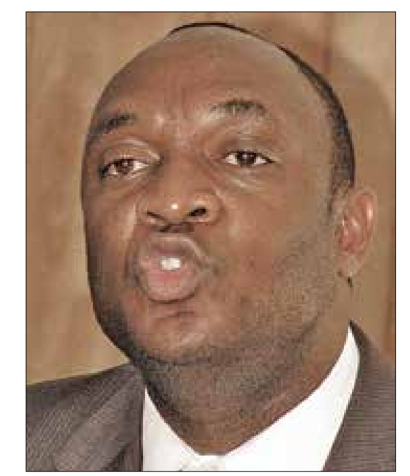
Latortue aurait dû se taire et se terrer dans ses labyrinthes de corruption, lui qui a été traité de «menteur» par son collègue le sénateur François Anick Joseph. « *C'est un menteur* », ''a dit le parlementaire de l'Alternative/OPL à propos de Latortue, ex- président de la Commission Justice et Sécurité de la Chambre haute, qui aurait trompé délibérément ses pairs en les faisant voter en assemblée le rapport de ladite commission qui recommandait de retenir le nom de Me Anel Alexis Joseph en dépit du fait que le dossier du candidat n'avait jamais été analysé voire déposé. Pis, le septuagénaire, également président du CSPJ, était disqualifié pour toute nomination dans la magistrature, car il avait déjà dépassé l'âge légal qui est de 65 ans au plus'' (Kiskeya 27 septembre 2012).

Et puis il y a ce côté théâtral, *bokal*, grandiloquent, fanfaron, déclamatoire, pompeux, enflé, bluffeur, paradeur, frimeur, djoleur, et surtout boulshiteur de Youri. On peut se rappeler que dans l'édition du 29 juin au 5 juillet 2011 de ce journal, Youri avait été cité comme « *mafieux, vendeur de drogue et champion de la corruption politique*» selon de nouveaux câbles de Wikileaks, qui rapportaient également que Youri le responsable de la commission Justice et Sécurité au Sénat de la République «*serait impliqué dans l'assassinat du prêtre Jean-Marie Vincent*». Invité à Panel Magik, le démagogue Youri a eu à annoncer carrément, péremptoirement, grandiloquemment, maitredamement, grenouillement: « *Je vais poursuivre le journal en justice. Il est trop facile de vouloir détruire des gens en Haïti*». Pourquoi ne pas poursuivre Wikileaks ?

Presque deux ans plus tard, le journal n'a encore reçu aucune assignation en diffamation de la part de cet énergumène maître ès boulshitude. Aucun média n'a cru bon non plus de faire un suivi de cette fanfaronnante bokalitude. Remarquez en passant que s'agissant des déclarations de RAM, Youri a eu aussi à dire que « l'on dit n'importe quoi sur n'importe qui dans ce pays», sous-entendu pour «*détruire les gens*». Pas seulement «dans ce pays». En France également, n'est-ce pas vrai «Monsieur 30%» ? Vraiment, on est risqué avec des rats, scélérats, *rasta* et *rastakwè* du bas calibre moral de Youri.

Porte-parole de la mare à corruption, le sirupeux, *bwòdè*, hautain Lucien Jura est monté au créneau pour coasser comme Youri. Y-a-t-il corruption au palais ? lui demande-t-on. « *Je ne saurais vous dire ni oui ni non*». Réponse boulshiteuse digne de Youri. Qui se ressemble s'assemble et coasse dans la même mare à grenouilles. A en croire Jura qui toutefois ne jurerait de rien, RAM a démissionné «*suite à des déceptions qu'il a exprimées*». Mais on ne saura jamais quelles ont été ces déceptions. C'est là le «grand courage» de Jura : cacher les feuilles de corruption pour couvrir les kakachateries du palais national. Quel «grand courage» monsieur Jura ! Et quand est-ce que vous aurez-vous le courage de sortir de ce marécage à corruption ? Le fric doit avoir une plus grande valeur que votre dignité d'homme.

Pour finir, saluons aussi le «grand courage» du journal Le Nouvelliste qui a eu le front de publier les folles, dithyrambiques et saugrenues divagations de François Nicolas Duvalier glorifiant son *granpapa*, le sanguinaire et féroce assassin François Duvalier dans son *In memoriam François Duvalier président à vie* (sic). C'est une honte pour ce quotidien d'avoir ouvert ses colonnes à ce condensé d'insultes à l'intelligence et à l'honneur du peuple haïtien, à cet affreux déni de l'histoire, à ce négationisme tout cru. C'est faire la promotion du fascisme tropical à la Duvalier lorsqu'on sait que dans la voisine république il est interdit, par la loi, de même mentionner le nom de Trujillo. Oui, c'est un vrai scandale, c'est du vagabondage de la part du Nouvelliste. Que n'avait-il poliment refusé ? Autrefois, un journal pour prendre ses distances par rapport à un texte peu recevable le faisait paraître sous la rubrique « Insertion demandée ». Le Nouvelliste n'a même pas pu (ou voulu) se doter de cette feuille de vigne. Vraiment on est risqué avec ces duvaliéristes dans l'âme, de toutes les pointures, noirs, mulâtres, grimauds, chabins, griffes, toutes couleurs confondues.


Youri Latortue

En fait, Youri Latortue, Lucien Jura, la direction et la rédaction du Nouvelliste sont à mettre dans le même panier de classe. Macoutisme arriéré, bourgeoisie patripoche et petite bourgeoisie arriviste ont la même conscience de classe, défendent les mêmes valeurs de classe. Dans toute sa laideur et hideur, ce beau monde ne jure que par des élections «sincères et honnêtes» téléguidées par l'étranger et qui viendront consolider le système immoral de vagabondage politique, social et économique assorti de corruption. Parce que RAM a dénoncé ces malfrats, pour avoir vécu dans les entrailles du monstre, de la corruption, le «conseiller», la bête Youri Latortue se sentant traquée, a hurlé. Attendons de voir vomir l'autre bête, le «conseiller», Joseph Lambert, le caméléon par excellence.

Senatè Moïse Jean-Charles toujou nan yon toune nan Amerik Disid



Senatè Moïse Jean-Charles ap kontinye vwayaj li nan peyi Ajantin semèn sa a. Li ale Buenos Aires, Ajantin, lè l te sòti Sao Paolo, Brezil jou ki te 21 avril ki sot pase a.

Li pral rankontre ak sendikalis ak kèk palmantè Ajanten. Foto sa a montre, Senatè a k ap pale nan yon gwo reyinyon piblik nan asanble lejislatif la nan Sao Paulo jou ki te 18 Avril dènye Samdi 27 avril, l ap prezan nan dine Solidarite ak Ayiti Libète k ap fèt nan Brooklyn, NY. Li pral tou rankontre avèk kèk manm « Black Caucus la » ki vle di kek palmantè nan Kongrè meriken an nan Washington. L ap retounen Ayiti lendi 29 avril 2013. N ap tou profite anonse semèn pwochen n ap prezante nan jounal la yon kouvèti konplè sou vwayaj li Obrezil ak nan peyi Ajantin.

Fanmi Lavalas ap denonse yon konplo k ap marinen kont Doktè Aristide

Fanmi Lavalas remèsye laprès ki ba li okazyon reponn yon kesyon enpòtan plizyè milyon manm òganizasyon an, senpatizan l, zanmi l, pa sispann poze sèjousi : Eske wi ou non Prezidan Aristide ta resevwa envitasyon pou prezante l nan tribinal ? Repons la se NON.

Pa gen okenn manda ki janm rive kay Prezidan Aristide. Prezidan Aristide pa janm wè okenn manda.

Nou tande nan laprès yo ta depose manda pou Prezidan Aristide prezante devan Lajistis nan yon kabinè avoka e sanble gen moun ki ta resevwa manda a.

Konfizyon sa a montre a klè gen yon gwo konplo k ap marinen.

Eske se konplo pou itilize kadav Jean Dominique ak Jean Claude Louissaint pou asasinen Prezidan Aristide tou?

Eske se kandida anba chal ki kache dèyè rido pou kreye konfisyon ?

Eske gen moun ki gen pouvwa pou manipile aparèy jistis la, jiskaske yo ka jwenn manda ki ta sipoze voye bay yon lòt sitwayen ?

Pèp ayisyen an pa sòt, li konprann mannèv k ap fèt yo, li wè mannigans konplo sa a e l ap rete vijilan.

Fanmi Lavalas ap denonse konplo sa a ak tout fòs li.

Prezidan Aristide pa gen okenn pwoblèm pou li kolabore ak aparèy jidisyè a pou fè limyè sou tout kesyon ki nesesè. Depi li jwenn envitasyon ki fèt selon lalwa e ki pa vyole dwa li, l ap reponn prezan.

Dr Maryse Narcisse
Pou Komite Egzekitif
Fanmi Lavalas

Jistis pou Kanga



Kadav Kanga Robert

Kanga Robert, yon polisye ki te afekte nan soukomisarya Site Soley nan lane 2008 konsa. Te vin gen yon lè, yo te transfere l nan yon lòt komisarya. Men, sa pat pran tan pou yo te retounen l nan site a , akòz bon sèvis li te konn bay kominote a.

Konsa, jou ki te samdi 13 Avril la, Kanga rive tonbe anba bal. Yo sasinen l li rive mouri akòz plizyè zak kriminel yo fè sou li tankou rache l ak manchèt, kase ponyèt li, pete je l san konte figi l ki chage ak mak kout zong.

Polisye Kanga mouri kite 7 pitit ak 3 madanm. Li te pase 22 zan nan kò lame

Ayiti, mete sou 11 lane li boukle nan lapolis, sivan sa Fix Carole, manman pitit li ak anpil lòt moun nan site Solèy di.

Ki moun ki gen enterè touye Kanga, « Zak sa a , sanble se pwòp polisye nan soukomisarya site Soley la ki fè l, paske Kanga te toujou ap goumen kont koripsyon, vòl, piyay ak zak abitrè ki te konn toujou ap fèt sou sitwayen site a, dapre Fix Carole e li te pale avè l vè minui konsa.

« Lò li te fin n pale avè m, li te di lap rele m pita vè 5kè nan maten. Men malerezman, premye apèl mwen te resevwa a 5kè a, se enspektè nan komisarya a ki te rele m pou di m , Kanga pran bal. Tout pèsiste m pèsiste, pou mande ki jan l ye, eske l mouri, enspektè a pat janm vle ban m repons, Se sèlman lò m rive nan komisarya a yo di m Kanga pran bal bò fòdimanch, men, li mouri nan lopital Bernard Mevs. Se la mwen jwenn enspektè a ki te souplas. Alòs, enspektè a di : Konga mouri, kondoleyans, eske m ap gen kran ? »

Mwen sezi rive wè Kanga ak je l yo pete, ponyèt kase, ak mak zong nan tout figi l e sa te montre m aklè se yon moun ki goumen avè l anpil anvan yo touye l. Se lè sa a, direksyon jeneral PNH la ofri nou sèlman 15.000 dola ayisyen pou nou antere polisye a.. Sepandan, depi m fin fè deklarasyon an nan laprès, se nan kache m ap viv paske anpil presyon ap fèt sou mwen poutèt mwen di se travay polisye site Soley ki touye mari m,, kite m ak 2 pitit soubwa m. Anmwey, m ap mande jistis pou Kanga.

« 95% de l'argent donné à Haïti par les Etats-Unis sont retournés dans ce pays »

Par Itziar Pequeño*

L'activiste Kawas François révèle que trois ans après le tremblement de terre, les fonds des donateurs n'ont pas été investis en Haïti, mais sont retournés aux pays donateurs.
Le 12 Janvier marquait le troisième anniversaire du tremblement de terre qui a dévasté Haïti. Plus de 300.000 morts, des milliers de blessés et plus d'un million et demi de déplacés dans un pays de près de dix millions d'habitants. Mais dans quelle situation se trouve le peuple haïtien? Qu'est-il arrivé avec tous ces dons en provenance des pays riches? Nous avons parlé à François Kawas, écrivain haïtien et théologien, une référence dans ce pays à l'intérieur de la famille associative et leader communautaire reconnu pour son charisme et sa lutte pour les droits de l'homme. Il est actuellement directeur de l'Observatoire des Politiques Publiques et de la Coopération Internationale d'Haïti.

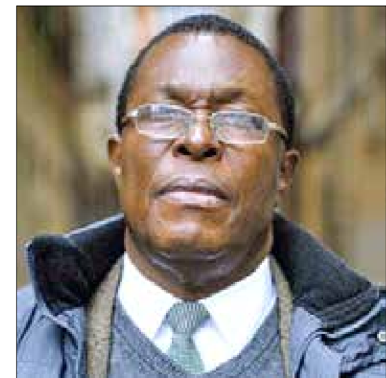
Q : Le rôle des médias a été crucial après le tremblement de terre et a été aussi largement critiqué pour leur façon de faire marquée au coin du sensationnalisme après la tragédie. À propos de Haïti on a dit de tout. Qu'en pensez-vous?

Kawas François: Il est vrai que le tremblement de terre de 2010 a mis Haïti au devant de la scène internationale. C'est une bonne chose car on a ainsi laissé connaître le pays et ses besoins. Cependant, il y a un aspect négatif, à savoir comment est présentée Haïti, toujours sous l'angle de la misère, de «pauvres». On nous a peints comme un pays incapable d'avancer et Haïti est beaucoup plus que cela. Nous sommes un peuple courageux avec une histoire importante parce que nous sommes la première nation noire du monde à avoir eu son indépendance, qui a secoué le joug de l'esclavage. Nous sommes un peuple très religieux qui trouve dans sa foi beaucoup de ressources de résistance. Nous sommes un peuple avec une grande capacité de lutte, les gens croient au futur en dépit de tout. Finalement, Haïti dispose des ressources nécessaires pour avancer, c'est une société qui peu à peu s'organise, avec des paysages magnifiques.

Q : En donnant au tremblement de terre un sens pédagogique et positif, quelle lecture de l'après-séisme et qu'est-ce que le peuple haïtien a appris trois ans plus tard?

Kawas François: La population est un peu déçue. Après le tremblement de terre on a ressenti une profonde compassion. Dans de nombreux pays dans le monde, il y a eu des gestes de solidarité comme jamais auparavant. Personnellement, je pensais qu'avec toute cette aide, le pays allait s'engager sur la voie du développement économique et social, que ce soutien serait un facteur important ; mais au bout de trois ans nous n'avons plus la même espérance.

De plus, les gens sont déçus parce qu'on voit que l'aide internationale officielle ne parvient pas au peuple. L'argent provenant de nombreux grands pays donateurs comme les Etats-Unis ou l'Union européenne ne reste pas en Haïti. Dans le cas des États-Unis, qui a donné environ un milliard trois cent mille dollars, et selon les études que nous avons faites à partir du Centre de politique publique et de la coopération internationale en Haïti, 95% de l'argent donné par la coopération américaine sont retournés aux Etats-Unis. C'est arrivé ainsi parce que cet argent est resté dans les organisations et n'est pas arrivé au niveau du gouvernement haïtien pour qu'il le gère et le renforce ainsi les structures étatiques


Kawas François, militant, théologien et écrivain, chef de la coopération d'Haïti / Guillermo Casas

et les administrations publiques. Non, c'est resté dans les ONG des pays donateurs eux-mêmes, pas même dans les ONG haïtiennes. Voilà pour la coopération internationale, car l'aide humanitaire c'est autre chose. Elle a été importante aussi parce que après le tremblement de terre quand tout a été détruit, que serait-il advenu d'Haïti s'il n'y avait pas de médicaments, pas de nourriture ou pas d'eau?

Q : Ne vous semble-t-il pas que toute critique va à la Coopération internationale ?

Kawas François: Oui. La Coopération Publique internationale répond à des mécanismes imparfaits qui n'aident pas réellement à développer un pays, dans ce cas, Haïti. Pour procéder à une critique, nous devons connaître les mécanismes classiques de la coopération. Parfois, cette coopération fait plus de cas des intérêts économiques et politiques des donateurs que des besoins réels des populations locales. Cela s'observe dans les contrats, dans le montant des salaires ... En ce sens, je crois plus dans la coopération privée offrant davantage de soutien communautaire par le biais des ONG locales haïtiennes.

Q : Quels sont les défis à long terme de la reconstruction «structurelle» et que peut apporter la communauté internationale?

Kawas François: La communauté internationale devrait aider davantage l'Etat haïtien à renforcer les institutions publiques pour qu'elles assument leurs rôles dans la société et la servent. Un Etat ne peut pas toujours être aux ordres d'autres Etats. Il ne s'agit pas de s'isoler, mais de s'ouvrir, sans enlever sa souveraineté à l'Etat. Il est aussi nécessaire d'avoir un plan de reconstruction qui fournisse un cadre juridique et institutionnel à l'action des ONG et des organisations internationales qui ont besoin d'un cadre de travail. Si non, chacun travaille pour son compte. Il n'y a aucune consultation ou coordination des travaux et ceci n'aide pas à la reconstruction à long terme d'Haïti.

Q : Cela vous inquiète-t-il le fait qu'Haïti puisse être affectée par la crise que nous vivons et les coupes successives à la Coopération pour le Développement?

Kawas François: La crise financière en Occident a eu un impact très négatif sur nos pays, pas seulement en Haïti. De nombreux organismes ont moins de ressources économiques, ce qui a évidemment des répercussions sur ceux qui travaillent directement en Haïti. Mais la crise n'affecte pas seulement du point de vue de la coopération, elle mène aussi au chômage et c'est un problème pour la diaspora haïtienne qui travaille en dehors du pays. Nous savons que les envois de fonds sont importants pour quelque soit le secteur de la population là-bas. Souhaitons que les gouvernements d'ici, avec les ressources intellectuelles et financières dont ils disposent, aident à surmonter la crise, viennent en aide à leur population et aident leurs entreprises à rester. Autrement, on court le risque d'avoir des délocalisations dans le but de bénéficier d'une main d'œuvre à bon marché.

Q : Parlant de délocalisation et de main d'œuvre à bon marché. ... je crois comprendre que le secteur des maquilas (ndlr.ateliers de misère) est en train de proliférer en Haïti. Comment vivez-vous ce phénomène? Quels dangers comporte-t-il?

Kawas François: Il est vrai qu'il se mette en place. Le problème de la coopération est pareil à celui des organisations financières internationales, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale qui ont leur propre vision du développement et un certain nombre de priorités qui ne sont pas celles des populations locales.

Les prêts qu'ils donnent vont essayer de favoriser les grandes entreprises internationales, et maintenant dans le cas d'Haïti, la priorité est dans les maquiladoras et les sociétés d'assemblage, et non dans la production agricole, qui par-dessus le marché est la base même d'Haïti. Parce que par nécessité, ces grandes entreprises délaissent les pays riches pour aller dans ces pays, pour ne pas payer d'impôts et obtenir une main d'œuvre bon marché. C'est ce qui explique pourquoi en Haïti on a ouvert une grande zone industrielle, pour laquelle on fait beaucoup de propagande politique, et pourquoi l'UE et Clinton, entre autres, ont été à l'ouverture du parc. Mais, qu'en est-il du salaire? Qu'en est-il de la terre consacrée à cet usage plutôt qu'à d'autres? Et les conditions de travail des gens? Elles génèrent plus de misère, et ce n'est pas un facteur de développement pour le pays.

Q : Pensez-vous qu'il est possible de briser le couple que forment Haïti et les Etats-Unis? Jusques à quand cette relation?

Kawas François: Ce qu'on dit du Mexique et des Etats-Unis vaut pour les Etats-Unis et Haïti. Un dicton proclame: «Oh, le Mexique, si près des États-Unis et si loin de Dieu.» Dans le cas d'Haïti ce serait: «Oh, Haïti, si proche des États-Unis et si loin, si loin de Dieu.» Je ne peux pas comprendre qu'un pays avec tant de ressources, tant de pouvoirs économique, politique et militaire, puisse subjuguer une population si petite près de Miami. Il est clair qu'il n'y a pas de volonté politique à vouloir aider les gens. En fait, ils ont toutes les cartes politiques pour intervenir, et qui pis est, ils interviennent quand ils en ont envie, avec l'aide de militaires, pour faire tomber un gouvernement qu'ils n'aiment pas ou pour imposer à Haïti l'importation de riz de la Floride, tuant ainsi la production agricole.

Maintenant, le pays importe la nourriture des États-Unis parce qu'on n'en produit pas, parce qu'il n'y a même pas une politique économique qui favorise la production nationale, ce qui est un résultat direct de la politique américaine envers Haïti, oui, c'est vrai. Donc, j'ai beaucoup de problèmes avec ce que font les Etats-Unis en Haïti (pas avec le peuple américain, qui est très généreux et de bonne volonté).

Q : Les choses peuvent-elles changer avec le nouveau président Michel Martelly?

Kawas François: Je suis très optimiste par nature, mais dans ce cas particulier, je ne le suis pas du tout. (Rires). Je suis aussi un musicien. Je joue de la guitare et j'aime la musique ; mais je suis aussi un sociologue politique et

Suite à la page (18)

Petit Nicolas défend grand-papa !

Par André Charlier

Lorsqu'on a la malchance d'avoir pour grand-père une ordure comme François Duvalier, on le cache soigneusement. On ne s'en vante pas.

François Duvalier parvint au pouvoir au moyen d'élections officielles concoctées par l'armée haïtienne et l'ambassade américaine. Les bulletins de vote furent comptés dans les casernes, ce qui ne garantit pas précisément un comptage exact, car en septembre 1957, les officiers duvaliéristes, le sinistre Antonio Thompson Kébreau en tête, dominaient l'institution militaire. Il est donc mensonger de dire, comme le fait ce petit morveux de Nicolas, que le peuple avait accordé sa confiance à François Duvalier.


Nicolas Duvalier

Une fois au pouvoir, Duvalier s'attacha à éliminer systématiquement, et par la violence, toute velléité d'opposition. Son premier outil de répression fut évidemment l'Armée d'Haiti, qui se mit à terroriser les citoyens, avec le soutien de civils armés, les cagoulards, ancêtres des tontons-macoutes. Les premières disparitions, les premiers meurtres eurent lieu. Les premiers exils forcés également. Les opposants, ou supposés tels, qui ne se résignaient pas à partir pour l'exil furent arrêtés, jetés en prison ou tout simplement assassinés. C'était cela, le respect des valeurs républicaines de Papa Doc.

Papa Doc était-il un grand patriote ? Il ferma les ports de province, condamnant celles-ci à l'asphyxie économique et provoquant le grand exode des provinciaux vers le Port-aux-Crimes. Il fit massacrer des familles entières. Par pure bonté d'âme bien sûr, il asphyxia notre économie et accula nos paysans à choisir – choix terrible – entre la faim et l'exil.


Le régime de Papa Doc aura coûté à Haiti au moins un milliard de dollars, en plus des montagnes de cadavres et des rivières de sang.

Toute une génération d'enseignants compétents dut partir pour l'Afrique, ce qui provoqua la dégringolade du niveau culturel de la population, et l'expansion accélérée de l'ignorance dans le pays, notamment en ce qui concerne l'Histoire d'Haiti. Actuellement, le colportage de fables a, pour la population en général, remplacé l'enseignement des faits, et l'on nous dira par exemple que Dessalines est mort dans le lit de Pétion, et autres tripotages de basse-cour.

Pour ceux qui s'obstinaient à vouloir se battre, et ils furent beaucoup, il y avait le SD du sinistre Luc Désyr, les DKW ramassant nuitamment des individus dont on n'entendait plus jamais parler, et la chienne de Fort-Dimanche, Rosalie Bosquet, plus connue sous le nom de madame Max Adolphe, qui, non contente de faire mourir de mort lente ses prisonniers, ou de les fusiller sans jugement, s'amusa une fois à faire frotter à la paille de fer la bobotte d'une jeune femme qui avait eu le malheur de plaire à son mari... Tout cela avec la bénédiction de l'occupant à vie du Palais National.

Que dire ensuite des vols de Papa Doc et de ses sicaires ? L'on avait voulu juger Paul Magloire, qui avait volé 40 millions de dollars. Le régime de Papa Doc aura coûté à Haiti au moins un milliard de dollars, en plus des montagnes de cadavres et des rivières de sang.

Que petit Nicolas, ce morveux arrogant, ignorant, menteur et inconscient, se taise. Il ne connait rien de l'histoire du règne de son grand-père. Celui-ci ne valait pas la corde pour le pendre. Petit Nicolas, lui, ne mérite – et c'est déjà lui faire trop d'honneur – qu'un magistral coup de pied au derrière.

Haïti-Elections: De vraies épines au talon de l'Exécutif, avec deux ans de retard sur les échéances constitutionnelles

Par José Clément

Les élections ont toujours été un acte de souveraineté nationale. C'est le moyen par lequel les nationaux s'expriment librement sur la direction à donner au pays. En Haïti, ce mode de consultation donne lieu à toutes sortes de travers, de magouilles, laissant place à une démocratie élitaire génératrice de corruption, de conflits permanents et la destruction à petit feu des masses.

Organiser les législatives partielles, les municipales et locales relève d'un exercice vraiment ardu pour le président Michel Martelly qui fête, le 14 mai prochain, le deuxième anniversaire de son accession à la magistrature suprême de l'Etat. Il est d'autant plus difficile dans la mesure où l'International perd de plus en plus patience et réclame que les joutes aient lieu à la fin de l'année 2013. Il s'agit d'un «deadline suicidaire» puisque, à compter de la date de la prestation de serment et de l'installation des neufs membres du Conseil Electoral, il ne reste que huit mois francs pour réaliser ce scrutin entre deux tours. Véritable imbroglio!

Sans tambours ni trompettes, les conseillers électoraux au grand complet ont prêté serment le vendredi 19 Avril, en absence du président Martelly et du Premier Ministre Lamothe. Le premier était en voyage officiel au Venezuela pour participer à l'investiture du nouveau président de ce pays Nicolas Maduro, successeur de feu le président Hugo Chavez. Le second était en périple aux Etats-Unis depuis une semaine. Les nouveaux conseillers ont procédé à la va-vite à l'élection du bureau de l'institution électorale présidée par le pur et dur Emmanuel Ménard. Ce dernier fut le propagandiste de la première heure du régime de Jean-Claude Duvalier en fin de règne et courtisan du gouvernement du général Raoul Cédras, issu du coup d'Etat sanglant du 30 septembre 1991. D'autres figures de seconde zone sont également aux commandes du CTCEP entre autres la fille d'un ancien général de l'armée haïtienne qui serait le commanditaire du carnage de la rue Vaillant (Port-au-Prince) ou des dizaines d'électeurs ont été massacrés le jour du vote, soit le 29 novembre 1987, un ancien député des Cayes réputé d'être un caméléon, une concubine de l'ex-chef de la police de Port-au-Prince, numéro II du coup d'Etat sanglant de septembre 1991 et un responsable de la droite conservatrice, membre du CNO, un organisme d'observation électorale.

On a déjà le profil de ce que seront ces élections avec un organisme électoral dominé littéralement par des hommes ligués par le pouvoir en place, à l'exception de quelques-uns. Ils ont la vie dure les adeptes du statu quo en mission commandée. Issus d'horizons politique et social divers avec des qualifications professionnelles différentes, ces hommes et femmes, sont tous des novices en matière de réalisation d'élections. Ils ont pour tâche de rendre opérationnelle une machine électorale dans moins de huit mois et piégée dans tous ses compartiments. Certains diront que l'Administration de l'Institution électorale roulait déjà à plein rendement sous la houlette d'une Directrice Générale nommée de façon irrégulière par l'Exécutif depuis belle lurette.

Tout se fait en dehors des normes constitutionnelles. La Constitution de 1987 amendée par la Législature sortante a été revue et corrigée par des «mains expertes», sans pour autant être promulguée par le pouvoir en place. La formule relative à la formation actuelle du Collège de Transition du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) ne figure nulle part dans la Constitution de 1987 ni dans sa version amendée. Le CTCEP est le fruit d'une compromission entre les pouvoirs Législatif et Exécutif après de nombreuses tractations en sous-main le 24 décembre 2012. La loi électorale



Emmanuel Ménard fut le propagandiste de la première heure du régime de Jean-Claude Duvalier en fin de règne et courtisan du gouvernement du général Raoul Cédras, issu du coup d'Etat sanglant du 30 septembre 1991.

qui sera cousue de fil blanc doit recevoir l'approbation du Parlement haïtien qui subit les fracas du pouvoir en place. Cet exercice sera surtout complexe au regard de la configuration actuelle des deux chambres.

Le Sénat haïtien amputé de dix sénateurs mène une lutte stoïque pour sa survie. La rumeur de sa dissolution courait déjà dans la ville. Avec un quorum de plus en plus fragile, le Grand Corps doit trouver seize sénateurs sur vingt pour réaliser une séance. Autant dire que si cinq sénateurs décident de faire l'école buissonnière ou pratiquent la politique de la chaise vide par simple désaccord politique, le Sénat ne serait qu'un vieux souvenir. Quant à l'Assemblée des députés, les deux groupes (majoritaires et minoritaires) sont à couteaux tirés depuis l'affaire Ralph Théano (1). La majorité présidentielle obtenue au prix fort se trouve dans l'incapacité d'imposer les vues du gouvernement à la Chambre. Des marchandages seraient en cours pour renverser le président de la Chambre des députés Jean Tolbert Alexis tombé en disgrâce aux yeux de l'Exécutif. Il aurait été la cible de ses pairs de la majorité présidentielle. Comment concilier les inconciliables de manière à obtenir des mandants du peuple le vote de la loi électorale, document de régulation des prochaines joutes ? Le temps joue contre les institutions républicaines garantes de la démocratie participative et de la bonne gouvernance politique.

C'est aussi à travers cette loi électorale que les membres du CEP doivent fixer la durée du mandat des sénateurs qui sortiraient des élections de 2013, étant donné que le processus accuse un retard de deux ans sur les échéances constitutionnelles. La Constitution de 1987 est claire sur la durée des mandats de tous les élus. Par contre, le non-respect de la fréquence des élections pour renouveler le personnel politique haïtien est souvent à la base d'une certaine confusion et de polémiques sur la question.

Il en est de même pour le Sénat haïtien qui fonctionne avec un effectif réduit de 20 sénateurs au lieu de 30 comme prévu par la Constitution de 1987. Ce problème est dû au retard observé dans la réalisation des législatives partielles du dernier dimanche du mois de novembre 2011. Les élus issus de ces joutes devraient entrer normalement en fonction le deuxième lundi du mois de janvier 2012 avec un mandat théorique de 6 ans, conformément à la loi. Entre autres conséquences, le grand Corps fonctionne avec un effectif manquant. Pour pallier à cette situation, les élections de 2013 devraient combler le vide et permettre aux nouveaux sénateurs de prêter serment le deuxième lundi du mois de janvier 2014, au cas où ce scrutin aura lieu. Dans la pratique, les élus de 2014 auront un mandat de quatre ans, vu que leur fonction a commencé à être effectif en janvier 2012.

Dans le même temps, d'autres élections devraient être programmées pour renouveler un autre tiers du sénat dont le mandat arrive à terme le deuxième lundi du mois de janvier 2015. Pour éviter tout vide à nouveau au Sénat, d'autres élections partielles doivent avoir lieu à temps soit en novembre 2014. Selon la Charte fondamentale, le personnel du Grand Corps se renouvelle par tiers chaque deux ans. Il faudrait également procéder au remplacement de la totalité de la Chambre des députés en 2014 de manière à ce que les nouveaux élus soient investis de leur pouvoir le deuxième lundi de janvier 2015. Les députés ont un mandat de quatre ans renouvelable. Parallèlement, une autre échéance électorale est attendue. Celle de 2015 pour élire le successeur de Michel Martelly. Pour être en conformité avec la Constitution de 1987, ce scrutin présidentiel doit avoir lieu impérativement en novembre 2015.

Il se pourrait que le président de la République Michel Martelly refuse de partir bien avant le terme de son mandat de cinq années, tenant compte de la date de sa prestation de serment comme président de la République. Au lieu de prêter serment le 7 février 2011, conformément à la Charte fondamentale de 1987, il était investi des pleins pouvoirs de l'Etat le 14 mai 2011. Son mandat régulier expire le 14 mai 2016. En toute légalité, l'élection présidentielle doit se tenir dans le courant de l'année de 2015 pour permettre au successeur de Martelly de prêter serment le 7 février 2016. D'où une réduction substantielle de trois mois sur le quinquennat de l'actuel Chef d'Etat. Ceci favoriserait la normalisation de la durée du mandat des élus par rapport à la Constitution.

Pourtant, la loi électorale de 2010 sous l'égide de laquelle se sont déroulées la présidentielle de 2010, les législatives de novembre 2010 et de mars 2011 était très claire en son article 85 des dispositions particulières. Le mandat du président de la République prend fin obligatoirement le 7 février de la cinquième année de son mandat, quelle que soit la date de son entrée en fonction, dans le but d'harmoniser le temps constitutionnel et le temps électoral. Le CEP qui a rédigé la loi électorale était dirigé à l'époque par son fameux président Gaillot Dorsainvil.

En résumé, la population devrait être appelée en ses comices successivement pour des législatives partielles séparées en novembre 2013 pour le premier tiers du sénat, en novembre 2014 pour le deuxième tiers du sénat. La même année pour renouveler la totalité du mandat des députés. En 2015, la population sera convoquée à nouveau pour la présidentielle. Le pays devra faire face à une longue période électorale étalée sur trois ans, avec pour toile de fond un Conseil Electoral ne jouissant d'aucune légitimité et très contesté dans le milieu.

Le pays vit une période d'incertitudes graves. Si la tendance majoritaire est pour la réalisation de ce scrutin en règle permettant au pays de faire face à cette crise institutionnelle et d'éviter tout bonnement le chaos, néanmoins il n'est pas du tout évident que le CTCEP est doté de moyens démocratiques, juridiques et constitutionnels pour la réalisation d'élections inclusives et libres. La classe politique est totalement absente du jeu démocratique. La société civile est dans une sorte de léthargie permanente. Les élites sont démissionnaires au profit d'une bourgeoisie rapace. Le pouvoir est hyperactif dans ce processus qu'il entend coûte que coûte remporter au grand dam de ses concurrents. L'International qui ne souhaite pas perdre la face dans le dossier haïtien, quel qu'en soit le prix. Bref, le décor est planté pour une autre partie de tango.

José Clément
Florida, le 22 avril 2013
Centre International d'Etudes et de Réflexions

L'affaire Théano du nom du Ministre chargé des Relations avec le Parlement. Il a été contraint de laisser la salle des séances, après qu'il eut traité les députés de l'opposition de «Kamikazes» et progénitures «monoparentales», quelques semaines auparavant (…)

La République des corrompus !



Sophia Martelly et son fils Olivier Martelly

Par Francklyn Geffrard

Avec une moyenne de 19 sur 100, Haïti se classe parmi les pays les plus corrompus du monde. Selon le rapport sur l'Indice de Perception de Corruption (IPC) établi en 2012 par l'organisation non gouvernementale « Transparency International », Haïti arrive à la 165e place sur 182 pays. Cet indice de perception de corruption est compris entre zéro pour les pays hautement corrompus et 100 pour les Etats considérés comme étant vertueux. En 2011, Haïti était classée à la 175e position sur 183 pays dans le classement de Transparency International. Le pays a fait un bond de 10 places. A première vue, on serait tenté de croire que les choses s'améliorent en Haïti. Mais, en réalité, si Haïti apparaît s'apprécier dans le classement mondial des pays les plus corrompus, c'est parce que la situation d'autres pays s'est singulièrement détériorée ? En d'autres termes, Haïti n'a pas vraiment évolué en matière de lutte contre la corruption.

La corruption est-elle une simple perception ou une réalité en Haïti?

Depuis quelque temps, dès qu'on parle de corruption au niveau de la région des caraïbes et de l'Amérique Latine, il est difficile de ne pas faire référence à Haïti. Le phénomène de la corruption existe en Haïti. Ce n'est pas une invention d'aucun laboratoire qui cherche à dénigrer ni ternir l'image du pays. Année après année, la corruption prend de l'ampleur et tend à s'installer définitivement dans les us et coutumes des haïtiens. La situation est si grave en ce sens que certains pensent que voler l'Etat ou détourner des fonds publics est normal. La corruption s'est même érigée en système, dit-on. Elle est devenue une spirale difficile à casser. La corruption est pratiquée à tous les échelons de la société haïtienne. Elle concerne les plus hautes autorités de l'Etat aussi bien que le simple citoyen. Elle est présente au niveau du secteur public, privé, de la classe politique, et des organisations non gouvernementales tant nationales qu'internationales opérant en Haïti.

En fait, la corruption est un crime. C'est une pratique qui est malheureusement connue et vraisemblablement tolérée dans notre société même par ceux qui sont sensés préposer pour la combattre. La corruption gangrène l'administration publique et les plus hautes sphères de l'Etat. En matière de corruption, les pouvoirs publics (Exécutif, Législatif et Judiciaire) sont logés à la même enseigne. De temps en temps, des scandales de corruption éclaboussent soit des membres du gouvernement, du pouvoir judiciaire ou du parlement. Chaque régime, chaque administration ayant dirigé le pays a fait l'objet de dénonciations et d'accusations de corruption. Et quand on parle de corruption en Haïti, on ne peut omettre les Duvalier. Le régime des Duvalier (père et fils) qui a dirigé le pays de 1957 à 1986, est connu pour son caractère rétrograde, dictatorial, sanguinaire et surtout pour les crimes économiques commis dans le pays en près de trente (30) ans de pouvoir. Par exemple, l'Organisation non gouvernementale, « Transparency International évalue, estime entre 300 à 800 millions de dollars les fonds détournés par Jean Claude Duvalier. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime évalue lui plutôt la fourchette entre 500 millions à plus 2 milliards. De fortes sommes comparées au PIB d'Haïti, classée parmi les pays les moins avancés, en 2002: 3,5 milliards de dollars (Terre Solidarité). »

Le régime avait mis en place tout un système destiné à détourner les fonds publics. Sous couvert de fondations caritatives et d'œuvres sociales contrôlées étroitement par le clan au pouvoir, d'importantes sommes avaient été virées des caisses de la Banque Centrale aux comptes de ces soi-disant œuvres sociales dont l'action se limitait à de petites actions trompe l'œil qui n'avait pas d'impact réel sur les conditions de vie des masses défavorisées. Et lors d'une interview sur la chaîne de télévision américaine CBS, Jean Claude Duvalier ne se gênait pas de déclarer que, « Tous les chefs d›Etat, dans mon pays, ont toujours eu des fonds à leur disposition pour mettre en œuvre la politique gouvernementale. C›était un système paternaliste. Tout le monde avait accès au président, l›homme de la rue, les fonctionnaires, les paysans. Quand ils avaient un besoin quelconque, ils pouvaient venir, et on leur donnait satisfaction. » Chassé du pouvoir en 1986 par une révolte populaire, Jean Claude Duvalier et son épouse qui possédaient des comptes en banques en Europe, en Amérique du Nord et des appartements luxueux et un yacht aux Etats-Unis, étaient allés vivre sur la Côte d'Azur, en France où ils se la coulaient belle. Cependant, la population haïtienne continuait de végéter dans la crasse et la misère abjecte. Le régime des Duvalier a fait d'Haïti l'un des pays les plus corrompus au monde.

Les différents régimes qui ont succédé à Duvalier ne sont pas parvenus à enrayer la corruption. En fait, il n'y pas eu de grands efforts engagés pour combattre ce phénomène qui a déjà atteint ses tentacules. Depuis la chute de la dictature en 1986, le pays n'a pas connu de réelle stabilité politique et sociale qui favoriserait la mise en œuvre de réformes visant à assainir un Etat prédateur et corrompu. Mise à part quelques parenthèses de gouvernements démocratiques, le pays a toujours été dirigé par les disciples des Duvalier qui sont eux-mêmes tout aussi corrompus que l'ancien régime. L'arrivée au pouvoir de Jean Bertrand Aristide en 1991 donnait l'espoir d'une rupture avec une gouvernance axée sur la dilapidation des fonds publics. Des réformes de l'administration publique ont été entreprises par le gouvernement Aristide/Préval. Mais l'expérience

Suite à la page (14)

Protest against high prices and hunger



Frantz Etienne/Haïti Liberté

Sign reads: "Heads Together of Popular Organizations says the 400,000 new jobs are just talk." Demonstrators marched through Port-au-Prince to denounce government demagogy.

By Yves Pierre-Louis

On Apr. 11, 2013, several popular organizations from the capital's poor neighborhoods, grouped in a coalition called the Heads Together of Popular Organizations (Tèt kole òganizasyon popilè yo), marched in protest against Haiti's high cost of living, hunger, and unemployment with the slogan "Let's Rise Up Against This Exploitative Hunger" ("Ann leve kanpe kont grangou kaletèt sa" offers wordplay on the slogan "Tètkale" – meaning "completely" or "bald" – of President Michel Martelly's government.) Starting in the poor neighborhood of Fort National in the north of the capital, hundreds of demonstrators marched through Port-au-Prince's streets to protest the deteriorating conditions of slum dwellers in Port-au-Prince's poorest neighborhoods including Fort National, Bel Air, Saint-Martin, Solino , La Saline, Cité Soleil, and Martissant.

Throughout the march, the protesters chanted that the government of Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe is using false propaganda to lull the Haitian people out of their vigilance while manufacturing a series of fictitious projects to squander state funds. The demonstrators ridiculed a recent declaration by Martelly that he has already created 400,000 jobs in the country in the past two years.

"If the government has created 400,000 jobs with a minimum wage of 300 gourdes per day for eight hours of work, that means that there should be 3.6 billion gourdes (US$83.76 million) circulating in the Haitian economy," said one demonstrator. "We, the residents of poor neighborhoods, do not see any sign of that money. We say these 400,000 jobs are just talk."



Frantz Etienne/Haïti Liberté

"The 400,000 jobs are just talk" and "Up with good jobs." Slogans left on the walls where the Apr. 11 demonstration passed.

The demonstrators spray-painted slogans on walls along their route: "400,000 jobs are just talk! Up with good jobs! Down with Martelly! Down with hunger! Down with the high cost of living! Down with corruption!"

Nobody gives credence to the President's statement. "The labor force in Haiti is currently estimated at 4.2 million people," said the former Social Affairs Minister, economist Gerald Germain, in a radio program. "If the government created 400,000 jobs, unemployment would be reduced by 10%. The effects of this reduction in unemployment would be visible in the economy."

Wilson Laleau, who acts as both the Minister of Trade and Industry and the Minister of Economy and Finance, has not been able to give any details about where and how the supposed 400,000 jobs announced by President Martelly have been created.

"No matter what, Martelly and Lamothe have to go," said another demonstrator. "They only tell the people lies while they fill their pockets and plunder the country. Martelly's wife, his son, all of them are steeped in corruption, while the masses are dying of hunger in the country. We can't pay for our children's schooling. We can't find work. They don't want us to do commerce in the streets. We are crying for help! This is just the beginning. Next week, we'll shift to a higher gear where it will be the regime's complete uprooting that we will be demanding."

Haitian policement tried to seize the spray-paint cans of some demonstrators at the corner of Lamarre Street and Lalue. But the demonstrators quickly scattered and reassembled a short distance away to continue their march.

After winding through several streets in Port-au-Prince's densely populated neighborhoods, the demonstrators ended their protest in front of the Ministry of Social Affairs and Labor.

Haiti's poor continue to fight against the deterioration of their living conditions. Hundreds of thousands of earthquake victims made homeless by the January 2010 earthquake remain living under tents. UN soldiers still occupy the country. All state institutions are constantly in crisis. The democratization process is blocked. Elections are delayed, and the Electoral Council is being illegally and undemocratically established. Corruption is growing. The old Duvalierist regime is emerging more every day. All these trends have a negative impact on the lives of Haiti's poorest. Tèt Kole continues to stand with the Haitian people in their struggle to stop these trends and build a better, brighter, more democratic future.

Lawyer Mario Joseph is Finalist for Swiss Human Rights Award

By Kim Ives


Kim Ives/Haïti Liberté

The BAI's Mario Joseph is a finalist for the world's foremost human rights award

The Switzerland-based Martin Ennals Foundation and the City of Geneva have announced that Haitian human rights lawyer Mario Joseph of the Port-au-Prince-based International Lawyers Office (BAI) is one of three finalists for the Martin Ennals Award.

Since 1993, the award is given annually by a jury of human rights organizations to "human rights defenders who have shown deep commitment and face great personal risk," the foundation said in a press release. The aim of the award is to provide protection to the awardees through international recognition.

Mario Joseph, recognized by many as Haiti's most important human rights lawyer, has worked on some of the most important cases in Haiti, including the current case against the former dictator Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier. His family received asylum in the United States in 2004, but he chose to return to Haiti. He has faced threats and harassment for much of his 20 years as a lawyer, although it has intensified in recent months. "This recognition from the Ennals Award shines a vital spotlight on my work, and on the work of everyone who is fighting for human rights in Haiti," Joseph said. "That spotlight will make our work safer and more effective."

The other two finalists are Mona Seif in Egypt and the Joint Mobile Group in Chechnya.

Seif is a core founder of the "No to Military Trials for Civilians", a grassroots initiative. Since Feb. 25, 2011, Mona has brought together activists, lawyers, and victims' families to start a nationwide movement against military trials. As part of the recent crackdown on freedom of speech in Egypt, she has been charged along with other human rights activists.

Meanwhile, Igor Kalyapin started the Joint Mobile Group after the murder of several human rights activists working in Chechnya. To reduce risk, they send investigators on short missions to Chechnya to document human rights abuses. This information is then used to publicize these abuses and seek legal redress.

The Martin Ennals Award for Human Rights Defenders (MEA) will be presented on Oct. 8 at a ceremony hosted by the City of Geneva. The award is made possible by a unique collaboration among ten of the world's leading human rights organizations to give protection to human rights defenders worldwide. The Jury is composed of the following organizations: Amnesty International, Human Rights Watch, Human Rights First, International Federation for Human Rights, World Organisation Against Torture, Front Line Defenders, International Commission of Jurists, German Diakonie, International Service for Human Rights, and HURIDOCS.

The prize also includes 20,000 Swiss Francs which the foundation specifies is "to be used for further work in the field of human rights."

Martin Ennals (1927 – 1991) was a British human rights activist who served as the Secretary-General of Amnesty International from 1968 to 1980.

LE GÉNOCIDE GUATÉMALTÈ

Par Robert PARRY

Le Guatemala est enfin en train de juger l'ex-dictateur Efrain Rios Montt pour génocide lors de l'extermination de centaines de villages mayas dans les années 80, mais Ronald Reagan demeure l'icône américaine malgré de nouvelles preuves sur sa complicité dans ce crime historique.

Le premier mois du procès pour génocide de l'ancien dictateur Efrain Rios Montt a suscité des témoignages poignants de survivants mayas qui ont assisté - encore enfants - au massacre de leurs familles par les militaires d'extrême-droite soutenus et armés par le président des Etats-Unis, Ronald Reagan.

Selon le New York Times de lundi, « d'après la logique tordue des documents militaires conçus sous le règne de 17 mois de M. Rios Montt entre 1982 et 1983, toute la population maya Ixil était devenue une cible militaire, enfants inclus. Les officiers ont écrit que les guérilleros de gauche qui combattaient le gouvernement avaient réussi à endoctriner les Ixils et à « obtenir 100% de leur soutien » »

C'est ainsi que toute la population devint la cible lors des opérations de terre brûlée qui éradiquèrent plus de 600 villages indiens dans les hautes terres du Guatemala. Mais ce génocide ne fut pas simplement l'œuvre d'une idéologie anticommuniste tordue qui prédominait au sein des élites militaires et politiques guatémaltèques. Ce génocide fut aussi l'œuvre de l'administration Reagan.

Un document que j'ai récemment découvert dans les archives de la Bibliothèque Reagan de Simi Valley, Californie, révèle que Reagan et son équipe chargée de la Sécurité Nationale en 1981 ont accepté de fournir une aide militaire au régime brutal d'extrême-droite au Guatemala dans le but d'exterminer non seulement des « guérillas marxistes » mais aussi tous ceux associés à leurs « réseaux civils de soutien »

Cette aide au régime brutal du Guatemala a pris corps au printemps de 1981 lorsque le Président Reagan a tenté de faire lever une partie des restrictions imposées par le Président Jimmy Carter et le Congrès à majorité Démocrate à la fin des années 70 sur les aides militaires au Guatemala pour cause d'atteintes aux droits de l'homme.

Parmi les initiatives visant à assouplir ces restrictions, le Département d'Etat de Reagan « a informé nos ambassades en Amérique centrale que des moyens pour rétablir des mesures de coopération plus étroites avec le Guatemala étaient à l'étude, » selon un compte-rendu de réunion à la Maison Blanche daté du 8 avril 1981. Le document ajoute :

« Le Département d'Etat pense que nombre de changements ont eu lieu qui pourraient rendre les dirigeants guatémaltèques plus réceptifs à la nouvelle initiative US : la perception guatémaltèque que la nouvelle administration est plus sympathisante de leurs problèmes et moins réticente quant au rôle des Etats-Unis au Salvador, » où l'administration Reagan était en train d'élargir son soutien à un autre régime d'extrême-droite tristement célèbre pour le massacre de ses opposants politiques, dont les prêtres catholiques.

« Le Département d'Etat est arrivé à la conclusion que toute tentative pour rétablir le dialogue (avec le Guatemala) demanderait un geste de bonne volonté de notre part. Cependant, cela ne pourrait pas se faire sous la forme d'une aide militaire, qui provoquerait une forte critique de la part de l'opinion publique US et du Congrès. Le Département d'Etat prendra une série de mesures destinées à rétablir la confiance, sans conditions préalables, qui minimiseraient le risque de violer la législation en vigueur. »

Le document « checklist » ajoutait que le Département d'Etat « avait aussi décidé que l'administration devra engager le dialogue au plus haut niveau du gouvernement guatémaltèque, sur les relations bilatérales et les initiatives que nous pourrions prendre pour les améliorer. Le Secrétaire d'Etat (Alexander) Haig a désigné le Général (à la retraite) Vernon Walters comme son émissaire personnel pour amorcer ce processus avec le Président (Fernando Romeo) Lucas (Garcia).

« Si Lucas est disposé à nous garantir qu'il prendra des mesures pour faire cesser l'implication du gouvernement dans les assassinats aveugles d'opposants politiques et instaurer un climat favorable à l'organisation d'élections, les Etats-Unis seraient disposés à approuver immédiatement quelques ventes de matériel militaire. »

Mais le mot clé dans ce paragraphe est « aveugles ». L'administration Reagan n'exprime aucune réserve sur l'assassinat de civils si ces derniers sont considérés comme des soutiens aux guérillas en lutte contre les oligarques et généraux au pouvoir depuis les années 50 après que la CIA ait organisé le renversement du président guatémaltèque réformiste Jacobo Arbenz.

Sympathie pour les Généraux

La distinction fut explicitée dans un document « Points de Discussion » rédigé en avril 1981 à la Maison Blanche à l'intention de Walters, en prévision de sa réunion en tête-à-tête avec le Général Lucas. Le document précisait : « Le Président et le Secrétaire Haig m'ont désigné comme leur émissaire personnel pour discuter d'urgence des relations bilatérales ».

« Le Président et le Secrétaire reconnaissent que votre pays est engagé dans une guerre contre une guérilla marxiste. Nous sommes profondément préoccupés par une subversion marxiste soutenue de l'étranger et autres pays de la région. Comme vous le savez, nous avons déjà pris des mesures pour aider le Honduras et le Salvador à résister à cette agression.

« Le Secrétaire m'a envoyé ici pour déterminer si nous pouvions trouver un moyen pour fournir une aide matérielle à votre gouvernement. (...) Nous avons fait réduire au maximum les déclarations négatives d'officiels US envers la situation au Guatemala (...) Nous avons fait en sorte que le Département du Commerce autorise la vente de $3 millions de camions et jeeps militaires à l'armée guatémaltèque.

« Avec votre accord, nous proposons de vous fournir à vous et à tout officier que vous désignerez un rapport de nos services de renseignement sur les développements régionaux. Néanmoins, notre désir est d'aller encore plus loin que des mesures que je viens de vous présenter. Nous désirons reprendre le plus rapidement possible notre assistance et formation militaires habituelles.

« Comme nous le savons tous les deux, ceci est encore impossible à cause des restrictions légales et des questions de politique intérieure en relation avec l'assassinat aveugle par certains éléments de vos forces de sécurité de personnes qui ne sont engagées ni dans la guérilla ni dans les réseaux civils de soutien. Je ne parle pas ici du regrettable mais inévitable mort d'innocents dans les zones de combats, mais de ce qui paraît être un emploi calculé de terreur contre des gens non politisés ou des opposants potentiels...

« Si vous pouviez m'assurer que vous prendrez des mesures pour faire cesser toute implication officielle dans les assassinats de personnes non engagées dans les forces de guérilla ou les réseaux civils de soutien... nous serions en bien meilleure position pour obtenir du Congrès une décision nous autorisant à reprendre nos fournitures militaires à votre gouvernement. »

En d'autres termes, bien que le document « Points de Discussion » ait été rédigé pour donner l'impression d'un appel à cesser les assassinats « aveugles » contre des « gens non politisés », en réalité il entérinait la politique de la terre brûlée contre ceux engagés dans les guérillas ainsi que leurs « réseaux civils de soutien ». Des termes qui se sont traduits sur le terrain, au Guatemala comme au Salvador voisin, par le massacre des paysans de la région considérés comme des insurgés de gauche.

Les documents découverts récemment – et d'autres documents déclassifiés dans les années 90 – ont clairement révélé que Reagan et son administration étaient tout à fait au courant du massacre en cours au Guatemala et ailleurs en Amérique centrale.

Selon un câble « secret » daté d'avril 1981 – et déclassifié dans les années 90 – au même moment où Reagan manœuvrait pour assouplir l'embargo sur l'aide militaire au Guatemala, la CIA confirmait les massacres perpétrés par le gouvernement guatémaltèque. Le 17 avril 1981, un câble de la CIA décrivait le massacre perpétré par l'armée à Cocob, près de Nebaj dans le territoire indien Ixil, parce que la population était soupçonnée de soutenir les guérillas de gauche.

Une source de la CIA a écrit « la population civile semblait être totalement acquise à la guérilla » et « les soldats ont été obligés de tirer sur tout ce qui bougeait ». Le câble ajoutait que « les autorités guatémaltèques ont admis que « de nombreux civils » ont été tués à Cocob, dont beaucoup à l'évidence n'étaient pas des combattants. » [Beaucoup de documents guatémaltèques déclassifiés dans les années 90 sont consultables sur le site National Security Archive]

Walters, envoyé spécial

En mai 1981, malgré les atrocités qui se déroulaient, Reagan a envoyé Walters pour dire aux dirigeants guatémaltèques que la nouvelle administration US désirait lever l'embargo sur le matériel militaire instauré par Carter et le Congrès pour cause de violations des droits humains.

Le document « Points de Discussion » a aussi annoncé l'alignement de l'administration Reagan avec les régimes férocement anticommunistes du continent, où des « escadrons de la mort » agissaient en totale impunité pour liquider non seulement les guérillas armées ainsi que tout civil considéré comme sympathisant de causes progressistes, comme la promotion d'une plus grande justice économique et sociale.

Malgré son style affable, Reagan justifiait toute action anticommuniste, quel que soit son degré de brutalité. Pendant ses huit années de mandat à la Maison Blanche, il n'a jamais montré le moindre signe de trouble devant le bain de sang et même de génocide qui se déroulait en Amérique centrale tandis qu'il faisait livrer des centaines de millions de dollars d'aide militaire aux forces armées.

Le nombre de morts était vertigineux – 70.000 ou plus d'assassinats politiques au Salvador, peut-être 20.000 par les Contras au Nicaragua, environ 200 « disparitions » politiques au Honduras et environ 100.000 personnes physiquement éliminées au cours d'une vague de violence au Guatemala. Le point commun entre tous ces massacres était leur justification, tirée de la Guerre Froide et formulée en grande partie par la Maison Blanche de Reagan.

Malgré toutes leurs dénégations, il est désormais prouvé par leurs propres documents internes que Reagan et ses conseillers étaient parfaitement au courant des brutalités commises au Guatemala et ailleurs.

Selon un câble du Département d'Etat du 5 octobre 1981, lorsque des dirigeants guatémaltèques ont rencontré de nouveau Walters, ils n'ont laissé planer aucun doute quant à leurs objectifs. Le câble indique que le Général Lucas « a fait clairement savoir que son gouvernement allait poursuivre ses actions comme avant – que la répression continuerait. Il a réaffirmé sa conviction que la violence était efficace et que la guérilla serait éradiquée. »

Les organisations de défense des droits de l'homme brossaient un tableau similaire. La Commission inter-Américaine des Droits de l'Homme, dans un rapport daté du 15 octobre 1981, accuse le gouvernement guatémaltèque de « milliers d'exécutions sommaires ». [Washington Post, 16 oct 1981]

Mais l'administration Reagan s'était attelée à nettoyer la scène du crime. Un « papier blanc » du Département d'Etat publié en décembre 1981 rejetait la violence sur les « groupes extrémistes » de gauche et leurs « méthodes terroristes » provoqués et encouragés « par Cuba et Fidel Castro ».

Ce que ces documents de la Bibliothèque Reagan révèlent clairement est que l'administration n'était pas simplement en train d'essayer en vain de freiner les massacres - version colportée par les grands médias US – mais qu'elle était en réalité de tout cœur avec l'assassinat des membres du « réseau civil de soutien » à la guérilla.

Les milieux de renseignements US continuaient de faire état de massacres couverts par le gouvernement.

Un rapport de la CIA daté de février 1982 décrit un opération de l'armée dans le dénommé triangle Ixil, dans la province centrale de Quiche.

« Les officiers en commande des unités engagés ont reçu l'ordre de détruire tous les villages et hameaux qui coopèrent avec la guérilla de l'Armée des Pauvres [EGP] et éliminer toute source de résistance, » indique le rapport. « Depuis le début des opérations, plusieurs villages ont été incendiés et un grand nombre de guérilleros et de



Des manifestants guatémaltèques exigeant que justice soit rendue aux victimes de la


Ronald Reagan l'icône américaine, de nouvelles preuves révèlent sa complicité dans le crime historique guatémaltèque


Efrain Rios Montt et Ronald Reagan. Le 4 décembre 1982, après une rencontre avec Rios Montt, Reagan a salué le général comme « quelqu'un de totalement dévoué à la démocratie »


L'ex-dictateur guatémaltèque Efrain Rios Montt

ÇQUE DE RONALD REAGAN !



Quelques photos des victimes. Les femmes soupçonnées de sympathies envers la guérilla étaient violées avant d'être exécutées. Les enfants étaient jetés dans les maisons en feu, parfois ils étaient jetés en l'air et empalés sur des baïonnettes

collaborateurs ont été tués. »

Le rapport de la CIA décrit le mode opératoire de l'armée : « Lorsqu'une patrouille de l'armée rencontre une résistance ou reçoit des tirs à partir d'un village ou hameau, elle assume que tout le village est hostile et par conséquence celui-ci est détruit. » Lorsque l'armée tombe sur un village déserté, elle présume que le village « soutient l'EGP, et le village est détruit. Il y a des centaines, peut-être des milliers de réfugiés qui errent dans les collines avec nulle part où aller… »

« Le haut commandement militaire est très satisfait des premiers résultats de l'opération, et pense qu'elle réussira à détruire la zone principale de soutien à l'EGP et réussira à chasser l'EGP du triangle Ixil… La conviction bien fondée que la totalité de la population Ixil soutient l'EGP a créé une situation où l'armée est susceptible de ne faire aucun quartier, combattants ou civils. »

Le 2 février 1982, Richard Childress, un des assistants à la Sécurité Nationale de Reagan, a rédigé une note « secrète » à l'attention de ses collègues pour résumer la situation sur le terrain : « Alors que nous progressons dans nos relations avec l'Amérique latine, nous devons soigneusement examiner les problèmes très particuliers posés par le Guatemala. Marqué par l'un des pires bilans en matière des droits de l'homme de la région…. ce cas représente un dilemme politique pour nous. Le bilan catastrophique des droits de l'homme fait que ce pays n'est pas digne du soutien du gouvernement des Etats-Unis…

« Contrarié par une insurrection incessante depuis 15 ans, la direction actuelle s'est totalement engagée dans un programme impitoyable d'éradication. Il n'y a pratiquement pas un seul soldat qui n'a pas déjà tué un « guérillero » ».

La montée de Rios Montt

Néanmoins, la détermination de Reagan à fournir une aide militaire au régime brutal du Guatemala n'a pas faibli. Le gouvernement a donc salué le coup d'état de mars 1982 du général Efrain Rios Montt contre le Général Lucas, tâché de sang de la tête aux pieds.

Chrétien intégriste, Rios Montt a impressionné ceux du Bureau Ovale où le gouvernement de Reagan a immédiatement mobilisé sa machine de propagande pour redorer l'image de ce nouveau dictateur dont le statut très « chrétien » était présenté comme un gage de son profond respect pour la vie humaine. Reagan a salué Rios Montt comme « un homme d'une grande intégrité. »



Au centre le Brigadier-général Efrain Ríos Montt, à sa première conférence de presse le 23 Mars 1982, au Palais national de Guatemala City. (c) Jean Marie Simon

En juillet 1982, Rios Montt déclencha une nouvelle campagne de terre brûlée, baptisée « politique de fusils et haricots ». Le slogan voulait dire que les indiens pacifiés recevraient des « haricots », tandis que les autres se retrouveraient au bout du canon des « fusils » de l'armée. En octobre, Rios Montt a secrètement donné carte blanche à l'unité « Archivos » des services de renseignements d'étendre leurs opérations d'escadrons de la mort » aux villes. Basés au sein même du Palais Présidentiel, les « Archivos » ont été les auteurs des assassinats les plus notoires au Guatemala.

L'Ambassade US n'allait pas tarder à entendre de nouveau parler d'opérations de massacres menées par l'armée contre les Indiens, mais les diplomates aveuglés par l'idéologie retransmettaient au gouvernement Reagan la propagande la plus avantageuse pour leurs carrières. Le 22 oct 1982, le personnel de l'ambassade US qualifiait les rapports sur les massacres de « campagne de désinformation » d'inspiration communiste, et concluait que « une campagne concertée de désinformation est actuellement menée aux Etats-Unis contre le gouvernement guatémaltèque par des groupes qui soutiennent l'insurrection communiste au Guatemala. »

Reagan lui-même s'est joint à la campagne visant à discréditer les enquêteurs et autres dont les comptes-rendus sur la situation étaient tout à fait précis et fiables, chose que le gouvernement US ne savait que trop bien. Le 4 décembre 1982, après une rencontre avec Rios Montt, Reagan a salué le général comme « quelqu'un de totalement dévoué à la démocratie » et a ajouté que le gouvernement de Rios Montt avait été « faussement accusé » de violations des droits de l'homme. Reagan n'a tenu aucun compte des rapports qui s'accumulaient sur la destruction de centaines de villages indiens.

En février 1983, un câble secret de la CIA a signalé une recrudescence « suspecte de la violence d'extrême-droite » sous forme d'enlèvements d'étudiants et d'enseignants. Les cadavres des victimes apparaissaient dans les fossés et les ravins. Les sources de la CIA faisaient remonter l'origine de ces meurtres à l'ordre donné par Rios Montt aux « Archivos » en octobre d' « arrêter, emprisonner, interroger et de disposer des présumés guérilleros comme bon leur semblait. »

Malgré ces faits sordides, le rapport annuel sur les droits de l'homme publié par le Département d'Etat saluait la soi-disant amélioration de la situation au Guatemala. « Le comportement global des forces armées s'était amélioré à la fin de l'année » 1982, déclarait le rapport.

Le tableau brossé par les enquêteurs indépendants – et bien plus proche des informations cachées par le gouvernement US – était très différent. Le 17 mars 1983, Americas Watch a condamné l'armée guatémaltèque pour les atrocités commises contre la population indigène.

L'avocat new-yorkais Stephen L. Kass a dit que ces enquêtes ont révélé que le gouvernement menait « des assassinats aveugles contre les hommes, femmes et enfants de toute ferme considérés par l'armée comme un possible soutien à la guérilla. »

Les femmes soupçonnées de sympathies envers la guérilla étaient violées avant d'être exécutées, a dit Kass, et les enfants « étaient jetés dans les maisons en feu. Ils étaient jetés en l'air et empalés sur des baïonnettes. Nous avons recueilli, beaucoup de témoignages sur des enfants attrapés par les chevilles et jetés contre des poteaux pour leur fracasser le crâne. » [AP, 17 mars 1983]

Garder le sourire

Publiquement, les hauts-officiels de Reagan continuaient d'afficher un sourire. En juin 1983, l'envoyé spécial Richard B. Stone a salué les « changements positifs » du gouvernement de Rios Montt, et Rios Montt a fait pression sur les Etats-Unis pour obtenir 10 hélicoptères UH-1H et six navires de patrouille, le tout pour améliorer la chasse aux guérilleros et leurs sympathisants.

Comme le Guatemala ne pouvait pas bénéficier des lignes de crédit et financements octroyés par le ministère des affaires étrangères, l'équipe de Reagan a cherché des moyens détournés pour livrer le matériel qui donnerait à l'armée guatémaltèque un meilleur accès aux régions montagneuses où se cachaient la guérilla et leurs partisans civils.

Le 1er août 1983, Oliver North et Alfonso Sapia-Bosch, assistants auprès du Conseil de Sécurité Nationale, ont rapporté à P. Clark, conseiller auprès du Conseil de Sécurité Nationale, que son adjoint Robert « Bud » McFarlane prévoyait d'exploiter ses contacts israéliens pour obtenir les hélicoptères pour le Guatemala. « En ce qui concerne le prêt de 10 hélicoptères, il semblerait que Bud va s'arranger avec les Israéliens, » ont écrit North et Sapia-Bosch. « Cela devrait pouvoir se faire. Une autre possibilité serait d'organiser des exercices militaires avec les Guatémaltèques. Nous mécaniciens pourrions ensuite les ré-assembler avec des pièces détachées guatémaltèques et ils auraient ainsi leurs hélicoptères dernier-cri ».



Rios Montt, âgé de 86 ans, après avoir pendant des années échappé à la justice, a finalement été inculpé au Guatemala en 2012 pour génocide et crimes contre l'humanité

Mais d'autres changements politiques étaient en cours au Guatemala. L'intégrisme chrétien vengeur de Rios Montt avait tellement échappé à tout contrôle, même selon les standards guatémaltèques, que le Général Melia Victores se saisit du pouvoir lors d'un nouveau coup d'état, le 8 août 1983.

Malgré le changement de pouvoir, les forces de sécurité guatémaltèques ont poursuivi leurs massacres en toute impunité, allant si loin que même l'ambassade des Etats-Unis a fini par protester. Lorsque trois Guatémaltèques qui travaillaient pour l'US-AID ont été assassinés en novembre 1983, l'ambassadeur Frederic Chapin a soupçonné que les escadrons de la mort des « Archivos » voulaient envoyer un message aux Etats-Unis qu'aucune pression même mineure sur la question des droits de l'homme ne serait tolérée.

A la fin de novembre, lors d'une courte manifestation de mécontentement, l'administration US a suspendu la vente de pièces détachées pour hélicoptères d'un montant de $2 millions. Cependant, les pièces furent livrées dès le mois suivant. En 1984, Reagan a réussi aussi à faire pression sur le Congrès pour faire approuver $300 000 de formations pour l'armée guatémaltèque.

Au milieu de l'année 1984, Chapin, rendu amer par la brutalité systématique de l'armée, quitta son poste d'ambassadeur et fut remplacé par un personnage d'extrême-droite, Alberto Piedra, partisan d'une augmentation de l'assistance au Guatemala. En janvier 1985, Americas Watch publiait un rapport qui faisait remarquer que le Département d'Etat de Reagan « est apparemment plus occupé à améliorer l'image du Guatemala qu'à améliorer la situation des droits de l'homme. »

Ce n'est qu'en 1999, dix ans après le départ de Ronald Reagan, que toute l'étendue des atrocités commises au Guatemala a été publiquement révélée par la Commission Vérité qui s'est largement appuyée sur les archives du gouvernement US dont le Président Clinton avait ordonné la déclassification.

Le 25 février 1999, la Commission de Clarification Historique a estimé que la guerre civile de 34 ans avait coûté quelques 200.000 vies, la période la plus violente étant les années 80. La commission a estimé que l'armée était coupable de 93% des morts et la guérilla de 3%. 4% étaient indéterminés.

Le rapport décrit comment, dans les années 80, l'armée avait commis 626 massacres contres des villages indiens. « Les massacres qui ont éliminé des villages indiens entiers … ce n'est ni une calomnie ni une invention, mais une réalité de l'histoire du Guatemala, » conclut la Commission.

L'armée « a totalement exterminé des communautés mayas, détruisant leurs troupeaux et récoltes, » indique le rapport. Dans les montagnes du nord, le rapport qualifie le massacre de « génocide ». [Washington Post, 26 février 1999]

A part de se livrer à des assassinats et à des « disparitions forcées », l'armée se livrait régulièrement à la torture et au viol. « Le viol des femmes, pendant les séances de torture ou avant leur assassinat, était une pratique courante » des forces militaires et paramilitaires, révèle le rapport.

Le rapport ajoute que « le gouvernement des Etats-Unis, à travers différentes agences dont la CIA, a fourni un soutien direct et indirect à certaines de ces opérations. ». Le rapport conclut que le gouvernement US a fourni aussi argent et formation à une armée guatémaltèque coupable d' « actes de génocide » contre les Mayas. [New York Times, 26 février 1999]

Lors d'une visite en Amérique centrale, le 10 mars 1999, le Président Clinton a demandé pardon pour le soutien passé des Etats-Unis aux gouvernements du Guatemala depuis 1954. « Pour les Etats-Unis, il est important que je déclare clairement que le soutien aux forces militaires et services de renseignement qui se sont livrées à la violence et à la répression généralisée a été une erreur que les Etats-Unis ne répéteront pas, » a déclaré Clinton. [Washington Post, 11 mars 1999]

Impunité pour l'équipe de Reagan

Cela dit, à Washington, personne ne semblait intéressé à tenir quelqu'un responsable pour assistance et promotion de génocide. L'histoire de la boucherie guatémaltèque et de la complicité du gouvernement de Reagan a rapidement disparu dans le Grand Puits de l'Oubli américain.

Pour des crimes contre les droits de l'homme commis aux Balkans ou en Afrique, les Etats-Unis ont demandé à des tribunaux internationaux l'arrestation et le jugement des

Suite à la page (15)

La responsable des malheurs du monde : la « end bottom line »

Par Alain Benajam

Divers auteurs cherchent à définir les responsables des malheurs du monde en citant tel ou tel groupe humain (franc-maçonnerie, juifs, etc.). C'est une erreur, montre Alain Benajam. Nous souffrons tous d'un système et c'est ce système qui doit être revu.

Suite à mon article sur « Les voies d'une Nouvelle Révolution Française » [1] (Voir page 13), de nombreux lecteurs m'ont demandé qui pouvaient être désignés responsables de l'impérialisme, impérialisme que je plaçais à la source des malheurs du monde. Beaucoup me sommaient d'y voir la main de quelques communautés ou sectes particulièrement maléfiques qui tireraient les ficelles de cette machinerie impérialiste.

Et bien non, il n'y a aucune secte, aucune communauté pour pousser le monde vers ce gouffre ou il s'avance à grand pas. Nulles toges, nuls tabliers, nulles kabbales, nulles paroles sibyllines pour présider à l'impérialisme ; le véritable responsable est à chercher ailleurs et voici son nom : la « end bottom line » [2].

La « end bottom line », dans la langue de l'impérialisme, désigne la dernière ligne du bas d'un bilan de société. Cette ligne doit afficher le résultat du bilan et donc les bénéfices réalisés ou non au cours d'un exercice annuel. Une partie de ces bénéfices, après paiement des impôts et éventuellement après recyclage dans la société même en investissements, est distribuée aux actionnaires. C'est un moyen, pour ceux qui ont investi du capital dans cette société, d'augmenter leur mise de départ, de la diminuer ou de la perdre en cas de résultat négatif. Ce système d'accumulation du capital est communément appelé capitalisme.

Structure d'un bilan de société

Conserver une « end bottom line » positive n'est pas chose aisée pour le « manager » qui doit gérer la société. Celui-ci doit faire face à de nombreux obstacles pour la maintenir. On peut en relever un certain nombre ; leur description peut nous aider à comprendre les mécanismes qui peuvent affecter ce système et comprendre les moyens par lesquels chaque « manager » peut palier chaque inconvénient qui surgit, et comment une tendance se dessine suite à l'ensemble additionné des moyens utilisés pour rendre positive cette fameuse « end bottom line ».

Parmi les forces qui s'opposent à cette « end bottom line » on peut citer les suivantes. La concurrence est bien la première force destructrice de la ligne du bas.

Considérons une entreprise A produisant une marchandise quelconque M à un prix donné, prix abordable pour le consommateur et permettant de dégager un bénéfice au profit des actionnaires de A. Si une autre entreprise B produit la même marchandise M à un prix moins élevé, les consommateurs vont évidemment acheter la moins chère et l'entreprise A ne vendra plus rien ou considérablement moins.

Quelle devra être la réaction du dirigeant de l'entreprise A face à ce grave problème ?

D'abord la haine s'emparera de ce dirigeant et des actionnaires de A, haine de l'entreprise B qui cherche à les appauvrir et haine de cette concurrence indésirable.

Cette haine du dirigeant A sera d'autant plus vive que la conséquence de cette concurrence peut être le dépôt de bilan de sa société, et, pour lui, le chômage sans indemnité et le risque d'un plongeon dans la ruine et la pauvreté.

Que peut-il faire ? Il peut évidemment baisser son prix de vente et accepter de faire moins de bénéfices, mais il peut surtout chercher à produire la marchandise M avec un prix de revient moindre afin de retrouver une marge afin de concurrencer B et lui soustraire le marché.

Les dirigeants d'entreprises haïssent la concurrence et préfèrent les monopoles.

Dans le bilan de l'entreprise A comme B figurent deux colonnes ; le passif, à droite, dont les montants vont se soustraire de ceux de la colonne d'actifs à gauche dans laquelle figure, principalement, le montant des ventes.

Dans la colonne de droite de passif, les postes les plus importants sont les achats des matières premières et des produits semi finis à transformer, et surtout les salaires avec les charges inhérentes qui y sont attachées. Il faut donc pour A diminuer le montant de la colonne passif de droite pour relancer les ventes et augmenter le montant de la colonne de gauche, actif.

La dernière ligne du bas ou « end bottom line » montre la différence entre la somme des montants figurant dans ces deux colonnes.

Pour produire moins cher A dispose de cinq solutions.

- 1. Augmenter la productivité, c'est à dire produire plus dans le même temps d'emploi des salariés, donc mécaniser, rationaliser et simplifier les gestes productifs (taylorisme, fordisme), ce qui équivaut à diminuer le nombre des salariés pour faire baisser la valeur de la marchandise.

- 2. Supprimer la concurrence :

• vendre de nouveaux produits, par l'innovation, en créant des marchandises qui seront momentanément sans concurrence ;

• monopoliser, étatiser, posséder des marchés protégés

- 3. Employer une main d'œuvre acceptant de plus bas salaires pour le même travail

- 4. S'approvisionner à moindre coût en matières premières et produits semi finis

- 5. Abandonner carrément la production de marchandises devenues non rentables et utiliser le capital pour spéculer sur le coût des matières premières. Pour cela il lui faut évidement disposer d'un montant important de capitaux.

Voici donc les principaux ennemis de la « end bottom line » d'un bilan d'entreprise manufacturant des marchandises.

- 1. la concurrence

- 2. les salariés

- 3. le coût des matières premières.

- 4. enfin la marchandise elle-même dont la valeur s'écroule perpétuellement

Bien entendu, si A peut agir sur ces cinq solutions évoquées plus haut, l'entreprise B peut en faire autant. Ceci va définir les tendances qui vont affecter ce mode de production dit capitaliste et son évolution dans le temps.

Suite aux travaux des économistes libéraux du 18ème siècle et du début du 19ème siècle comme Adam Smith, David Ricardo et d'autres désignés comme « classiques », Karl Marx produisit un important ouvrage de description du mode de production capitaliste et de ses tendances, ouvrage intitulé Le Capital (Das Kapital dans la langue allemande dans laquelle il fut écrit) publié en 1867.

Les fondateurs de l'économie politique

Ces tendances inéluctables comme la baisse de la valeur des marchandises, la baisse du taux de profit et l'appauvrissement (paupérisation) des producteurs, devaient selon Marx creuser la tombe du mode de production capitaliste dans un délai qu'il prévoyait très bref. Il n'en fut rien et ce mode perdure, pourquoi ?

Les travaux de Marx sont intéressants pour la compréhension du système mais incomplets. Il n'avait pas prévu que ces tendances inquiétantes et néfastes allaient engendrer des réactions qui purent, durant certaines périodes, susciter l'apparition de contre tendances positives amenant un formidable essor de l'humanité.

Cependant, tendances néfastes et tendances positives, qui s'opposent en permanence dans ce que Marx a appelé la « lutte des classes », voient l'une ou l'autre l'emporter momentanément et alternativement. Le résultat peut soit contredire Marx, soit lui donner raison dans la description toujours négative qu'il fait du capitalisme.

Les tendances, les contre tendances et la résultante

- 1. L'augmentation de la productivité

Elle engendre d'abord une diminution du nombre des producteurs et incidemment une augmentation du chômage.



Elle conduit également à l'abaissement de la valeur des marchandises et en corollaire son acquisition à moindre prix par une masse plus importante de consommateurs. Elle conduit aussi parfois à une augmentation considérable des ventes et donc de la production et du nombre de producteurs. Elle conduit également vers une sophistication accrue des moyens de production, donc de la technologie usuelle.



Fini avec l'impérialisme américain. Le colonialisme et les prémisses de l'impérialisme sont nés dès le 17ème siècle avec l'émergence des fameuses Compagnies des Indes de pays occidentaux

Elle peut conduire à une amélioration du niveau de vie, mais la baisse de la valeur atteint fatalement une limite au-delà de laquelle tout bénéfice devient impossible dans des conditions salariales données.

- 2. La suppression de la concurrence…

- 2. 1.. par la recherche de nouvelles marchandises innovantes

Ces nouvelles marchandises vont se trouver momentanément sans concurrence et bénéficier d'une valeur élevée jusqu'à ce qu'un concurrent soit en état de produire la même marchandise à un coût égal ou moindre. En 1990 un téléphone portable coûtait plus de 3 000 € et peu en avait ; aujourd'hui il est possible d'acheter un modèle pour 30 € et tout le monde en possède.

Cette tendance fut le moteur de l'innovation technique.

- 2.2. … par la monopolisation et l'étatisation

C'est ce que les communistes des années 70-80 ont appelé le capitalisme monopoliste d'État. Ici il s'agit d'une tendance lourde actuelle de l'évolution du grand capitalisme de production. Cette tendance conduit à chercher et d'obtenir des marchés protégés par l'État pour palier les énormes coûts d'investissement dans les moyens de production.

Les grandes industries issues d'un processus de concentration par éliminations successives des concurrents sont contraintes de s'accaparer l'usage de l'État au travers de leurs hommes afin de protéger leur marché. Aujourd'hui toutes les entreprises cotées en bourses du CAC40 sont liées plus ou moins à l'État et ne pourraient fonctionner sans lui.

C'est la banque, l'industrie de l'énergie, de la chimie et de la pharmacie, des transports de la construction aéronautique, de l'automobile et surtout de l'industrie de défense.

On assiste à une véritable symbiose entre l'État et les grandes entreprises, ses dirigeants passant du sommet de l'État à la direction de ces entreprises et vice versa. Cette monopolisation/étatisation va être à l'origine de l'impérialisme, ce que Lénine a appelé le « stade suprême du capitalisme ».

La contre tendance est la nationalisation d'entreprises ne pouvant se passer de l'État pour vivre. Bien entendu nationalisations et privatisations ont alterné en France en

Suite à la page (15)

Les voies d'une nouvelle Révolution française !

Par Alain Benajam

Pourquoi évoquer l'éventualité d'une nouvelle Révolution française ? Notre pays est-il à ce point bloqué dans l'évolution de son économie et de ses institutions pour qu'il soit nécessaire de penser à des transformations radicales, voire révolutionnaires ? Faut-il venir puiser dans une tradition bien française pour obtenir les changements nécessaires ?

Tout Français peut aisément constater la dégradation rapide de sa situation économique. Tout Français possède aujourd'hui un ressenti d'inquiétude quand à son avenir et à celui de ses enfants. Jadis puissance économique prospère édifiée sur son industrie, notre pays se trouve confronté à une hémorragie d'emplois industriels à une extension du chômage et de la précarité.

Tout Français peut constater avec amertume que l'alternance au pouvoir des partis de gauche avec des partis de droite n'amène aucun changement. La désindustrialisation de la France se perpétue et s'aggrave tandis que la pauvreté progresse. Tout Français est également en droit de se demander à quoi peut bien servir cette « démocratie » si elle est incapable d'améliorer sa vie, si aucune autre alternative ne lui est proposée.

Tout Français est également en droit de se poser des questions sur la représentation nationale, quand en 2005 les électeurs ont majoritairement rejeté par référendum la constitution européenne et qu'ensuite les députés dans leur immense majorité ont contredit ce vote populaire en ratifiant le traité de Lisbonne, reprise à peine modifiée de ce projet de constitution.

Tout Français peut s'apercevoir qu'une caste de politiciens et de journalistes accapare le pouvoir, caste ayant une vision dogmatique et totalitaire de la société prétendant que mondialisation et dérégulation sont des bienfaits alors que chacun peut constater l'exacte contraire. Tout Français peut aisément s'apercevoir que le système de représentation nationale renforce en fait cette caste politico-médiatique au pouvoir, que les partis politiques font écran entre le pouvoir législatif et le citoyen, que la séparation des pouvoirs, fondement de notre République, notamment entre pouvoir législatif et exécutif n'existe plus. Le pouvoir exécutif a toujours l'ascendant et fabrique des lois votées par des députés « godillots » craignant pour leur siège, bien que la plupart des lois appliquées chez nous viennent du pouvoir supranational de l'Union européenne et sont souvent décrétées par des non élus.

Notre pays est devenu une véritable monarchie élective mais où, quelque soit le « roi » élu, rien ne change puisque tous les candidats suivent les mêmes dogmes économiques. Les médias omnipotents n'adoubent que des candidats possédant ces fameux dogmes et les Français dégoûtés et insatisfaits se réfugient ainsi de plus en plus dans l'abstention. D'ores et déjà, si on cumule citoyens non inscrits, vote blanc/nul et abstention des inscrits, la barre des 50% des Français n'exprimant pas de vote est régulièrement atteinte.

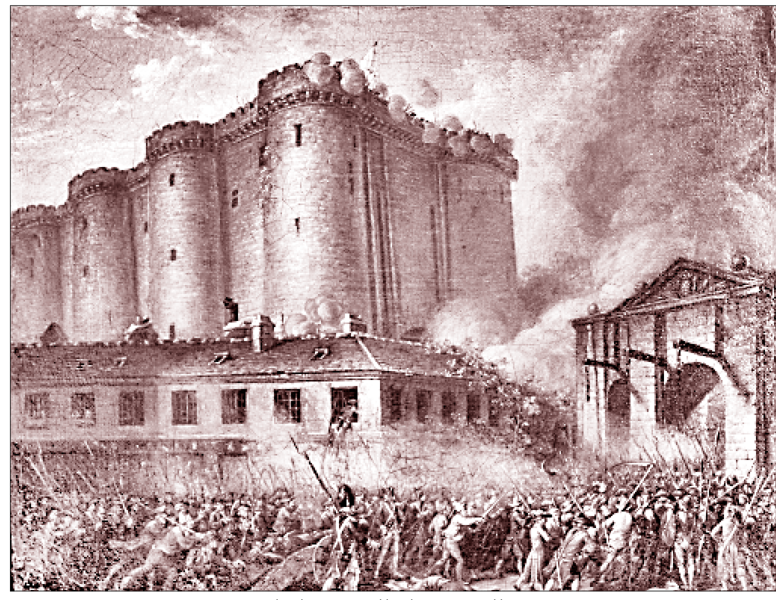
La République ne fonctionne plus, rien ne va. Les Français sont très mécontents de la politique qui est menée, mécontents du fonctionnement des institutions, mécontents de la caste politico-médiatique détenant le pouvoir.

Un récent sondage donne ces chiffres désastreux.

56% des Français craignent le chômage,

61% estiment que la mondialisation est une menace,

65% estiment qu'il faut renforcer le pouvoir de décision de la France,


Prise de la Bastille le 14 juillet 1789

62% estiment que les politiciens sont corrompus,

72% estiment que le système démocratique fonctionne mal,

82 % estiment que les politiciens n'agissent que dans leur propre intérêt,

58% estiment que les médias font mal leur travail,

72% estiment que les journalistes ne parlent pas des vrais problèmes des Français,

73% estiment que les journalistes ne sont pas indépendants.

Comme il n'existe aucune volonté, ni de droite ni de gauche, pour modifier les causes de ce mécontentement, il y a tout lieu de penser que la colère des Français contre les dirigeants, les institutions et les médias ne peut que grandir. La colère et l'indignation, chères à Stéphane Hessel* ne suffisent pourtant pas : il faut, désormais, pour retrouver la voie du progrès économique et social, que les règles changent radicalement. Si les institutions actuelles ne permettent pas de retrouver cette voie de prospérité jadis acquise alors il est du devoir de chaque citoyen de les changer par tous moyens.

Ce changement radical nécessaire sera bien une révolution, une nouvelle Révolution française pour déverrouiller ce qui est bloqué. Si les citoyens français ont pour désir de promouvoir d'autres règles et d'autres institutions plus démocratiquement efficaces, il leur faut analyser correctement ce qui s'oppose à leurs intérêts.

Cette compréhension du monde est loin d'être aisée, tant les médias et les politiciens s'efforcent de brouiller les analyses. Puis, certains – sous couvert d'opposition déclarée au système – cherchent à détourner le peuple sur des voies sans issues ou n'offrant qu'une compréhension partielle du système, n'osant pas ou ne voulant pas aller jusqu'au terme de l'analyse, notamment sur le rôle de l'impérialisme.

Le Réseau Voltaire est aujourd'hui la seule organisation politique en France et dans le monde à présenter une analyse exhaustive de la situation et à désigner clairement la cible pour mobiliser les peuples contre elle. Contrairement à certains qui se prétendent opposés au système, le Réseau Voltaire ne désigne pas des catégories d'individus qui seraient à elles seules responsables des malheurs des peuples ; le Réseau Voltaire désigne un système qu'il combat ainsi que les idées politiques qui le justifient.

Les juifs, les francs-maçons, les musulmans, les noirs, les banquiers, etc. sont tour à tour, et selon différentes organisations politiques, désignés à la vindicte publique, suivant en cela une méthode ancestrale de désignation de boucs émissaires et de division du peuple pour mieux régner. Ces groupes politiques mettant en avant des phobies sont clairement les ennemis de la Nation et ne peuvent prétendre la conduire vers des changement véritables.

Ceci nous rappelle l'avènement du fascisme en Europe après la Révolution bolchevique en Russie, au début du 20ème siècle. Ce fascisme faisait un discours démagogique, antiploutocratie, mais il protégeait en fait le grand capitalisme et, surtout, il s'en prenait aux communistes, aux juifs et aux francs-maçons, afin de canaliser et détourner la colère du peuple sur eux. Le système que le Réseau Voltaire désigne clairement comme étant responsable de nos malheurs est l'impérialisme. Cet impérialisme doit être combattu et abattu si nous, citoyens français, voulons retrouver cette fameuse voie du progrès.

L'impérialisme.

J'ai maintes fois montré dans de nombreux articles ce qu'est, pourquoi il existe et comment il fonctionne. L'invention du terme revient à Lénine. Dans son ouvrage L'impérialisme stade suprême du capitalisme, Lénine nous dit, déjà, en 1916 : *« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »*. Cet impérialisme, ainsi analysé par Lénine il y a presque 100 ans, a évolué depuis pour passer de son stade suprême à son stade ultime. Cette évolution est venue avec la transformation même du capitalisme dont deux natures différentes se partagent la planète.

Capitalisme financier dans la zone OTAN.

Dans les pays sous domination états-unienne, en gros les pays dévolus à la coalition anglo-saxonne en 1945 lors de la rencontre de Yalta, le capitalisme – qui est l'action d'accumuler du capital – ne s'exerce plus avec l'industrie, devenue insuffisamment rentable. Il s'exerce par contre au moyen de la spéculation sur les matières premières, à l'aide de capitaux issus des intérêts des dettes dont sont criblés les peuples, hier riches et prospères de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et du Japon.

Ces peuples les plus riches, mais en voie de paupérisation, sont doublement exploités, d'un côté par le paiement des intérêts de la dette (en France, environ 3 000 € par individu et par an) et de l'autre côté par le renchérissement continu du prix des matières premières parmi lesquelles, au premier chef, le pétrole.

Ce capitalisme prédateur, non industriel, ne créant aucune marchandise, aucune richesse, est organisé selon un axe, la City de Londres et Wall Street à New York, avec un certain nombre d'institutions financières extrêmement opaques dont les banques les plus connues ne représentent que la pointe visible d'un iceberg.

Cette organisation financière est liée étroitement aux Etats anglo-saxons, principalement le Royaume-Uni et les Etats-Unis, Etats qui fournissent la force armée nécessaire à l'imposition de ce système prédateur. Ce système est imposé d'abord aux Etats de l'Europe occidentale, dont évidemment la France, puis au monde.

La France a dû subir continuellement des reculs de souveraineté au bénéfice de l'impérialisme états-unien depuis la fin de la guerre 39-45, reculs qui se sont accélérés depuis 30 ans.

Il faut bien préciser que ce système impérialiste n'épargne nullement les peuples anglo-saxons, qui sont soumis au même régime que les autres peuples dépendants. Ce système correspond à la description qu'en faisait Lénine en 1916, à ceci près qu'il n'existe plus d'impérialismes nationaux comparables à cette époque-là, quand la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis se chamaillaient pour le partage du monde et pour les dépouilles des autres impérialismes, par exemple les impérialismes espagnol, allemand et turc.

L'impérialisme spéculateur mobilisant des capitaux de toutes origines est devenu transnational, bien que la principale force armée qui l'impose soit celle des Etats-Unis.

L'impérialisme est devenu aujourd'hui unique, à domination financière anglaise et à domination militaire états-unienne. L'impérialisme français a disparu et le terme de « France-Afrique », qui revêtait encore une signification dans les années 1960-1970, ne présente plus aujourd'hui de réalité, l'ancienne influence française en Afrique étant en voie de dissolution dans une influence impérialiste « occidentale » à domination états-unienne.

Capitalisme industriel hors de la zone OTAN.

L'autre nature du capitalisme est celle – à présent archaïque – qui procède à l'accumulation du capital par la fabrication de marchandises industrielles, comme cela se faisait jadis en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Ce type de capitalisme s'exerce essentiellement en Asie et en Amérique latine, la puissance capitaliste industrielle la plus importante étant aujourd'hui la Chine communiste.

Pourquoi le capitalisme industriel occidental a-t-il massivement émigré en Chine communiste faisant de ce pays la première puissance industrielle mondiale ?

L'accumulation du capital par l'industrie est frappée d'une dure loi économique, celle de la baisse tendancielle du taux de profit, comme l'a signalé Marx. Par le jeu de la concurrence, la valeur des marchandises diminue tandis que la mécanisation induisant cette baisse de valeur augmente. Il faut donc toujours plus de moyens de production onéreux pour produire des marchandises de moindre valeur. La plus-value gagnée par la marchandise a donc tendance à diminuer jusqu'à tendre vers zéro. Pour retrouver une marge de profit appréciable, les industriels se doivent de rechercher les coûts de main-d'œuvre les plus bas possibles.

Mais les hauts salaires occidentaux et les lois sociales grèvent lourdement cette plus-value industrielle. Les très bas salaires chinois et l'absence de lois sociales due à l'éradication des syndicats ouvriers par le régime stalinien ont été une divine surprise pour les industriels du monde, qui se sont empressés à déplacer leurs usines en Chine « communiste ».

En délocalisant la fabrication de marchandises en Chine et en Asie, les industriels ont apporté à ces pays un savoir-faire qu'ils ne possédaient pas et ont voué leurs propres concitoyens au chômage et à la pauvreté. Force est de constater que l'organisation communiste, stalinienne de l'Etat chinois n'a nullement gêné les investisseurs industriels. Ceci nous montre bien que le capitalisme se soucie peu des idéologies philosophiques et politiques. Chaque investisseur ne prend en compte que ses propres intérêts immédiats et n'a que faire de la nature des systèmes politiques et de ses desseins, avec lesquels il se doit de composer.

D'ailleurs tout dessein politique est incompatible avec la gestion d'une entreprise. L'impérialisme par nature ne peut posséder d'autre volonté que la facilitation de l'exploitation capitaliste. Dans ce sens, il ne peut se soumettre à une quelconque philosophie de type nationale ou religieuse. On en tire également la conclusion que l'impérialisme ne peut en aucun cas former un empire. Un empire est composé d'un Etat despotique justifié par une idéologie nationale impériale et animé par un dessein propre d'extension de son territoire.

L'impérialisme transnational à domination états-unienne n'a jamais pu empêcher quiconque de faire de la Chine communiste la première puissance industrielle mondiale, en dépit de l'opposition politique affichée et bruyante des Etats-Unis au communisme. Cette idéologie officielle états-unienne anticommuniste a pesé de très peu de poids face à l'intérêt suscité par

Suite à la page (16)

L'Instrumentalisation de la pensée révolutionnaire

*Ci-après nous publions en primeur l'**Introduction**, en date du 10 avril 2013, du livre du Professeur émérite Franck Laraque intitulé «L' Instrumentalisation de la pensée révolutionnaire». L'ouvrage sera publié probablement en juin 2013. Il reprend et développe la notion de l'option pacifique révolutionnaire déjà manifeste dans le récit et le roman Gouverneurs de la Rosée de Jacques Roumain, et concrétisée par le regretté bolivarien Hugo Chávez qui l'a encouragée en Bolivie, en Équateur, au Nicaragua. Un livre auquel le public, la jeunesse progressiste en particulier, fera bel accueil.* **[F.L]**

Introduction

L'instrumentalisation de la pensée révolutionnaire ou transformation de la pensée révolutionnaire en révolution, est le thème développé dans les articles et réflexions du présent ouvrage. Une précision s'impose. La révolution peut être violente ou pacifique. Nous optons pour une révolution pacifique inspirée de la réalité de la révolution pacifique d'Hugo Chavez et de l'option de la voie pacifique de Jacques Roumain.

Réalité de la révolution pacifique de Chavez

Avant Chavez, toute réelle révolution se concevait violente. Les plus connues : la révolution américaine (1775), française (1789), haïtienne (1804), russe (1917), chinoise (1949), cubaine (1959) ont utilisé la contre-violence, la force des armes, pour renverser la violence qui opprimait le peuple. La propagande révolutionnaire des apologistes de la ligne dure prônait, à juste titre, que la révolution violente était la seule solution.

Si révolution est : « changement radical dans le gouvernement d'un État et transformation de ses institutions », c'est ce qu'a fait Chavez de façon pacifique durant ses 14 années à la tête de l'État vénézuélien. Sa tentative de prise de pouvoir de 1992 ayant échoué, il a opté à sa sortie de prison de briguer la présidence par la voie pacifique en mobilisant et organisant les masses qui l'ont choisi comme leader. Arrivé au pouvoir en 1999 à la suite d'élections démocratiques avec 56% des votes, Chavez, de 1999 à 2013, a changé complètement la société vénézuélienne par le changement radical du gouvernement de l'État maintenant au service des masses marginalisées et non plus d'une minorité privilégiée alliée aux grandes corporations, et par des transformations institutionnelles fondamentales.

Transformations institutionnelles

Éducation : Accroissement d'enfants scolarisés : 6 millions en 1998, 13 millions en 2011 (enseignement primaire) ; alphabétisés : 1 million 5. Éradication de l'analphabétisme. Taux de scolarité (enseignement secondaire) 53,6% en 2000 ; 73,3% en 2011. Accès aux études universitaires : 895 000 étudiants en 2000, 2,3 millions en 2011.

Santé : Création de 7873 centres de santé. Accroissement du nombre de médecins 40%. Consultations médicales : 534 millions. Nombre de personnes ayant accès aux consultations : 17 millions ; en 1998 : 3 millions. Nombre d'opérations de cataractes et d'autres maladies des yeux : 1,5 millions. Réduction du taux de mortalité infantile : 40%. Accès à l'eau potable : 95% ; 82% en 1999 ; taux de malnutrition 3% en 2012, 21% en 1998 .Le Venezuela est le pays de l' Amérique latine et des Caraïbes où le taux d'éradication de la pauvreté est le plus élevé. Nombre d'enfants récipiendaires de mets gratuits : 5 millions en 2012 ; 250 000 en 1999. Ces progrès en éducation et santé grâce aux échanges entre le Venezuela et Cuba.

Économie : Le Venezuela est le pays de la région avec le moindre taux d'inégalité. Une diminution du taux de pauvreté de 16, 3% et d'extrême pauvreté de 9,6% . La construction de 700 000 maisons depuis 1999. La population aborigène a reçu la remise de plus de un million d'hectares de terre. La réforme agraire a distribué plus de 3 millions d'hectares aux fermiers. La nationalisation de la compagnie PDVSA (Petroleos de Venezuela SA) a donné au Venezuela le regain de sa souveraineté énergétique. La nationalisation des compagnies énergétiques et de communications a octroyé à tous l'accès à ces services. La création de 50 000 coopératives dans tous les secteurs de l'économie. Une chute du taux de chômage de l'ordre de 8,8% et la création de 4 millions d'emplois. La dette publique qui était 45% du GDP (Produit intérieur brut) en 1998, 20% en 2001. Le Venezuela a réglé ses dettes envers le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale et s'est retiré de ces institutions. En 2012, le taux de croissance de l'économie était évalué à 5,5%, l'un des plus élevés du monde. Le revenu par habitant qui était de $ 4 100 en 1999, était de $ 10 810 en 2011. Le Venezuela possède ses propres satellites, a le contrôle absolu de sa technologie spatiale. Tout le territoire est desservi par le réseau de l'internet et de télécommunications. (Référence des statistiques ci-dessus : Salim Lamnari « 50 vérités sur Hugo Chavez et la Révolution Bolivarienne » *Global Research,* mars 09,2013).

Réalité de l'universalisme bolivarien

La réussite là où Bolivar a échoué. Bolivar avec l'assistance de Dessalines à Miranda et de Pétion à Bolivar lui-même a mis fin à l'occupation de plusieurs pays de l'Amérique latine. Il a été néanmoins acculé à renoncer à son rêve de créer la République des États-Unis du Sud. Chavez, mû par la volonté de mettre sur pied ce concept et inspiré de l'humanisme international de Fidel et de Raul Castro, a décidé de partager l'énorme ressource pétrolière du Venezuela non seulement avec les masses vénézuéliennes mais aussi avec celles d'autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Grâce à l'accord petrocaribe 18 pays de la région bénéficient de substantielles subventions : « Les pays bénéficiaires ne règlent qu'entre 5% et 50% de la valeur des importations, avec un délai de grâce de deux ans. Le reste de la facture est payable à vingt-cinq ans, avec un taux d'intérêt de 1%. » (*Le Monde,* 9 mars 2013, citation de Jacques Nesi, *Haïti Liberté,* 13 -20 mars 2013). Une telle politique internationale humanitaire n'est pas restée sans effet. Elle a donné naissance à plusieurs associations remarquables dont la plus importante est la CELAC à Caracas, en 2001. CELAC (Communauté des États Latino-Américains et des Caraïbes est une association parallèle à l'OEA (Organisation des États Américains) sans les États-Unis et le Canada.

CELAC ne tombe donc pas du ciel mais s'enracine dans une « mémoire longue » le « bolivarianisme » auquel Chavez se réfère ainsi que la marque laissée par les différents « Libertadores » de l'Amérique Latine, eux-mêmes enracinés dans de longs cycles de résistance indigène, afrolatinoaméricains comme celui d'Haïti, qui fut la première république libre du continent. (Juan Manuel Kang « Création de la CELAC à Caracas : trois mémoires pour un point de non-retour » de « notre Amérique », email 3 déc. 2011).

Option de la voie pacifique de Roumain

Cette option se manifeste dans son récit *Gouverneurs de la Rosée* (Revue *Regards* août 1938), son roman *Gouverneurs de la Rosée* (Port-au-Prince, Imprimerie de l'État, 1944) et son retour en Haïti, mai 1941). Référence : nos réflexions à ce sujet dans « La Poésie Révolutionnaire dans le Contexte de l'Héritage Jacques Roumain » *Révolte, Subvention et Développement chez Jacques Roumain*, Éditions de l'Université d'État d'Haïti,2009). Dans le récit qui rappelle la guérilla de Charlemagne Péralte et de Benoît Batraville qui ont été assassinés, Jean-Gilles et Mirville, deux paysans combattants d'une guerre de deux ans contre l'occupant américain, sont sortis vivants mais vaincus. Jean-Gilles s'interroge sur la nature de cette guerre :…ce qu'il voulait expliquer, c'était que tué, être tué peut-être, c'était naturel, c'était la guerre, mais la guerre est une catastrophe, une tempête, ça vous arrachait à la terre comme un arbre par les racines : on laisse après soi une plaie béante : c'était un accident en dehors de la vie véritable qui était d'être planté au milieu de son champ, de son jardin de vivres, d'être réglé sur la pluie et le soleil et la nuit, la pluie et la sécheresse. Forcément, quand cela vous est enlevé, c'est la rage, on se défend, pas vrai, on n'est pas bon marché, on a son poids de courage, sa valeur d'homme et la mort pour t'acheter doit y mettre le prix sans marchandage – *mais tout ça c'est le désespoir, c'est pas la vie, et alors qu'est-ce que tu veux, on regrette et on se ronge*. (C'est nous qui soulignons).

Manuel, dans le roman, répond peut-être à cette lancinante question du choix entre le désespoir de la guerre et la vie, si misérable soit-elle, l'occupant américain parti. Le récit ne me semble pas être l'ébauche du roman. Le récit et le roman traitent de la situation (au sens sartrien) des gouverneurs de la rosée dans le même Fonds Rouge mais à des époques différentes. Le récit se passe durant les années de l'occupation des Yankees et la défaite de la guérilla en 1920. Une guérilla imposée aux paysans par les méfaits inacceptables de l'occupant qui a volé leurs terres, assassiné leurs familles et camarades. Une guérilla regrettable, malgré sa nécessité, pour avoir détaché le paysan de sa terre et conduit au désespoir de la défaite. Leur seule lueur d'espoir : le rappel de la vie ante avec le vol des perroquets, la fumée des chaumières, le fumet du repas, l'eau disponible pour l'arrosage des jardins.

Le roman terminé probablement en 1943 et publié en 1944, après la mort de Roumain, expose une situation des gouverneurs de la rosée fort différente. L'occupant a été forcé de quitter le sol haïtien grâce à une politique pacifique combinant grèves et manifestations populaires de rue ainsi qu'à la virulence des critiques américaines et internationales. Les conditions de vie des paysans se sont détériorées. La coupe systématique des arbres a causé la sécheresse et le tarissement des rivières. La querelle meurtrière de partage des terres a divisé les familles en clans ennemis. L'existence s'élimine en poussière qui couvre les anciens jardins de vivres. Voilà le tableau qu'offre Fonds Rouge à Manuel Jan-Josef à son retour, après une absence de 15 ans dans les champs de canne à sucre cubains. Il compte mettre son expérience de coupeur de canne engagé dans la lutte des travailleurs pour la défense de leurs droits économique et la solution de leurs problèmes. Il n'a été le membre d'aucun parti, ni d'aucun groupe de révolutionnaires. Il a appris la force de l'unité des exploités et de la capacité d'une communauté d'améliorer sa situation. Voilà la tâche qu'il assume malgré de grandes difficultés, la première étape fondamentale de tout changement de système. L'amour d'Annaïse, sa collaboratrice, sa découverte de l'eau, le partage de cette source de vie avec les membres de la communauté de nouveau solidaires, la patience et confiance de la vieille Délira transforment la vision de Manuel en réalité. Il confie à son ami Aurélien que la vraie délivrance viendra : « Nous ne savons pas encore que nous sommes une force, une seule force : tous les habitants, tous les nègres des plaines et des mornes réunis. Un jour, quand nous aurons compris cette vérité, nous nous lèverons d'un point à l'autre du pays et nous ferons l'assemblée générale des gouverneurs de la rosée, le grand coumbite des travailleurs de la terre pour défricher la misère et planter la vie nouvelle. »

Le retour de Roumain en Haïti en 1941

L'exil a grandement contribué à la maturité politique de Roumain, rendu à l'évidence que l'exilé est un déraciné, coupé de tout lien avec son pays. Même l'emprisonnement est moins condamnable, car en somme on est encore enraciné dans le territoire national et il n'interdit pas le rayonnement et l'influence du détenu, sauf s'il s'agit d'une dictature infernale. Le gouvernement fait tout pour que l'exilé soit un banni, qui a perdu ses droits de citoyen, dont les écrits ne sont pas lus, dont l'influence littéraire et politique est le passé dans une nation sans mémoire. Roumain ne conçoit pas son existence dans une telle vacuité. Pour participer à un changement il faut être sur le terrain et faire les concessions nécessaires sans renoncer à son objectif. Les élections d'un nouveau chef d'État de la même trempe que Vincent lui offrent cependant l'opportunité d'un retour, c'est-à-dire l'occasion de mettre sur pied des structures permettant la reprise de liens avec la jeunesse, les étudiants qui pendant le mouvement nationaliste pour la désoccupation l'avaient choisi comme président de leurs associations. C'est aussi une période de trêve permettant d'écrire, au sein de sa famille et entouré de ses amis qui sont parmi les plus grands intellectuels de la littérature et de la politique. Un revirement notoire du créateur du parti communiste et opposant fougueux qui de décembre 1928 à juin 1936 a eu quatre séjours en prison, soit un total de 32 mois, et a été expulsé du pays par Vincent, en 1936. La voie d'une politique pacifique a donc été adoptée par Manuel, le héros fictif, et l'écrivain, personnage réel, certes dans des circonstances fort différentes. Le choix de la voie pacifique ne signifie nullement des élections présidentielles truquées et la manipulation des masses pour se faire élire et garder le pouvoir, un procédé qui n'a jamais changé en Haïti.

La révolution pacifique a été encouragée par Hugo Chavez en Bolivie, en Équateur, au Nicaragua. Si Nicolas Maduro n'est pas élu président pour continuer Chavez, les bienfaits de cette révolution au Venezuela et dans ces pays risquent d'être éliminés par le rétablissement du néolibéralisme de gouvernements prédateurs alliés aux corporations locales et étrangères voraces, soumis à la volonté de l'empire.

Suite de la page (8)

a été interrompue brutalement sept (7) mois après par un coup d'Etat perpétré par les partisans de l'ancien régime avec le soutien d'une certaine bourgeoisie et une frange de la communauté internationale. Une fois revenus au pouvoir, les putschistes et leurs acolytes ont réactivé les cellules de corruption, ouvert le pays à toute sortes de contrebande et mis en place une économie criminelle caractérisée foncièrement par le trafic illicite de la drogue. Ceci montre qu'on ne peut pas défaire, en quelque mois, un système que des corrompus invétérés et endurcis ont mis près de trente (30) ans à construire et consolider. Ils ont voulu que le système soit irréversible. Et pour cause, la corruption a atteint son apogée.

Les régimes qui ont succédé démocratiquement à la dictature, ceux ayant été élus au suffrage universel, ont reçu la corruption en héritage. Les gouvernements d'Aristide à son retour en 1994, de René Préval (1996-2000) et Aristide pour son second mandat inachevé (2000-2004) ont fait face à la corruption. De nombreuses personnalités de ces régimes ont été soupçonnées d'implication présumée dans des actes de corruption. Des membres du gouvernement, des fonctionnaires d'organismes déconcentrés de l'Etat, des parlementaires se sont vus accusés de corruption. Sous le second mandat du président Préval, certains hauts fonctionnaires publics et hauts responsables d'entreprises privées, accusés de corruption, ont été emprisonnés. Certains observateurs diront qu'un effort a été entrepris en vue de combattre la corruption. Par contre, d'autres concluront peut-être, qu'il s'agissait de règlement de compte personnel entre certains gros bonnets du pouvoir exécutif et les personnes incriminées.

Haïti charrie une longue histoire d'instabilité politique et sociale caractérisé par des coups d'Etat et/ou d'élections contestées. Un pays instable représente toujours un terrain propice pour l'émergence de toutes sortes de phénomène qui ne disent pas leurs noms. Du nombre de ces phénomènes figurent l'accélération du trafic de la drogue et la corruption. L'argent provenant du trafic de la drogue et la corruption a, dans certains cas, servi à financer la campagne électorale. Quand des élus sont étroitement liés au secteur mafieux, on ne peut rien espérer que la perpétuation de la corruption. Autant dire qu'une économie criminelle parallèle se met en place dans le pays et menaçant gravement les fondements moraux de la société. La démocratie et l'Etat de droit sont donc en péril quand ce sont les corrompus et les dealers de drogue qui ont la voix au chapitre. Certains briguent des postes électifs pour mieux se protéger et jouir de l'impunité au nom de l'immunité. C'est ce pays que l'on présente comme étant ouvert aux affaires.

Depuis l'arrivée au pouvoir du régime « Tèt Kalé », crâne rasé en français, les accusations et dénonciations de corruption s'accumulent. Des scandales de corruption éclaboussent la famille présidentielle. La première dame et le fils ainé du président font l'objet de plaintes pour implication présumée dans de vastes opérations de détournements de fonds publics. Le 24 janvier 2012 et le 15 juin 2012 par arrêté présidentiel, le chef de l'Etat a créé deux commissions, respectivement la Commission nationale de lutte contre la faim et la malnutrition (Colfam) et la Commission d'Appui à la Coordination des Infrastructures de Sport et d'Accompagnement de la Jeunesse Haïtienne (Cacisajh). Les deux commissions sont dirigées respectivement par la première dame de la République Sophia Martelly et son fils Olivier Martelly. Cette affaire a fait grand bruit ; au point que les citoyens Newton Louis Saint-Juste et André Michel, tous deux avocats, ont sommé le président de faire le retrait de ces arrêtés (Alter-Presse, Septembre 2012). Au mois de juillet 2012, le fils du président a admis dans les médias, qu'il dispose d'une enveloppe de 5 millions de dollars américains pour construire des infrastructures sportives à travers le pays. Depuis quand être fils du président autorisait un individu à disposer de fonds publics pour réaliser des « projets sociaux » ? Pourquoi a-t-on un ministère des sports s'il ne peut pas s'occuper de la construction des infrastructures sportives dans le pays. Jusqu'ici, cette affaire n'a pas été élucidée.

Les accusations de corruption contre le régime en place sont multiples. Elles [viennent] de la rue, d'opposants politiques, d'organismes nationaux internationaux et d'anciens collaborateurs. Un ancien conseiller du président Martelly, Emmanuel Charlemagne, dit Manno, a été le premier à claquer la porte pour protester contre la corruption qui gangrène l'administration Tèt Kale. Dans son dernier rapport rendu public le 24 Mai 2012, le Département d'Etat dénonce la persistance de la corruption dans les différents organes du pouvoir, l'implication de policiers et magistrats dans de graves violations des droits de la personne comme des exécutions extrajudiciaires, la surpopulation carcérale dans des prisons insalubres tout en relevant des violences au sein de la population. En fait chaque année Haïti se trouve au banc des accusés dans les rapports des instances internationales sur la corruption et le respect des droits humains. La corruption au sein de la Police Nationale, des institutions judiciaires et politiques continue de représenter une menace pour le respect des droits humains en Haïti, a souligné le rapport 2011 du Département d'Etat Américain. De même sous la présidence de René Préval, le rapport du Département d'Etat Américain pour l'année 2010 a été tout aussi accablant.

La série des dénonciations et d'accusations de corruption se poursuit contre le pouvoir en place. La plus récente dénonciation vient de l'ancien conseiller et cousin du président, Richard Morse qui a fait des révélations graves sur des cas de corruption sévissant au palais national. En effet, il a déclaré à Catherine Porter du Toronto Star, un journal en ligne canadien, « Je suis parti à cause de la corruption au palais et le sabotage d'infrastructure.» Richard Morse, selon l'article, dit avoir des évidences sur des travailleurs qui obstruent des canaux de drainage avant la saison des pluies. Cela a provoqué des inondations. « Quand j'ai alerté le ministre, rien n'a été fait », a dit Richard Morse au Toronto Star. « Si vous créez des désastres, c'est seulement pour l'argent de l'aide », a-t-il ajouté, assurant aussi, d'après le Toronto Star, avoir vu des faux chèques et des gens payés alors qu'ils ne travaillaient plus au palais. Morse confie avoir agité la question, mais rien n'a été fait. « Au lieu de combattre la corruption, j'ai senti qu'on l'embrassait », a confié RAM au Toronto Star (extrait de l'article repris par le Nouvelliste). L'article du Toronto Star est paru le 15 Avril dernier.

En réaction aux révélations de Mr. Morse, le Premier ministre Laurent Salvador Lamothe, au lieu de réfuter les déclarations de Richard Morse, a indiqué de

Suite à la page (19)

La responsable des malheurs du monde : ...

Suite de la page (12)
fonction de la puissance des forces politiques s'affrontant dans la lutte des classes.

Le grand capitalisme hait particulièrement le libéralisme il préfère monopoles et étatisation.

- 2.3. ... par l'emploi d'une main d'œuvre acceptant des salaires moindres

Tout d'abord Marx n'avait pas prévu l'ampleur des luttes sociales qui sont menées dès la fin du 19ème siècle avec l'émergence des syndicats ouvriers. Ceux-ci parvinrent à obtenir satisfaction sur nombre de revendications, à obtenir le décret de lois sociales avec des salaires minimums, des congés payés, la sécurité sociale et autres. Ces luttes et ces lois permirent l'augmentation des salaires et des niveaux de vie et, en corollaire, l'émergence de nouveaux marchés de consommation.

Cela fut une formidable opportunité pour le mode de production capitaliste durant tout le 20ème siècle car les marchés furent en constante augmentation et permirent de palier les tendances néfastes en germe dans l'« end bottom line ».

Seulement voilà : cette fameuse « end bottom line » conserve sa logique propre, qui est, pour chaque entreprise, de diminuer la masse salariale. Ne pouvant employer des salariés payés en dessous d'une limite fixée par la loi, toute entreprise rivée à sa « end bottom line » est amenée, dès que l'opportunité lui en est donnée, à délocaliser sa production là où les salaires sont bien plus bas et attractifs.

La dérégulation mondiale, un des aspects de la mondialisation, va changer la donne en permettant aux entreprises qui en ont les moyens de délocaliser.

Chaque entreprise ne peut considérer individuellement l'intérêt général, y compris pour son propre intérêt social, ce qui devrait logiquement la conduire à conserver un niveau d'emploi et de salaire élevé afin de maintenir des marchés.

Si « Intérêt général » n'est pas un poste dans un bilan, « masse salariale » figure au premier plan dans la colonne passif. Chaque entreprise va travailler à diminuer l'importance de ce poste en délocalisant et en important massivement une main d'œuvre étrangère pouvant accepter de très bas planchers de salaires quand cette délocalisation est impossible comme dans les travaux publics.

Les délocalisations massives d'entreprises occidentales en Chine attirées par les bas salaires et accompagnées de monumentaux investissements ont fait de ce pays qualifié de « communiste » la première puissance industrielle du globe. Le « manager » d'une entreprise ne dirige jamais en fonction d'une idéologie politique, encore moins d'une religion, celles-ci ne figurant pas dans la colonne passif ou actif du bilan.

Ce faisant, cette fameuse « end bottom line » contribue à scier la branche sur laquelle chaque entreprise est assise avec les peuples ou elle opère.

Les conquêtes sociales avec l'existence d'un puissant Parti Communiste ont préparé l'avènement des 30 glorieuses en augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs avec en conséquence la promotion d'un capitalisme industriel devenu florissant.

- 2.4. ... par l'abaissement du coût des matières premières

La recherche du coût le plus bas pour les matières premières a poussé un certain nombre d'entrepreneurs à s'aventurer hors des frontières nationales afin de s'accaparer les richesses de régions transformées en « colonies » et, par la suite, tenter de vendre aux habitants de ces régions, cher, les produits manufacturés avec ces mêmes matières premières.

Par exemple les Britanniques exploitaient le coton produit par l'Inde le transformait en tissus sur leur territoire et le revendait aux Indiens, c'est la raison pour laquelle Gandhi avait toujours un rouet et passait son temps à filer le coton pour protester contre ce type d'exploitation impérialiste des britanniques.

Le colonialisme et les prémisses de l'impérialisme sont nés dès le 17ème siècle avec l'émergence des fameuses Compagnies des Indes de pays occidentaux. Cette action coloniale ne pouvait se réaliser sans la puissance régalienne des États, notamment des forces militaires, une alliance intérêts privés moyens/publics a été alors scellée très tôt. À cette alliance colonialiste se sont greffés des moyens financiers privés bancaires afin de lever les importants capitaux nécessaires à l'exploitation et la vente sur les marchés occidentaux des matières premières.

- 2.5. ... par l'abandon de l'industrie et la financiarisation du capitalisme

L'exploitation des matières premières, appelées « commodities », et leur vente sur des marchés boursiers occidentaux avec fluctuation des cours en fonction de l'offre et de la demande a demandé la levée d'importants capitaux rapidement devenus spéculatifs. En effet il convenait souvent de surseoir à la vente d'une cargaison par exemple de coton, en attendant que les prix montent. Il fallait donc pour les capitalistes disposer d'importants moyens financiers pour attendre le meilleur prix de vente et faire des bénéfices d'autant plus importants que la cargaison ou le stock était volumineux et la mise de fond importante.

Ainsi naquit la spéculation haussière sur les matières premières, mode d'accumulation du capital qui a pris de l'importance au cours des 18 et 19ème siècle et qui, nous le voyons maintenant, est devenue la principale source d'accumulation du capital dans les pays occidentaux.

Aujourd'hui cette spéculation haussière se traite en salles dites de marché ou « platforms » qui ne voient jamais la moindre marchandise, et dans lesquelles tout se traite électroniquement à la vitesse électronique : des robots informatiques achètent et vendent, contribuant à une hausse incessante des prix.

On voit maintenant que la hausse incessante du coût des matières premières par spéculation haussière alourdit finalement la colonne passif des bilans au lieu de l'alléger et rend la fabrication de marchandises encore moins intéressante pour accumuler du capital. On peut constater maintenant : L'accumulation de capital, de nos jours, par la production de marchandises manufacturées est, dans les pays occidentaux, largement grevée par les hauts salaires et les lois sociales. Le taux de profit y est devenu trop faible, la tendance décrite par Marx arrive vers zéro.

L'industrie ayant fait jadis la prospérité des pays de l'Europe occidentale et des USA quitte ces pays pour l'Extrême-Orient et surtout la Chine qui offre des bas salaires, peu de lois sociales et une main d'œuvre docile à l'exploitation.

En conséquence les populations des pays occidentaux s'appauvrissent, et la paupérisation de ces populations décrite par Marx, un moment interrompue, reprend avec, en corollaire, la diminution du marché représenté par ces pays.

Les lois tendancielles affectant la production de marchandises décrites par Marx vont s'appliquer à la Chine de la même manière.

Spéculation haussière

La spéculation haussière sur le coût des matières premières est devenue la principale source d'accumulation du capital. Les investissements quittent l'industrie manufacturière dans les pays occidentaux pour les « merchant account » des salles de marchés.

Le rendement d'un « merchant account » d'une « platform » peut être de 10 % par mois ; on est très loin de l'industrie où les bonnes performances se situent aux alentours de 5 % par an.

Cependant, la spéculation toujours haussière sur le coût des matières premières n'est pas simple à organiser. La loi de l'offre et de la demande est insuffisante pour générer les immenses profits actuels.

On comprend que pour organiser cette hausse continuelle il faut plus acheter que vendre ; en conséquence la disponibilité de matières premières réelles ne suffit pas ; il devient nécessaire de fabriquer des matières premières virtuelles, ou matières « premières papier » possédant la même valeur reconnue que les véritables. On arrive à cette situation où le volume des matières premières traitées en salle de marché est largement supérieur aux stocks réels disponibles

Cette spéculation demande la disponibilité de capitaux toujours plus importants. Le volume de ces capitaux nécessaires dépasse le volume de la création monétaire habituelle traditionnellement gagée sur l'or. À partir des accords de Bretton Wood en 1945 toutes les monnaies ont été gagées sur le dollar ; seule la réserve fédérale US possédait en effet le stock d'or nécessaire pour gager sa monnaie.

Le dollar des USA est devenu, en conséquence des accords de Bretton Wood, la seule monnaie utilisée en spéculation haussière sur les matières premières, donc la seule monnaie bénéficiaire de cette spéculation, ce qui la maintient à un niveau élevé.

Il a fallu drainer vers le dollar et les salles de marché de grandes quantités de capitaux ; cela a été accompli avec l'organisation de l'endettement des riches pays occidentaux solvables et ceux de l'OCDE comme le Japon. En Europe, l'organisation de l'endettement est dévolue à l'Union Européenne et à sa monnaie unique privatisée l'Euro [3].

Les transactions bancaires d'achat et de vente de pétrole en dollar représentent à elles seules la moitié des transferts de capitaux.

La génération de gros profit par spéculation haussière sur les matières premières nécessite d'acheter ces produits aux prix les plus bas possibles même quand les cours sont élevés. Les matières premières ne s'achètent jamais au cours du jour aux producteurs,

Suite à la page (16)

Suite de la page (11)

coupables et de leurs chefs, pour crimes de guerre. En Irak, le Président George W. Bush a salué le procès et l'exécution du dictateur irakien Saddam Hussein, coupable d'assassinats politiques.

Même Rios Montt, âgé de 86 ans, après avoir pendant des années échappé à la justice, a finalement été inculpé au Guatemala en 2012 pour génocide et crimes contre l'humanité. Au cours du premier mois de son procès, on a entendu des témoignages oculaires sur les atrocités commises par l'armée guatémaltèque et la complicité de Ronald Reagan.

Lundi, le New York Times a publié certains de ces témoignages, mais – comme pratiquement toujours dans ce cas – le quotidien a omis de mentionner le rôle de Reagan et de son gouvernement. Mais ce que le Times n'omet pas, fait dresser les cheveux sur la tête, dont des témoignages de ceux, enfants à l'époque, qui ont réussi à s'enfuir dans les montagnes et les forêts pour échapper aux assassins : « Pedro Chavez Brito a raconté à la Cour qu'il avait six ou sept ans lorsque les soldats ont tué sa mère. Il s'était caché dans le poulailler avec sa sœur aînée et son nouveau-né, et son frère cadet, mais les soldats les ont découverts et les ont traînés dehors et les ont obligés à rentrer dans la maison qu'ils ont ensuite incendiée. »

« M. Chavez a dit qu'il est le seul à avoir réussi à s'échapper. « Je me suis glissé sous un gros tronc d'arbre, j'étais comme un animal, » a raconté M. Chavez. « Au bout de huit jours, je suis parti vivre dans les montagnes. Il n'y avait que des racines et de l'herbe à manger. »

Les avocats de Rios Montt et de son co-accusé, l'ancien chef des services de renseignement José Mauricio Rodríguez Sánchez, insistent qu'aucun des deux n'avait ordonné de massacres et qu'il s'agissait d'initiatives isolées prises sur le terrain par des commandants zélés.

Cependant, le Times écrit que « des témoins ont déclaré que les militaires considéraient les civils Ixils, y compris les enfants, comme des cibles légitimes. « l'objectif de l'armée avec les enfants était d'éliminer les graines d'une future guérilla, » a témoigné Marco Tulio Alvarez, ancien directeur des Archives pour la Paix au Guatemala. « Ils les utilisaient pour obtenir des informations et pour attirer les parents dans les centres militaires où ils étaient ensuite arrêtés. » »

« Lors d'une étude de 420 cadavres exhumés dans la région Ixil et présumés datant de la période de Rios Montt, les experts ont découvert que près de 36 % des tués avaient moins de 18 ans, dont certains nouveaux-nés. »

« Jacinto Lupamac Gomez a raconté qu'il avait huit ans lorsque les soldats ont tué ses parents et ses frères et sœurs aînés. Ils l'ont ensuite emporté avec ses deux frères cadets dans un hélicoptère. Comme certains des enfants qui ont eu la vie épargnée, ils ont été adoptés par des familles hispanophones et ont oublié la langue Ixil. »

Si une certaine justice est encore envisageable au Guatemala, il n'y a aucune indication que les Etats-Unis cherchent à faire rendre des comptes à ceux du gouvernement Reagan qui ont fourni assistance à ce génocide moderne ou qui ont aidé à cacher les atrocités commises.

Les médias n'ont accordé aucune attention aux nouveaux documents qui révèlent que le gouvernement Reagan a donné le feu vert au massacre de Guatémaltèques considérés comme faisant partie des « réseaux civils de soutien » aux guérillas mayas qui opposaient une résistance à la répression de l'extrême-droite.

Ronald Reagan, l'officiel US le plus coupable d'aide et d'assistance au génocide guatémaltèque, demeure un héros aux yeux d'une majorité d'Américains, et l'aéroport national de Washington et d'autres sites officiels du gouvernement portent son nom. Apparemment, ni les officiels américains ni le public américain ne souhaitent ternir le souvenir d'une période heureuse.

Consortium News April 16, 2013
LGS 20 avril 2013

Les voies d'une nouvelle...

Suite de la page (13)
les très bas salaires.

L'impérialisme : État, idéologie et contradictions.
L'impérialisme financier prédateur de matières premières a bien entendu besoin d'une force militaire pour imposer sa loi, la dette obligatoire, la libre circulation des capitaux et des hommes à exploiter. Il a donc besoin d'un Etat puissant. L'idée que l'impérialisme serait libéral et opposé à l'Etat est l'idée la plus fausse émise par ceux qui se prétendent opposés au système.

Mais cet impérialisme a aussi besoin de dérégulation et il lui faut donc briser la résistance des peuples et des Etats-nations qui, avec leurs différentes lois, lui compliquent la tâche et minimisent ses profits. En effet, pour exploiter au mieux les matières premières, il convient que l'Etat où se déroule cette exploitation soit inexistant ou faible car, dans ce cas, les redevances à accorder sont minimes. La meilleure solution pour cet impérialisme est donc l'absence totale de structures étatiques dans des zones où l'anarchie règne sous la coupe de mafias, comme dans l'Est congolais, le Kivu. Cette région est riche en minerai de coltan, un mélange de cobalt et de tantale très utilisé dans l'industrie électronique. Et le coltan y est exploité par des mercenaires à la solde du Rwanda voisin, maintenant sous la coupe de l'impérialisme anglo-saxon, lesquels ne rétrocèdent rien à l'Etat congolais.

L'Etat puissant de l'impérialisme va donc essayer de briser les Etats-nations historiques légaux existants afin d'imposer d'autres formes étatiques tyranniques, qui peuvent être supranationales – comme l'Union européenne – ou ethnico-religieuses – comme dans le monde arabo-musulman.

Si le capitalisme n'a aucunement besoin d'idéologie, l'Etat impérialiste états-unien va promouvoir et instrumenter un certain nombre d'idéologies, souvent contradictoires, en fonction de ses besoins locaux, pour briser les nations légales et les remplacer par de fausses nations ethniques.

L'Etat impérialiste états-unien peut autant promouvoir des idéologies de destruction morale et nationale, rôle dévolu par exemple à l'Open Society de Georges Soros, que promouvoir un ordre moral stricte, comme un islam radical mais antinational, par l'intermédiaire de ses « amis » de l'Arabie saoudite et du Qatar qui font la promotion du salafisme et du djihadisme terroriste pour déstabiliser et renverser les derniers régimes arabes nationaux.

Si l'impérialisme ne peut mettre en œuvre de véritables desseins politiques, contrairement à ce que ferait un empire, il entretient de nombreux « think tank » qui vont tenter, en accaparant l'Etat, de promouvoir telle ou telle politique ou idéologie. Ainsi les néoconservateurs ont détenu le pouvoir aux Etats-Unis durant les deux mandats de Georges W. Bush et aussi pendant le premier mandat de Barack Obama. La politique de guerre généralisée promue en 2000 par le « think tank » Project For à New American Century a été un échec cuisant. Une nouvelle politique promue par le deuxième mandat d'Obama semble vouloir prendre le contre-pied de la politique néoconservatrice.

L'observation attentive de la politique états-unienne nous permet de percevoir en elle nombre de tiraillements et de contradictions reflétant des divergences d'intérêts entre différents groupes, qui se chamaillent entre eux pour s'emparer de l'Etat avec l'utilisation de ses moyens.

Il existe deux groupes principaux aux Etats-Unis. Un groupe dit militaro-industriel, dénoncé en son temps par Eisenhower. Ce groupe est particulièrement lié aux néoconservateurs et pense que la guerre est le levier le plus propre à conforter ses intérêts. L'autre groupe, militaro-financier, pense quant à lui qu'il est préférable d'exploiter les peuples en les plongeant dans le chaos sans forcément aller jusqu'à la guerre totale : ce groupe est plus représentatif de l'axe City-Wall Street et des bailleurs de fonds d'Obama ; il détient actuellement le pouvoir aux Etats-Unis.

L'Europe et la France.
Nous comprenons bien qu'Européens et Français sont soumis à cette évolution tragique de mondialisation et de financiarisation du capitalisme mué en impérialisme d'origine états-unienne. Les industries sont délocalisées vers des pays où les salaires sont bas et les lois sociales inexistantes, le prix des matières premières nécessaires à la vie courante – comme les carburants – augmente sans cesse par l'effet de la spéculation tandis que le paiement de l'intérêt d'une dette inique grève le budget de chacun.

Pour les Français – et les Occidentaux en général – il y a de moins en moins de travail et de plus en plus de taxes et d'impôts, avec un coût de la vie en constante augmentation.

Face au mécontentement grandissant des peuples, de puissantes barrières ont été érigées pour empêcher que ce mécontentement ne se transforme en changements politiques radicaux.

La République française a été vidée de son contenu, la démocratie est devenue inexistante. Politiciens et médias forment maintenant un groupe cohérent, une aristocratie chargée de faire écran entre le peuple et l'impérialisme en désinformant la population ou en la conduisant sur de mauvaises voies, sans issues.

Les institutions françaises de la Cinquième République, taillées sur mesure pour le général de Gaulle, qui en fit bon usage, sont devenues particulièrement iniques dans des mains malveillantes. Ces institutions favorisent le rassemblement autour de deux grands partis politiques, qui sont en fait d'accord sur l'essentiel, tandis que les autres partis se trouvent dans l'obligation de se soumettre aux deux premiers pour obtenir des désistements au deuxième tour des élections et avoir un minimum de députés, ainsi que les revenus qui vont avec.

Les partis politiques sont devenus de fait des affaires commerciales juteuses, au frais des contribuables, ainsi que des cibles de corruption de la part de l'impérialisme. Nous voyons que tous les partis politiques, de droite comme de gauche, ainsi que tous les médias partagent un avis favorable à cet impérialisme et le soutiennent dans ses guerres. C'est le cas, par exemple, des deux dernières guerres déclenchées contre la Libye et contre la Syrie, pour ne citer que les plus récentes.

Ces partis soutiennent quasi unanimement aussi le même avis sur la nécessité de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN, autant d'instruments du pouvoir impérialiste états-unien sur les nations européennes.

La société française se trouve complètement bloquée. Nul espoir de changement ne se fait jour dans le cadre des institutions actuelles. Le rejet de la caste politico-médiatique grandit chez les Français, rejet d'autant plus vif que cette caste va sans cesse plus loin dans sa politique, à la fois de mensonge médiatique et de soumission total à l'impérialisme. Seule une révolution pourra redonner le pouvoir au peuple français et le conduire à nouveau dans la voie du progrès social et économique.

Une révolution pour atteindre quels objectifs ?
L'objectif est, en premier lieu, de recouvrer l'indépendance nationale afin que le peuple français puisse décider en toute liberté du chemin qu'il désire suivre. A cet effet, la première chose à entreprendre est la sortie de l'OTAN, de l'Union européenne et de la zone euro. Puis, il s'agit de remettre en place de véritables institutions républicaines. Pour ceci, il faut une Assemblée constituante représentant non pas les partis politiques mais les Français directement. Il faut donc adopter un mode de scrutin qui le permette. Un scrutin de listes régionales, à la proportionnelle, à un seul tour, afin d'éviter les « combinazione » entre gredins politiques au deuxième tour, serait plus efficace pour la démocratie que le système actuel.

Dans une révolution, dans la paix ou la violence, quel rôle pour l'armée française ? Aujourd'hui, rien ne pourrait se réaliser démocratiquement sans qu'un référendum ne soit organisé pour demander aux Français s'ils désirent se doter d'autres institutions. Dans ce cas, il serait juste et nécessaire que tout un chacun puisse avoir accès aux médias sans que ceux-ci ne soient monopolisés, comme d'habitude, par les grands partis au service de l'impérialisme.

Est-il sensé de penser que le pouvoir actuel, soumis à cet impérialisme, puisse organiser un tel référendum et amorcer ainsi des changements fondamentaux ? Il paraît difficile de le croire. Alors... ?

L'armée est, ou plutôt devrait être, la garante de l'indépendance nationale, rôle qu'elle ne peut plus jouer actuellement dans la mesure où son commandement est intégré dans l'OTAN et elle se trouve de fait sous commandement étasunien. Une Nation sans armée jouant son rôle de défenseur de cette nation ne peut absolument pas survivre.

Nous avons sous les yeux l'exemple de la Syrie. Ce pays gravement agressé par l'impérialisme arrive à résister grâce à la vaillance de son armée ; celle-ci est une armée de conscription, c'est à dire qu'il s'agit du peuple en armes.

Concernant la France, l'impérialisme et ses représentants politiques sur notre sol ont bien pris soin de réduire l'armée française à une portion congrue, tout juste utile pour servir de supplétive aux actions coloniales des Etats-Unis.

Dernièrement, un groupe de jeunes officiers du mouvement Marc Bloch a publié un manifeste protestant contre le déclin en moyens de l'armée française. On comprend la lucidité et l'inquiétude de ce groupe car pour dominer une nation, il convient d'abord d'affaiblir son armée. Le général de Gaulle avait bien vu qu'une nation voulant conserver son indépendance devait pouvoir s'en donner les moyens, à la fois militaires et en industrie de défense ; il avait donc doté la France de ces moyens. Après sa mort, l'industrie de défense française, fleuron de technologies, fut rapidement bradée à l'étranger ; la conscription obligatoire, cœur de la défense du territoire et creuset de l'identité nationale, fut abandonnée. L'armée française, sous-équipée, manquant d'effectifs, aurait bien du mal aujourd'hui à repousser une agression étrangère.

Or, il faut bien comprendre que toute volonté d'indépendance du peuple français serait rapidement contrée par l'impérialisme, qui ne pourrait accepter cette défection sans réagir. C'est une évidence.

L'impérialisme réagirait alors avec tous les moyens dont il dispose. Et nous avons sous les yeux maints exemples de ce dont il est capable pour briser la volonté d'indépendance des peuples. L'impérialisme agit par la guerre ouverte, directement ou indirectement – comme il l'a fait contre la Libye ou contre la Syrie –, ou par la subversion, en finançant des groupes antinationaux – comme il le fait en Russie, en Iran, en Chine ou au Venezuela.

Toute volonté de changement démocratique en France, pour rétablir l'indépendance nationale, se retrouvera fatalement en confrontation avec l'impérialisme. Et, dans ce cas, notre armée et notre police seront nos meilleurs recours.

Notre armée doit maintenant prendre ses responsabilités, dans les traditions républicaines et de résistance de notre peuple face à l'envahisseur, en

Suite de la page (15)

mais avec un discount sur ce cours. Il est donc nécessaire pour les compagnies occidentales notamment pétrolières que ce discount soit le plus important possible, il est donc nécessaire de faire pression sur les nations productrices voire d'en prendre le contrôle pour minimiser voire supprimer les redevances qui leur sont dues.

C'est ce qui conduit le grand capitalisme financier à supporter les idéologies malthusiennes de décroissance car selon lui : « La finance est l'industrie de demain car elle n'utilise pas de ressources naturelles de manière intensive », telle est l'utopie évoquée par M. Bryan Scott-Quinn responsable du programme d'étude bancaire britannique [4].

Conclusion
On voit à quoi conduit la logique intrinsèque de la « end bottom line ».
- 1. À l'abandon de la marchandise comme moyen d'accumulation du capital.
- 2. À laisser produire des marchandises de faible valeur à des nations où le niveau de vie des producteurs est faible (Chine).
- 3. À reporter l'accumulation du capital sur ce qui est rentable encore, la spéculation haussière sur les matières premières.

Les profits des négociants de matières premières dépassent ceux des banques

En conséquence.
- 1. Les nations occidentales s'appauvrissent rapidement et le marché qu'elles représentent va s'éteindre.
- 2. Le coût des matières premières ne cesse d'augmenter accélérant le processus néfaste de baisse du taux de profit et donc de la paupérisation.
- 3. La hausse continuelle des matières premières conduit à une inflation du montant des capitaux virtuels non gagés sur une richesse quelconque et au gonflement d'une bulle financière qui ne pourra qu'éclater comme cela s'est déjà produit en 2008, mais ce n'était là qu'un avertissement.
- 4. Une petite oligarchie anglo-saxonne disposant seule du dollar, des salles de marché et des banques est devenue la seule bénéficiaire du nouveau système d'accumulation du capital par spéculation haussière.
- 5. En disposant des moyens régaliens des USA, cette oligarchie financière est conduite à imposer sa volonté aux États, quitte à recourir à la plus extrême violence, en accélérant leur exploitation, soit par la dette pour les pays occidentaux encore riches, soit par la prédation sur les matières premières pour les pays producteurs dits « en voie de développement ».

Ainsi fonctionne l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.
Ceux qui pensent voir dans ce système une quelconque communauté ou un quelconque complot ne servent qu'à détourner l'attention des peuples des véritables problèmes et d'empêcher de les résoudre comme ce fut le cas après la révolution bolchevique en Russie avec l'avènement du fascisme.

Le capitalisme en tant que mode de production est-il amendable ?
Ce système en crise grave aujourd'hui a pourtant permis un formidable essor des forces productives et des niveaux de vie par la multiplication des initiatives, alors que le socialisme soviétique peinait à susciter ce développement. Le système capitaliste en fut capable quand il était encore sous le contrôle de chaque nation et de ses lois qui le contraignaient dans ses aspects positifs et bridaient ses aspects destructeurs.

Cette dérégulation par l'affaissement des nations favorisées par les campagnes médiatiques et les politiciens corrompus a brutalement accéléré la dégénérescence du système principalement à partir des années 80.

Il ne peut y avoir de solution sans commencer par rétablir des lois nationales et des frontières afin de favoriser la production nationale pour la consommation nationale, sans que soit aussi respecté le droit international qui interdit l'ingérence.

Il est devenu nécessaire maintenant d'exiger le rétablissement d'une république véritable où le peuple exercerait réellement la souveraineté afin que l'initiative économique reste au service de la nation.

Une nouvelle révolution française s'avère donc nécessaire.

Notes

[1] « Les voies d'une nouvelle Révolution française », par Alain Benajam, Réseau Voltaire, 16 mars 2013.

[2] La « end bottom line », c'est-à-dire, la dernière ligne du bas.

[3] Lire à ce propos « L'arnaque de la dette et l'escroquerie politicienne », par Alain Benajam, 22 mai 2012.

[4] Cité par Le Monde, le 10 juin 2009.

Réseau Voltaire 21 avril 2013

Nicolas Maduro solennellement investi président du Venezuela



Nicolas Maduro a été investi vendredi 19 avril comme nouveau président du Venezuela, l'écharpe présidentielle lui a été remise par le président de l'Assemblée, Diosdado Cabello, et l'une des filles de M. Chavez, Maria Gabriela

Devant l'Assemblée nationale à Caracas vendredi, Nicolas Maduro a été investi nouveau président du Venezuela pour six ans à la suite de son élection dimanche comme successeur du défunt Hugo Chavez.

Nicolas Maduro a été investi vendredi comme nouveau président du Venezuela, après avoir prêté serment devant l'Assemblée nationale à Caracas. Il succède au défunt dirigeant socialiste Hugo Chavez disparu début mars. « Je jure de respecter la Constitution au nom du peuple vénézuélien. Je jure au nom de la mémoire éternelle du "Comandante suprême », a déclaré Nicolas Maduro, élu pour un mandat de six ans.



Au cours de l'investiture, un homme vêtu de rouge, la couleur des fidèles du chavisme, a réussi à tromper la sécurité et a même bousculé le président vénézuélien Nicolas Maduro et interrompu son discours.

Appel au dialogue

M. Maduro, dont l'écharpe présidentielle lui a été remise par le président de l'Assemblée, Diosdado Cabello, et l'une des filles de M. Chavez, Maria Gabriela, a également juré de « construire une patrie indépendante et juste pour tous et toutes ». Le président du Venezuela Nicolas Maduro a appelé vendredi les responsables de l'opposition à ouvrir un dialogue, lors de son discours d'investiture, à la suite de la violente crise politique qui a secoué le pays après son élection.

Signes de mécontentement

Nicolas Maduro, 50 ans, a été élu dimanche avec 50,8% des suffrages, contre 49% au candidat de l'opposition, le gouverneur Henrique Capriles, qui conteste le résultat et dénonce des « irrégularités ».

Au cours de la cérémonie d'investiture du nouveau président, des concerts de casseroles ont résonné dans plusieurs quartiers de la capitale, en signe de mécontentement. En réponse, le gouvernement a lancé des feux d'artifice. A la demande du candidat de l'opposition, le Conseil national électoral (CNE) a annoncé vendredi qu'il procédera à un audit des urnes de l'élection.

Par ailleurs, au cours de l'investiture, un homme vêtu de rouge, la couleur des fidèles du chavisme, a réussi à tromper la sécurité et a même bousculé le président vénézuélien Nicolas Maduro et interrompu son discours. Comment cet intrus a-t-il pu tromper la sécurité du président pour s'emparer du micro ? « La sécurité a totalement failli, on aurait pu me tirer dessus » a pour sa part exclamé Nicolas Maduro, en reprenant son discours. "Incident clos", a-t-il ajouté, en précisant qu'il s'entretiendrait ultérieurement avec le jeune homme qui "a mal agi".

Horacio Cartes nouveau président du Paraguay!

Au Paraguay, retour de la droite héritière de la dictature après le putsch de 2012 : où sont les médias champions de la démocratie ?

Deux poids, deux mesures pour les médias dominants. Une campagne contre le Venezuela du « dictateur » démocratiquement élu Chavez, d'un président Maduro chahuté par une droite putschiste, et silence de plomb sur les événements au Paraguay depuis deux ans. Les élections du 22 avril marquent ce que les médias appellent le « retour à la normale » au Paraguay : un duel au second tour des présidentielles remporté par les « Colorado » face aux « Libéraux », deux partis de droite représentant la bourgeoisie paraguayenne depuis l'indépendance.

Un processus électoral normal pour les médias occidentaux dans un pays qui connaît une situation anormale depuis l'an dernier : en effet le président démocratiquement élu, Fernando Lugo, avait été renversé par le Parlement dans ce qui constitue un « coup d'État institutionnel ».

Le putsch de la droite conservatrice contre l' « évêque des pauvres »

L'hypocrisie médiatique autour des processus révolutionnaires latino-américains transparaît dans le traitement du cas paraguayen. Démocratiquement élu en 2008, Fernando Lugo est le premier président à n'être ni « Colorado » ni « Libéral », les deux factions politiques de droite qui se partagent le pays depuis l'indépendance, représentant loyalement les intérêts de la bourgeoisie, y compris sous la dictature.

Contrairement au pape nouvellement élu, Lugo a bien été l' « évêque des pauvres » : partisan de la théologie de la libération, inspirée d'un syncrétisme entre marxisme et christianisme, opposant résolu à la dictature de Stroessner, défenseur des pauvres dans son diocèse de San Pedro.

Dans un pays ancré à droite, Lugo a lancé des réformes « progressistes » prudentes : si les débuts de réforme agraire, le ré-alignement dans le processus d'unité latino-américaine ont pu décevoir par leur lenteur, elles ont néanmoins exaspéré la vieille classe dominante réactionnaire paraguayenne.

Elles ont aussi agacé les États-Unis à l'affût de tout basculement en Amérique latine de l'allié historique paraguayen. Dès 2009, l'ambassade était au courant des projets de « coup d'État institutionnel » concoctés par les caciques de la classe politique paraguayenne.

Prenant prétexte d'une évacuation de terres sanglante, la droite paraguayenne a lancé une procédure de destitution du président Lugo qui aboutit en moins d'une semaine, en juin 2013. Tous les États latino-américains, alliés des États-Unis ou anti-impérialistes, ont critiqué ce coup d'État. Plusieurs d'entre eux ont retiré leurs ambassadeurs, ne reconnaissant pas le nouveau gouvernement tandis que le Paraguay a été suspendu du Mercosur et de l'UNASUR.

Une droite héritière de la sinistre dictature de Stroessner

C'est donc dans ce contexte d'un « coup d'État » et d'un gouvernement non-reconnu par ses voisins que se sont déroulées les élections de 2013 qui ont vu le retour au pouvoir du parti « Colorado », et son nouveau président Horacio Cartes. Le parti « Colorado », représentant des grands propriétaires terriens (latifundiaires), est aussi le parti de la dictature : parti unique entre 1947 et 1962, contrôlé par le dictateur Stroessner jusqu'en 1989.

Allié des États-Unis, pilier de la lutte contre le communisme en Amérique latine, refuge des tortionnaires nazis : le Paraguay de Stroessner a assassiné et fait disparaître plusieurs milliers d' opposants, communistes pour la plupart, et fait arrêter près d'un demi-million d'entre eux. Durant la campagne, Horacio Cartés a créé le scandale en défendant le bilan du dictateur Stroessner qualifiant son règne d'une « période d'ordre et de progrès ».

Un milliardaire à la fortune douteuse à la tête d'un des États les plus inégalitaires du monde

Cartés, comme Pinera au Chili, fait partie de cette génération de patrons milliardaires qui a su, comme Berlusconi en Italie, fonder sa fortune sur sa collusion avec les milieux politiques, à la marge de la légalité, tout en se forgeant une popularité grâce à ses investissements dans le sport.

Magnat du tabac, président du club de football « Libertad », Cartés se présente comme l'archétype du « self made man », chantre de la liberté d'entreprise, les yeux rivés vers le modèle néo-libéral américain.



Horacio Cartés

Pourtant, le profil de Cartés a fait grincer des dents dans son propre parti, suscitant les dénonciation de ses opposants libéraux. Cartés, qui fut longtemps sous investigation de la DEA et d'Interpol, a fait fortune dans la contrebande de cigarettes, peut-être le trafic de la drogue tout en pratiquant le blanchiment de fonds sur une large échelle en collusion avec les milieux mafieux de la région.

Le duel entre le « Colorado » Cartés et le « Libéral » Alegre est un symbole d'un pays corrompu, clientéliste et dominé par une oligarchie puissante : Alegre lui-même est suspecté de détournement de fonds (25 millions de $!) pendant son passage au Ministère des travaux publics.

La parenthèse Lugo refermée, le Paraguay reste un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine. Selon la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraibes), 55% de la population sont sous le seuil de pauvreté en 2010, 30,7% dans l'extrême pauvreté.

La pauvreté touche la grande majorité des populations rurales, composées de paysans sans terre réclamant une réforme agraire refusée par latifundistes : 1% de la population détient 80% des terres au Paraguay. Il est nécessaire de rappeler qu'au même moment, sous la présidence d'Hugo Chavez au Venezuela, le taux de pauvreté a été réduit de 49,4% en 1999 à 27,6% en 2008, transformant le pays d'un des plus inégalitaires à un de ceux les plus égalitaires d'Amérique latine.

Alors, où sont les dénonciations contre les vrais nostalgiques de la dictature, les politiciens corrompus et mafieux, les putschistes chevronnés, les gardiens d'un « ordre injuste et d'un progrès pour une minorité » ?

Ceux-ci sont au pouvoir au Paraguay. Ils déstabilisent un président démocratiquement élu au Vénézuela dans le silence complice de médias, servant d'autres intérêts que ceux de la démocratie, de la souveraineté et du bien-être des peuples.

Solidarité Internationale 23 avril 2013

---

suivant ainsi l'exemple des soldats de Valmy**, commandés par les généraux patriotes Kellerman et Dumourier, puis de nos plus récents héros : Jean Moulin, le général de Gaulle, le général Leclerc, le colonel Fabien et bien d'autres.

Notre pays ne peut s'en sortir seul. Les nations encore indépendantes, comme celles cherchant à acquérir cette indépendance, ont toutes le même ennemi. Chacune, confrontée à cet impérialisme, peut contribuer à l'affaiblir.

Mais l'impérialisme va mal. Une crise systémique due aux excès de la financiarisation l'affecte lourdement. Après sa victoire sur la Libye, il peine à détruire la Syrie. Il n'ose s'opposer militairement à une coalition militaire formée par la Russie, la Chine et l'Iran. L'impérialisme prendra-t-il la responsabilité de déclencher une guerre mondiale au risque de tout perdre ?

Le peuple français doit nécessairement être solidaire avec les nations en butte à l'impérialisme, et aujourd'hui principalement avec la nation syrienne, c'est son intérêt et son devoir. Que serait aujourd'hui la Syrie sans son armée ? La proie du terrorisme, comme la Lybie. Vouloir opérer de profonds changements en France sans cette nécessaire solidarité avec d'autres nations est vain et stupide.

Aujourd'hui, le Réseau Voltaire fait partie des rares mouvements capables de procéder à une analyse exhaustive de la situation de la France et de situer son devenir dans un contexte international. Et le Réseau Voltaire possède en même temps de solides connexions avec les autres Nations agressées par ce même impérialisme qui nous opprime. Et seul le Réseau Voltaire est présent sur place, au plus près des confrontations militaires avec l'impérialisme, hier en Libye, aujourd'hui en Syrie. Seul le Réseau Voltaire discute avec les chefs d'Etat des Nations combattantes et est ainsi pris au sérieux par ceux-ci.

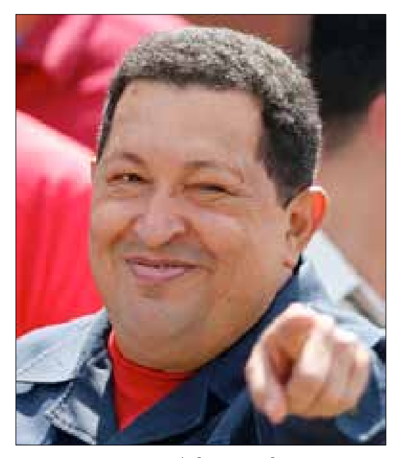
Il est donc aisé de comprendre que le Réseau Voltaire soit la principale cible de la caste politico-médiatique au pouvoir en France. Les élections italiennes ont montré que l'outil internet est utile, nécessaire mais insuffisant. Le Réseau Voltaire France en appelle à tous les citoyens de notre pays pour qu'ils commencent à se mobiliser et à prendre, sans attendre, l'initiative de former des comités patriotiques locaux.

Chaque adhérent du Réseau Voltaire France doit aujourd'hui prendre l'initiative de former son comité local patriotique en rassemblant les citoyens patriotes de toutes obédiences. Si les dirigeants des partis et des organisations se prétendant opposés au système passent leur temps à se déchirer, nous constatons que leurs militants ont peu de divergences et souhaitent travailler ensemble.

Citoyens, pour se mettre sur la voie d'une nouvelle Révolution française, commençons donc par nous unir !

Réseau Voltaire 16 mars 2013

Seul un aussi grand homme pouvait être aussi humain !



Hugo Chávez Frías

une profonde sympathie. L'ancien joueur de l'équipe de Cuba et de Santiago de Cuba a été très bouleversé par la nouvelle du décès du leader bolivarien.

« Nous nous sommes rencontrés pour la première fois lors du match amical qui opposait une équipe conduite par Chavez et les " barbus " du commandant en chef Fidel Castro, à La Havane. Chavez en était le lanceur et il a aussi manié la batte. Je me souviens qu'à l'une des occasions où j'ai atteint la première base, il m'a reconnu - il connaissait même mon nom - et m'a dit : " Mais, vous êtes Kindelan, ce qui veut dire que Fidel est en train de tricher…" ».

« J'ai été ému d'avoir été reconnu par ce grand homme, déguisé comme je l'étais, affublé d'une barbe postiche. Je lui ai répondu : " Non, M. le président. Ce n'est pas de la triche, c'est une plaisanterie, c'est juste pour nous amuser un peu". Mais il est quand même aller se plaindre à Fidel, qui lui a expliqué que le Venezuela et Cuba seraient les vainqueurs de ce match et lui a donné une vive accolade en murmurant : "Mais si tu gagnes, il faudra nous accorder quand même la revanche" ».

« Nous nous sommes revus lors de sa visite à Santiago, le 22 décembre 2007, où il était allé présider la signature de plusieurs accords entre nos deux pays. Je me souviens lui avoir fait cadeau d'une balle de baseball signée par les membres de l'équipe de Santiago de Cuba. En me remerciant, il m'a demandé : "Mais, Kinde, tu es Santiagais ?". J'ai répondu :

"Oui, M. le président, Santiagais de pure souche !" ».

« En vérité, je pense qu'il n'y a pas de paroles pour qualifier un aussi grand homme, un homme aussi simple et humble ! Beaucoup de nos compatriotes qui revenaient du Venezuela m'ont raconté qu'il m'avait envoyé ses salutations, et il l'avait même fait à travers son émission télévisée Alo Presidente ».

« Il le faisait spontanément, en m'appelant " le Kinde ", comme le ferait un frère ou un ami de longue date. Je ne l'oublierai jamais, et je suis persuadé que le Venezuela, Cuba et l'Amérique latine, où il nous faut à présent poursuivre la lutte pour réaliser ses rêves en faveur du bien-être des peuples, ne l'oublieront jamais ».

La Havane. 14 Mars 2013

Ayibobo*Maduro

Par Réginal Souffrant

Car voici, le jour vient, Ardent comme une fournaise. Tous les hautains et tous les méchants seront comme du chaume. Le jour qui vient les embrasera…Car ils seront comme de la cendre sous la plante de vos pieds.
Malachie 4 : versets 1-5

Salut, camarade Maduro!
Rocailleuse est la route qui mène là-haut.
Poursuis le chemin périlleux, malgré le lourd fardeau.
Regarde Canaan. Traversons ces tumultueuses eaux.
Viens hisser le drapeau
Triomphal à titre de berger du troupeau.
Sois notre leader, notre héros!

On a beau placer nos corps derrière des barreaux.
Jamais, on n'a pu incarcérer nos cerveaux.
Il peut être facile de nous déchirer la peau,
De nous briser les crânes à coups de marteau,
Mais on ne parviendra jamais à engloutir nos vaisseaux
Ou à nous casser comme de fragiles pots.

Nicolás, tiens-toi bien droit !
Le peuple est avec toi.
Avec lui, pas de défaite.
C'est toujours la victoire; c'est la fête.

La chair de Hugo peut bien s'envoler,
Mais son esprit bienfaiteur nous est resté.
Regarde Canaan, *caballero (1)*. Il est tout près.
Là-bas nous est réservé un village frais.
Bravons cette mer profonde peu importent les frais…

Courage. Passons par ces eaux agitées.
Plus rien ne peut t'en empêcher.
Les gueules des caïmans y qui grouillent
Et qui les patrouillent
Sont déjà muselées
Par l'éclat guerrier del'épée du feu *commandante.*
Adelante (2) Maduro !
Marchons sur l'eau.
Va Nicolás! C'est toi, le plus fort!
De ton carburant dépendent leurs profits, tout leur sort.

Après la traversée,
Pour l'ennemi, la situation va s'empirer
De tous les côtés.
Les incisives des requins,
Les canines des requins,
Les molaires des requins
Vont s'ériger en une formidable barricade
Pour stopper sa parade
Militaire et ses impériales croisades.

La stagnation entraine la mort.
La bravoure mène ipso facto à bon port.

Tu es bon camionneur.
Tu connais même les sentiers battus par cœur.
Encore une fois: tourne-toi vers Canaan.
La vérité nous sourit bon an mal an.
Naviguons au pas de charge,
Á pas de tortue ou même à la nage.
Soyons sereins.
La révolution a les pieds marins.
La messe d'hésitation est belle et bien dite.
L'animal chancelle. Allons ! Allons plus vite.

Pour cela, regardons vers là-haut.
Abordons sans frayeur ces grandes eaux.
Notre **foi incorruptible** nous servira de bateau
De sauvetage du littoral jusqu'au point zéro.

Accélère ta marche Nicolás.
Occupe donc la première place.
Tu es le chef de file de la lutte des classes
Des *Llaneros(3)*, des citoyens de dernière classe,
Des frères de la même race
Avec qui tu bois le thé révolutionnaire
dans une même tasse.
Vois, le Sahara t'applaudit au rythme d'une contrebasse.

Le DowJones plonge.
Sa détresse se prolonge.
Il s'agite en palpant le *S.U.C.R.E (4)*
Qui force la bourse à chuter.
C'est pourquoi il désire l'éliminer
Bon gré mal gré,
Contre vents et marées.

Wall Street s'essouffle et s'énerve.
Il réclame le concours de la déesse Minerve.
Ses caravelles sont vides,
Car Christophe Colomb, son guide,
Est enterré sous une mine d'or
D'où, à jamais, il dort.

Oyez *compañero* Nicolás!
Aux sons du tambour, de l'*arpa llanera (5)* et de *maracas(6),*
Le peuple, dansant dans les rues,
Te souhaite la plus cordiale bienvenue.
Avec toi,
Il veut remporter une autre bataille de *Boyacá (7)*.

Si, de ton calepin, tu raies la trahison
Naitront alors dans ton jardin de révolution
Des saisons où les fruits du 23 janvier se multiplieront
Dans le calme ou dans la rébellion.

***Ayibobo** : « Bravo ». Du Créole haïtien.
1.- Caballero.- « gentilhomme ».
2.- Adelante : « en avant ».
3.- Llaneros.- Métis espagnols et amérindiens du Vénézuéla. Allusion faite aux combattants qui ont fait l'indépendance du de ce pays.
4.- S.U.C.RE.- Système Unique de Compensation Régionale (prochaine unité monétaire du marché sud-américain & plus)
5 & 6.-Instruments importants dans la musique nationale vénézuélienne.
7.- L'une des batailles décisives pendant la guerre de l'indépendance du Vénézuéla.

Décès d'Alfredo Guevara !

De l'intellectuel communiste au père du cinéma cubain, parrain du « Nouveau cinéma latino-américain »

Alfredo Guevara, décédé à l'âge de 87 ans, était non seulement un communiste convaincu, un ami intime de Fidel Castro mais aussi le père du cinéma révolutionnaire cubain et un des initiateurs de la vague du « Nouveau cinéma latino-américain ». Né en 1925, Guevara était de la même génération que Fidel Castro. Les deux hommes ont noué une amitié indéfectible sur les bancs de l'Université de la Havane. Guevara était déjà militant du Parti socialiste populaire (PSP), nom officiel du Parti communiste cubain interdit par la dictature.

Dans les années 1950, au moment où Fidel lance l'assaut contre la caserne de Moncada, Guevara lance l'assaut contre le vieux cinéma conformiste pré-révolutionnaire, dans le cadre du mouvement culturel avant-gardiste, lié, animé par des intellectuels communistes, Nuevo Tiempo. Il réalise en 1955 avec Julio Garcia Espinosa le documentaire néo-réaliste « El mégano », relatant la vie infernale des charbonniers cubains. Le documentaire est censuré, Guevara arrêté, torturé puis exilé. Au Mexique, il perfectionne son art au contact du cinéaste espagnol Luis Bunuel.

De retour à Cuba, il fonde en 1959, après la révolution, l'Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique (ICAIC) qu'il dirigera de 1959 à 1981 avant d'y revenir dans les années 1990.



Alfredo Guevara

C'est dans le cadre de l'ICAIC que se développe un cinéma cubain créatif, novateur en particulier dans son introduction de la musique cubaine engagée (« Nueva Trova »), avec la collaboration de musiciens prestigieux tels que Leo Brouwer ou Silvio Rodriguez.

Alfredo Guevara a toujours encouragé la liberté de création artistique, dans les limites de l'art révolutionnaire. Influencé par le cinéma italien ou soviétique, il refusa l'introduction à Cuba d'une conception étroite du « réalisme socialiste », dominant au début des années 1950 en Europe de l'est.

C'est surtout à l'impulsion de l'ICAIC de Guevara que le mouvement du « Nouveau ciné latino-américain » prit forme : avec la création de l'École de cinéma de San Antonio de los Banos, qui a formé des générations de cinéastes latino-américains, et surtout avec le Festival de la Havane.

Le Festival du Nouveau ciné latino-américain, inauguré par Guevara en 1979, devint l'épicentre d'un anti-Hollywood : un creuset du nouveau cinéma latino-américain, loin des circuits commerciaux, un art engagé mais de qualité.

Loin de se contenter d'un cinéma pour une élite cultivée, Guevara fut un des artisans de la popularisation du cinéma à travers la pratique du « cinéma mobile », des cinémas ambulants apportant la culture au peuple cubain, dans les zones rurales ou montagnardes du pays.

Son action au service du cinéma cubain lui valut d'être récompensé en 2003 du Prix national de ciné. Reconnaissance internationale également avec la médaille d'or Federico Fellini, remise par l'UNESCO, récompensant ceux qui ont réussi à populariser le 7 ème art.

La liberté de critique d'Alfredo Guevara était indissociable de ses convictions communistes. Son anticonformiste artistique, son esprit subversif, son style détonnant ont fait débat à Cuba dans les années 1980, mais ils n'ont jamais entamé son prestige d'intellectuel révolutionnaire.

Ami intime de Fidel, engagé dans un Parti communiste qu'il avait rejoint avant-guerre, partisan du système socialiste, Guevara refusa toujours de mettre ses critiques – sur les dérives bureaucratiques, les risques de stérilisation du débat démocratique – au service des ennemis de la révolution.

Dans les années 1990, il accède enfin au Comité central du Parti communiste cubain, dont il est membre de 1991 à 1997. Il retrouve par ailleurs sa place à la tête de l'ICAIC dont il se retire en 2000.

Ces dernières années, malgré son retrait de la vie politique et artistique, il s'est notamment positionné en faveur du processus de réformes économiques entamées par Raul Castro

A l'annonce de sa mort, les plus grandes figures de la culture cubaine et latino-américaine lui ont rendu hommage.

Des musiciens Leo Brouwer et Silvio Rodriguez à l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, avec lequel il travailla à la promotion du « nouveau ciné latino-américain », en passant par le cinéaste bolivien Jorge Sanjines, tous évoquent la perte d'une grande figure de la culture latino-américaine.

Guevara faisait partie de toute cette génération de cinéastes et hommes de culture qui ont trouvé au XX ème siècle dans le communisme une source d'inspiration artistique. A travers le Festival de la Havane, le cinéma cubain engagé et le Nouveau cinéma latino-américain perpétueront l'œuvre de Guevara : au service de l'art et de la révolution.

Solidarité Internationale
22 avril 2013

Suite de la page (7)

je me rends compte de la complexité des questions politiques et administratives. Je ne peux pas m'improviser chef d'Etat un beau matin parce que je n'ai pas la formation, l'expérience et les connaissances pour le faire.

Q : Et la volonté de changer ?

Kawas François: Il ne l'a pas non plus. Néanmoins, on peut ne rien avoir de tout cela, mais être ouvert à écouter, entouré d'une bonne équipe, et se laisser conseiller… Mais ce n'est pas le cas non plus parce que son équipe n'est pas faite de gens favorables au changement. Ils sont plus proches de la dictature des Duvalier. Il pourrait y avoir de l'honnêteté, mais j'ai des doutes là aussi, quand on connaît son histoire. Je ne veux pas tout dire ici, mais … Malgré un discours de changement, de vouloir l'éducation pour tous, de dire que Haïti est ouverte aux affaires – un propos très important et répété – , je ne pense pas qu'il y aura un changement réel avec ce gouvernement.

Il va continuer à se placer du côté de l'oligarchie; en fin de compte, ce sont eux qui ont financé sa campagne électorale. Disons en passant que l'oligarchie est étroitement liée au processus de reconstruction d'Haïti quitte même à l'empêcher, parce que le gouvernement ne peut pas reconstruire, il n'a pas de terre; la plupart des terres se trouvant dans la zone métropolitaine et en plaine jusqu'à la frontière avec la République Dominicaine appartiennent aux grandes familles détentrices de grand capital. Ce sont ces familles qui ne veulent pas se débarrasser de leurs terres à des fins de reconstruction, et comme nous le savons, l'acquisition de terres est un problème majeur en Haïti.

***Journaliste de Diagonal Periódico**
Adital 4 avril 2013

Suite de la page (14)

préférence que son administration fait face à ce problème et a mis sur pied un nouveau task force anti-corruption qui a permis d'arrêter ces derniers mois 65 personnes, incluant l'ancien maire de Pétion-Ville. « C'est endémique en Haïti et endémique dans les pays les plus pauvres », a confié le Premier ministre, joint au téléphone par Toronto Star. « Nous comprenons que la lutte contre la corruption est une clé pour attirer des investissements. Nous prenons toutes les mesures nécessaires...(Le Nouvelliste).» Il existe un task force anti-corruption seulement 65 personnes ont été arrêtées dans un pays où la corruption est endémique. Aucune enquête n'a été diligentée sur les accusations portées contre la famille présidentielle. C'est ainsi que Laurent Lamothe combat la corruption.

Récemment, la ministre de l'économie et des finances, Marie-Carmelle Jean marie a démissionné de son poste. Dans sa lettre de démission, elle a écrit ceci, « Par ailleurs nous ne pouvons-nous contenter de pratiques désuètes et hier sanctionnées par une évaluation conduite selon les standards internationaux de l'évaluation PEFA et qui nous classe parmi les moins vertueux des états en matière de gestion des finances publiques. C'est pourquoi j'ai tenu à poursuivre une réforme conséquente et courageuse des administrations fiscale et douanière, qu'il s'agisse des politiques, des structures, de leur organisation et de leurs pratiques. C'est pourquoi également, j'ai tenu à initier une réforme de grande ampleur au niveau de la gestion des finances publiques, dans ses règles, dans ses instruments, dans ses pratiques, y compris au niveau si sensible de la transparence, notamment en matière d'allocation des fonds budgétaires comme de la passation des marchés publics. » Ce paragraphe de la lettre de démission de la ministre des finances en dit long sur l'ambiance qui règne au sein de l'équipe gouvernementale en matière de gestion des fonds publics.

Le journal Miami Herald dans un article paru le 10 avril 2013, a fait état de nombreux contrats estimés à plus de 432 millions de dollars conclus dans des conditions irrégulières par le Gouvernement haïtien après le passage du cyclone Sandy. Ce qui parait étonnant dans le comportement du pouvoir, c'est que, malgré le fait qu'il a été mis au défi par ses accusateurs, il n'a jamais intenté un procès contre eux. Le gouvernement s'est toujours contenté de dénoncer des accusations calomnieuses et diffamatoires à son encontre. Parallèlement, les parlementaires sont toujours dans l'attente des explications du gouvernement sur l'utilisation de cinq (5) milliards de gourdes mobilisées pour la période



Les avocats Newton Louis Saint-Juste et André Michel

où l'Etat d'urgence a été décrété dans le pays. D'aucuns estiment que le régime Martelly/Lamothe qui ne se préoccupe jamais des principes moraux, a souvent recours au mensonge délibéré et à la ruse pour tromper les masses démunies…

Le système de corruption mis en place dans le pays aura la vie dure. Il n'y a jusque-là pas de grands efforts qui sont entrepris pour l'éradiquer. Le pouvoir en place avait inscrit son action dans une logique de rupture. Pourtant, à deux reprises, pour faire ratifier deux premiers ministres, il a dû soudoyer, dit-on les parlementaires. Et pour dégager une majorité présidentielle, le pouvoir a dû, une nouvelle fois, mettre la main à la poche, a-t-on révélé. Des contrats sont octroyés à des firmes dominicaines par de hautes autorités en échange de commissions. Des appels d'offres remportés par certaines compagnies ont même été octroyés de manière irrégulière à d'autres sur la base de copinage.

Cependant, il n'y a pas que les structures haïtiennes à être impliquées dans la corruption en Haïti. Des organisations non gouvernementales nationales et internationales sont accusées aussi d'avoir détourné l'argent destiné à la reconstruction d'Haïti après le séisme du 12 Janvier 2010. Plusieurs milliards de dollars ont été dépensés, mais sur le terrain on ne constate que de petites réalisations.

La corruption est phénomène mondial. Elle affecte tous les pays peu importe leur niveau de développement. L'impact de la corruption sur l'économie mondiale est plus que catastrophique. Quoique difficilement quantifiable, en 2002 la Banque Mondiale a estimé à plus d'un trillion, soit mille milliards de dollars par an la perte provoquée par la corruption. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), ce chiffre représente environ 3% du produit intérieur brut (PIB) mondial. Il n'y pas de chiffres disponibles en terme de pertes nettes provoquées par la corruption, toutefois, il ne fait aucun doute que cette pratique a d'énormes conséquences sur l'économie du pays. La corruption constitue un véritable frein au développement d'Haïti. Quand l'aide au développement est détournée, un pays ne peut entreprendre aucun projet de développement dans le domaine de l'agriculture, de l'éducation, des infrastructures de base, dans la santé etc.

Pour lutter efficacement contre la corruption, il faut donc la qualifier pénalement comme un délit, autrement dit afin de donner lieu à des incriminations, poursuites et condamnations contre tous les corrompus et corrupteurs de grands ou petits calibres, nationaux ou internationaux.

Francklyn Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)